La politique et moi

Jeunes artistes en quête de politique

Carole Bachelot
Adrien Taquet

Collection Fondation Jean-Jaurès/PLON
Dirigée par Gilles Finchelstein.

Photographies © 2005 Pierre-Yves Brunaud / PictureTank

Remerciements :
La Fondation Jean-Jaurès tient à remercier Aline Grange, Valérie Narcisse et Anne Thiriot qui ont participé à la réalisation de cet ouvrage.

Benjamin Biolay : Né le 20 janvier 1973 à Villefranche-sur-Saône, près de Lyon, il a été élevé dans un univers musical, il intègre le conservatoire de Lyon où il apprend le trombone et où il obtient deux premiers prix en 1990. La même année, il commence à jouer de la guitare.
En octobre 1996, il signe en solo chez EMI où il enregistre un premier 45 tours. Il commence alors à écrire des chansons et des albums pour divers artistes : Keren Ann Seidel, Henri Salvador, Isabelle Boulay. 2003 est l'année de la consécration : il écrit pour Julien Clerc, Juliette Gréco et sort son deuxième opus : « Négatif ». Un an après, il s'associe à sa femme, Chiara Mastroianni, pour l'album « Home ». Son dernier album est « A l'origine » (mars 2005).

Marie Darrieussecq : Née en 1969, elle est diplômée de l'Ecole normale supérieure et agrégée de lettres modernes. Elle a enseigné trois ans à l'université de Lille et publie en 1996 son premier roman, *Truismes* (POL), qui connaît un succès mondial. En 2004, *Le bébé* (POL, 2002) est interprété au théâtre. Son septième roman, *Le pays*, paraît en septembre 2005 toujours chez POL.

Nora Gubisch : Née en 1971, elle débute très jeune ses études musicales (maîtrise de Radio France) et devient cantatrice (mezzo-soprano). Après avoir reçu en 1995 le premier prix de chant du Conservatoire national supérieur de musique de Paris, elle interprète plusieurs grands rôles du répertoire classique, notamment Juditha dans *Juditha Triumphans* de Vivaldi à l'Opéra comique (1996), le rôle éponyme dans *Salammbô* à l'Opéra de Paris-Bastille (1998 et 2000), Carmen dans *Carmen* de Bizet au Stade de France en 2003.

Hamé (La Rumeur) : Né en 1975 à Perpignan, d'un milieu ouvrier, il est élevé dans une famille de six frères et sœurs. Après des études de lettres et de cinéma, il obtient un DEA socio des médias à la Sorbonne. Il enregistre son premier disque en 1997 avec le collectif rap parisien La Rumeur. Leur dernier album, en 2004, *Regain de tension* est distribué par Emi Music. En novembre 2004, il comparaissait devant la 17ème Chambre correctionnelle du TGI de Paris pour un texte, publié dans un magazine, jugé diffamatoire par le ministère de l'Intérieur. L'affaire est toujours en cours.

Luz : Né en 1972, scénariste et dessinateur, Luz est passionné de musique rock. Il collabore avec l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* pendant huit ans, ainsi qu'avec *Charlie Hebdo* et le magazine pop *Magic*. Il a publié plusieurs bandes-dessinées (*Les Mégret gèrent la ville*, Editions Bichro, *The Joke,* Editions des Requins Marteaux) et ses fanzines *Cambouis* (l'Association) et *Claudiquant sur le dance-floor* (Editions Hoëbeke).

Stanislas Nordey : Né en 1966, il est diplômé du Conservatoire. Metteur en scène, il est résident pendant deux ans au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (1991-1994), puis artiste associé au Théâtre des Amandiers de Nanterre (1995-1997) avant de prendre la direction du théâtre de Saint-Denis (1997-2001). Impliqué dans le mouvement en faveur des sans-papiers de l'Eglise Saint-Bernard, il s'est également engagé en faveur des intermittents du spectacle. Depuis 2000, il est le responsable pédagogique de l'Ecole du Théâtre national de Bretagne, tout en continuant son travail de mise en scène avec sa compagnie.

Isabelle Sorente : Née en 1970, polytechnicienne, Isabelle Sorente a été comédienne, mannequin, pilote de voltige aérienne et est aujourd'hui chargée de la sécurité dans les aéroports, mais également romancière. Elle a écrit une pièce de théâtre (*Hard Copy*) et plusieurs romans chez Jean-Claude Lattès : *L* (2001), *La prière de septembre* (2002), *Le cœur de l'ogre* (2003).

Carole Bachelot : Elle est actuellement doctorante en sociologie politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université d'Artois. Sa thèse porte sur une comparaison des groupes dirigeants du Parti socialiste et du Parti travailliste depuis 1994.

Adrien Taquet est directeur associé de l'agence de communication Euro RSCG Compagnie.

Pierre-Yves Brunaud est photographe, diplômé de l'Ecole de Photographie de Toulouse et d'un 3ème cycle d'Arts Plastiques à l'Université Paris 8. Aujourd'hui membre du réseau de photographes indépendants Stella / PictureTank, il travaille aussi bien le portrait que le reportage, et collabore régulièrement avec la presse (*Télérama, Nova Mag, Le Nouvel Observateur, Revue Urbanisme*...), tout en continuant à mener de front plusieurs projets personnels et collectifs (« La Ville du Périph' », « En quête d'asile », « Ligne [de] », « Système D'Afrique »…).
Son travail est visible sur internet : http://pierreyves.brunaud.free.fr
et http://www.picturetank.com/pybrunaud

LIBERTE

Introduction
La politique au prisme des jeunes artistes.

« Serions-nous muets et cois comme des cailloux, notre passivité même serait une action. (…). Chaque parole a des retentissements. Et chaque silence ».

J.-P. Sartre, *Situations II*.

Quatre-vingt trois pourcents des 18-25 ans disent « aimer beaucoup » écouter de la musique[1], quand 43 % seulement disent s'intéresser assez ou beaucoup à la politique[2]. Le verdict semble sans appel : le goût pour la chose publique ne saurait concurrencer chez les jeunes celui exprimé par une écrasante majorité d'entre eux pour les divertissements culturels.

Il est vrai que, comme a pu le montrer Anne Muxel, le rapport des jeunes à la politique est fait de paradoxes. La jeunesse est le temps du « moratoire électoral »[3] : en pleine période de construction de leur identité sociale – et donc de leur lien à la politique –, ils votent moins que leurs aînés, soit qu'ils ne soient pas inscrits sur les listes électorales (principalement le cas des chômeurs et des jeunes sans diplôme ou peu diplômés), soit qu'ils s'abstiennent (surtout des étudiants et jeunes des diplômés, autant de droite que de gauche). L'abstention constatée des jeunes contribue à l'effritement général de la participa-

1- Sondage IFOP – Ministère de la jeunesse et des sports, *l'Humanité*, 28 janvier 2000 : « Les 16-25 ans : valeurs et attentes de la nouvelle génération ».
2- Enquête post-électorale SOFRES 1997, citée in Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2001, p. 107.
3- Anne Muxel, *op. cit.*, chapitre 4.

tion électorale : lors des élections législatives de 1997, 4 jeunes sur 10 se sont abstenus. C'était encore le cas de 34 % des 18-34 ans, contre 26 % chez les 50-64 ans au premier tour de l'élection présidentielle 2002 [4]. Le sursaut du second tour n'a pas été le signal d'un retour aux urnes sur le long terme : l'abstention a considérablement augmenté lors des législatives suivantes.

Cette abstention touche d'ailleurs davantage les jeunes se disant de gauche : c'est plutôt dans les familles de droite que l'inculcation la transmission du sens du devoir, y compris du devoir civique, porte ses fruits dans le domaine de la participation électorale[5]. Le rejet de la politique dite conventionnelle s'exprime se manifeste aussi par la distance critique manifestée envers les partis politiques : seuls 2 à 3 % des 18-24 ans sont membres d'un parti (alors que 11,5 % reconnaissent avoir une activité plus ou moins régulière dans une association ou un mouvement de jeunesse[6]). Rien de nouveau dans ce constat : le mythe d'un âge d'or de la politisation des jeunes dans les années 60 ne résiste pas au fait que la proportion de jeunes adhérents dans les partis n'était alors pas plus importante à l'époque qu'aujourd'hui. De même, l'intérêt avoué pour la politique reste-t-il relativement constant[7].

Pourtant, premier paradoxe : la progression de l'abstention chez les jeunes n'est pas synonyme d'une mise hors-jeu de la politi-

---

4- « Panel électoral 2002 », CEVIPOF, 2002.

5- Ce qui n'empêche pas les jeunes de suivre en général le mouvement de balancier électoral ; plus à gauche que leurs aînés dans les années 80, ils ont largement participé aux deux victoires de François Mitterrand. En revanche, une majorité d'entre eux a reporté son vote sur le RPR en 1993 et sur Jacques Chirac en 1995. Les élections législatives de 1997, les élections européennes de 1999, et les élections présidentielle et législatives de 2002 ont vu le retour en grâce de la gauche auprès des jeunes (Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, op.cit., p. 43).

6- Baromètre SCGénération/CSA/Le Parisien, in Anne Muxel, *op. cit.*, p. 47-48.

7- 47 % des 18-24 ans disent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique en 1978, 40 % en 1988, 49 % en 1995, 43 % en 1997, in Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, *op. cit.*, p. 107 (enquêtes post-électorales du CEVIPOF, et SOFRES pour 1997).

que. D'abord parce que leur abstentionnisme est plus intermittent que constant[8], ensuite parce qu'on ne saurait conclure de ce désinvestissement électoral un manque d'intérêt pour la politique. La plupart des grands mouvements sociaux de la dernière décennie (y compris ceux de l'hiver 1995) sont nés dans les universités : en 2002, 37 % des 18-25 ans disent avoir participé au moins une fois à une manifestation (contre 15 % chez les plus de 30 ans[9]). Le rôle enfin des jeunes dans la remobilisation électorale de l'entre-deux-tours de la dernière présidentielle est incontestable. Les jeunes sont plus nombreux que leurs aînés à être descendus dans la rue, qu'ils aient été abstentionnistes au premier tour (28 % des moins de 30 ans, contre 16 % pour le reste de la population qui s'était abstenue, ont manifesté) ou qu'ils aient voté au 1er tour (32 % contre 20 %). Ce sont eux, le plus souvent, qui ont pris l'initiative de ces manifestations ; ils se sont d'ailleurs montrés particulièrement tenaces dans leur entreprise de sensibilisation de l'opinion à cette période.

Deuxième paradoxe : les jeunes ont accès à beaucoup plus d'informations que leurs parents au même âge, et bénéficient sans doute d'un niveau d'instruction plus élevé. Mais il semblerait que cette surinformation ne leur rende pas le paysage politique (et notamment la perception des différences entre la gauche et la droite) plus lisible. Elle ne renforce pas non plus le sentiment de proximité avec les hommes et les institutions politiques, dont l'image ne cesse de se dégrader.

« Entre héritage et expérimentation », pour reprendre la formule d'Anne Muxel, les jeunes se trouvent enfin des héros, des figures différentes de celles proposées par la scène politique nationale. Les dix premières personnes citées par les 18-24 ans comme « celles

8- Anne Muxel, Jérôme Jaffré, « S'abstenir, hors-jeu ou dans le jeu politique », in Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau, *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.

9- Anne Muxel, « La participation politique des jeunes : Soubresauts, fractures et ajustements », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, 5-6, 2002.

qu'[ils] aime[nt] le mieux ou qui comptent le plus pour [eux] » appartiennent toutes au monde de la télévision, du cinéma, de la musique ou du sport, Jamel Debbouze étant de loin le plus cité[10].

Les jeunes expriment donc spontanément beaucoup plus de sympathie pour le monde des arts et du spectacle que pour celui de la politique.

Comment réagissent alors les dépositaires de cette confiance, au premier rang desquels les jeunes artistes ? Ceux-ci se trouvent pris dans une double tension entre leur appartenance à cette même génération critique mais en attente de renouveau de la chose publique d'une part, et la pratique même de leur art, faite de l'expression de leur pure individualité, mais vectrice de normes collectives d'autre part. La question se pose de la spécificité du rapport des jeunes artistes à la politique est soulevée : qu'est-ce qui, dans ce domaine, les distingue des autres jeunes ?

La réponse est d'autant moins évidente que le modèle du « devoir d'engagement » théorisé par Jean-Paul Sartre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'est plus de mise. L'avènement des « intellectuels spécifiques » décrits par Michel Foucault, qui ne s'autorisent à parler que des domaines relevant de leurs compétences particulières, l'a battu en brêche. La reconnaissance institutionnelle par l'Etat des artistes et des intellectuels, de Malraux aux années Lang, a sans doute aussi contribué au dépassement de cette posture de l'artiste engagé. Pourtant, pour ne parler que de la période la plus récente, les grandes grèves de 1995, la cause des sans-papiers, les rassemblements alter-mondialistes, l'entre-deux-tours de la dernière campagne présidentielle ont continué de mobiliser artistes et intellectuels, dont un certain nombre n'étaient d'ailleurs pas coutumiers du fait. Ces évé-

10- Sondage IFOP- *Journal du Dimanche*, décembre 2004, « Le top des jeunes » : Jamel Debbouze est suivi par Jean Reno, Zinedine Zidane, Gad Elmaleh, et Renaud pour les cinq premiers.

nements ont conduit à repenser l'engagement, et ont notamment fourni à Pierre Bourdieu l'occasion de proposer un nouveau modèle, celui de « l'intellectuel collectif ». Selon cette perspective, les artistes seraient chargés de mettre en forme symboliquement le discours critique des intellectuels *stricto sensu*. Au sujet de la mobilisation en faveur des sans-papiers, Pierre Bourdieu soulignait ainsi que « c'est précisément le rôle des artistes, encore plus que des intellectuels, d'être capables d'inventer des transgressions fortes, symboliquement chargées […] »[11]. Nous verrons qu'il a été pris au mot par certains des artistes que nous avons interrogés.

Pour mieux comprendre comment les jeunes artistes perçoivent leur lien à la politique, nous avons donc choisi de donner la parole à quelques un(e)s d'entre eux, conscients d'ailleurs que le recueil de ces témoignages a davantage valeur illustratrice que scientifique. L'objectif était de comprendre, par leur itinéraire personnel, l'évolution et la nature de leur rapport à la politique. Nous avons fait le choix de solliciter faire appel à des artistes trentenaires ; plus âgés que les « jeunes » qui font d'ordinaire l'objet des sondages et recherches en sociologie politique, ils sont cependant encore considérés comme « jeunes » dans leur discipline particulière, et ont eu le temps d'acquérir la notoriété propre à susciter chez eux une réflexion sur l'engagement ou du moins sur leur sentiment de responsabilité collective envers le public. Nous les avons également choisis issus de disciplines diverses. Il s'agissait enfin d'explorer le spectre le plus large possible de

11- Il poursuivait : « Il faudrait que la fraction artistique du monde intellectuel soit capable de provocations susceptibles d'impressionner les médias. Et que ces artistes soient suivis par d'autres forces intellectuelles, des forces d'analyse, des professionnels du droit, des sociologues, des historiens. Une combinaison de ce type, avec une force symbolique critique efficace, et une force analytique critique efficace, donnerait quelque chose de très puissant. » (Entretien Pierre Bourdieu/Arnaud Despleschin, *Les Inrockuptibles*, 25 février-4 mars 1997). Cf. également Pierre Bourdieu, « Pour un savoir engagé », *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

rapports au politique : pour des raisons assez compréhensibles (la Fondation Jean-Jaurès étant clairement associée, dans l'esprit de nos interlocuteurs, sinon au PS, du moins à la gauche de gouvernement), il nous a été extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de convaincre de jeunes artistes se disant « de droite » de participer à ce projet. Nous le regrettons, mais nous remercions d'autant plus chaleureusement Marie Darrieussecq et Isabelle Sorente (écrivaines), Benjamin Biolay (auteur, chanteur-compositeur), Luz (dessinateur politique), Hamé (La Rumeur, groupe de hip-hop), Stanislas Nordey (metteur en scène), Nora Gubisch (chanteuse lyrique) d'avoir bien voulu répondre à notre appel. S'ils se classent tous à gauche (sauf peut-être La Rumeur, qui ne reconnaît plus de pertinence au clivage droite/gauche), il nous semble que la diversité de leurs itinéraires et de leurs opinions a permis de ne pas trop trahir l'ambition première de cette réflexion.

Nos rencontres se sont articulées autour de trois thèmes : leur sentiment d'appartenance à une éventuelle génération politique, leur conception des liens existant ou devant exister entre art et politique, leurs opinions enfin sur la scène politique actuelle et les politiques culturelles mises en œuvre.

Première surprise, qui n'en est pas une si on rapporte le constat à l'ensemble des jeunes : l'éventuelle appartenance à une génération politique est loin d'être perçue comme une évidence. Autrement dit, et comme les autres jeunes, ils peinent à se retrouver dans les mêmes événements fondateurs.

Les élections présidentielles, et surtout leur image télévisuelle, fournissent certes un repère privilégié : les « premiers souvenirs politiques » s'accordent sur l'alternance du 1er mai 1981 (1974 pour S. Nordey). Ils peuvent également se raccrocher à l'histoire intime de l'apprentissage de la lecture (M. Darrieussecq) ou de la première lecture d'un ouvrage politique (Frantz Fanon[12] pour La Rumeur). En revanche, les événements perçus comme fondateurs de la politisa-

tion, des images de l'Ethiopie pour Marie Darrieussecq aux manifestations du CIP pour Luz, en passant par les actions de « Touche pas à mon pote » pour Isabelle Sorente sont très divers. Même les événements qui, ultérieurement à l'éveil de l'intérêt pour la politique, restent les plus saillants dans la mémoire politique des jeunes artistes interrogés frappent par leur hétérogénéité : sans-papiers, Mégret à Vitrolles, dissolution de 1997. Aucun épisode, aucune mobilisation collective (sauf peut-être SOS Racisme, qui fait l'objet a posteriori de commentaires plutôt mitigés) ne fait l'unanimité pour faire office de véritable marqueur générationnel. De même, aucune personnalité politique ne suscite-t-elle une approbation générale qui en ferait une figure de référence ; Luz préconise même de « laiss[er] de côté les personnages politiques, [puisqu'] ils ne sont que des personnages ». Les réponses à cette question dénotent en fait une certaine réticence, accentuée chez les déçus de la démocratie représentative ou de la Ve république (La Rumeur pour le premier cas, Marie Darrieussecq pour le second). Les rares personnalités citées semblent l'être davantage au nom de leurs qualités morales que politiques (Robert Badinter, Simone Veil, Jean-Pierre Cot, ainsi que Michel Rocard et Lionel Jospin, mentionnés par M. Darrieussecq). Le seul artiste qui valorise les compétences proprement politiques d'intelligence et d'habileté rhétoriques (F. Mitterrand, les frères Kennedy) a eu une expérience militante dans un parti de gouvernement (MJS), à savoir Benjamin Biolay. À cet égard, les jeunes artistes se distinguent finalement des autres jeunes en ce qu'ils choisissent de préférence leurs « héros » pas tant dans leur entourage immédiat ou sur la scène politique internationale que dans leur propre discipline artistique. Ce sont les aînés du même champ ou sous-champ artistique qui ouvrent la voie et stimulent simultanément leur intérêt pour la politique et pour l'art,: Gébé pour Luz, Pier Paolo Pasolini pour Stanislas Nordey, Michel Leiris

12- Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961, livre phare du tiers-mondisme dénonçant la violence coloniale.

pour Marie Darrieussecq, Public Enemy pour La Rumeur.

Le manque d'homogénéité de ces réponses tient sans doute aussi à la diversité des parcours : les parents des artistes interrogés peuvent être peu politisés (B. Biolay, M. Darrieussecq), plutôt socialistes (N. Gubisch), d'extrême-gauche (S. Nordey), indécis (I. Sorente), de droite (Luz). Les parents ou le milieu familial semblent curieusement avoir été assez peu structurants dans la formation de l'identité politique de ces artistes, sauf pour Stanislas Nordey et Nora Gubisch. Et encore, dans ce dernier cas, une socialisation politique dans le cadre familial pourtant très pregnante n'a-t-elle pas entraîné le développement d'un véritable intérêt pour la politique. La chanteuse lyrique est d'ailleurs l'artiste qui a réaffirmé avec le plus de force, au cours de l'entretien, son sentiment d'incompétence dans ce domaine. Il faut sans doute voir dans cette rupture affichée avec les attitudes familiales une des spécificités du milieu artistique : par comparaison, 66 % des Français disent s'inscrire dans une continuité de choix politique, ou d'attitude apolitique par rapport à leurs parents (11 % seulement des Français déclarant avoir radicalement changé d'opinion par rapport à eux)[13]. L'entrée dans la carrière artistique semble alors fonctionner comme un possible facteur d'émancipation par rapport au milieu d'origine. Une deuxième hypothèse serait que le milieu d'accueil –le champ artistique- soit lui-même si structuré politiquement à gauche qu' il imposerait ses normes au détriment de celles héritées du milieu familial. Ce qui pourrait être confirmé par le fait que ce sont le plus souvent des amis (rencontrés lors des études et/ou de la formation artistique), ou la confrontation avec certaines œuvres artistiques (celles de Pasolini pour Nordey, de Public Enemy pour La Rumeur) qui font office de « passeurs » vers la politique.

Faut-il conclure de cette absence de références communes le refus absolu de se reconnaître dans une génération politique ? C'est plutôt une représentation en creux de cette dernière qui semble se

13- Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes, op. cit.,* p. 57-58.

dégager des témoignages ; Nora Gubisch est ainsi la seule à revendiquer, non sans nostalgie, son appartenance à la « génération Mitterrand » (alors qu'Hamé, le chanteur de La Rumeur, tient au contraire à s'en distinguer catégoriquement). Quand la notion elle-même n'est pas simplement récusée (« on a tous les âges tous les jours », d'après Isabelle Sorente), les artistes interrogés montrent une attitude très critique envers cette génération qui serait la leur, et qui pècherait justement par manque d'audace, d'esprit critique et de volonté d'engagement collectif. La génération SIDA, la génération-chômage, même la génération SOS-Racisme privilégierait la prudence en toutes choses ; ce qui ne l'empêcherait pas de s'engouffrer dans des réactions stéréotypées, voire grégaires.

En tant qu'artistes, soucieux du respect de leur individualité, en tant que jeunes, qui ressentent leur propre vulnérabilité à certaines instrumentalisations, ils expriment finalement une crainte de la manipulation qui peut aller jusqu'à la condamnation de toute action collective, pour peu qu'elle soit importée du milieu de la politique professionnelle. Le jugement le plus sévère sur l'expérience SOS-Racisme (qui a annihilé toute forme de réflexion critique sur le problème de l'immigration pour Marie Darrieussecq, qui a surtout servi de structure de recrutement pour les cadres du PS pour Benjamin Biolay) émane ainsi de La Rumeur, groupe constitué de jeunes issus de l'immigration, mais qui ne se reconnaît pas pour autant dans le projet de l'association : « Moi je ne suis pas ton pote ! Je ne veux pas " bouffer " à ta table ! J'ai d'autres projets, et ce sont les miens. » (Hamé).

L'idée d'appartenance à une génération permet d'aborder un point central de l'articulation entre art et politique, à savoir la question de l'individu ; englobée dans la collectivité par le discours politique, magnifiée au contraire dans la création artistique, la dimension individuelle se trouve cependant réconciliée avec la dimension collective au moment de l'engagement de l'artiste. Celui-ci fait alors

acte de présence politique généralement au nom de la liberté individuelle, mais aussi pour un bien commun (droits universels, justice sociale…). Les rapports individu/collectif, cruciaux dans le champ politique, sont par ailleurs particulièrement pregnants exemplifiés dans le domaine de l'art, qui est, certes, la manifestation par excellence de la singularité individuelle, mais qui est également le vecteur privilégié de normes collectives. L'œuvre d'art crée des mondes originaux, qui auront à leur tour des effets sur la société dont elle est originaire.

Tous les artistes que nous avons interrogés reconnaissent ainsi le caractère compatible, voire indissociable (pour les plus radicaux d'entre eux comme La Rumeur ou I. Sorente, selon laquelle « tout acte de création est politique ») de l'art et de la politique, ce qui est d'autant plus remarquable que toutes les disciplines artistiques ne se prêtent pas avec la même facilité à l'expression politique. Isabelle Sorente a ainsi choisi d'investir son énergie militante dans l'écriture et la rédaction d'articles pour la revue Blast, qu'elle a contribué à fonder en 2001, dans le but avoué de déranger les idées reçues (par exemple sur la pornographie, l'écologie, l'urbanisme…). Mais cette compatibilité peut aussi être interprétée de manière inattendue ; pour Benjamin Biolay, ce n'est pas tant l'art qui peut être « politique », que la politique qui dans certains cas (grands discours de De Gaulle, de François Mitterrand, des Kennedy) peut toucher à une forme d'art.

Finalement, ce sont les modalités de cette expression qui peuvent poser problème, et en particulier quand il s'agit de concilier art et *message* politique. Même en ce qui concerne le dessin de presse, qui a vocation à être relativement explicite, Luz souligne le danger de la simplification de problèmes complexes qu'implique toute caricature. C'est la conscience de ce risque qui devrait toujours inciter le dessinateur à relativiser son propre discours en le présentant comme une interprétation personnelle, parmi d'autres possibles. De même, Hamé (La Rumeur) souligne-t-il la double inefficacité artistique et politique du cinéma à thèse tel qu'il a pu être pratiqué dans les années

1970, puisqu'il ne permettait « aucun renversement du discours dominant », en raison justement de son absence d'innovation formelle.

Le refus de l'explicitation, et *a fortiori* de la prescription politique par le biais de l'œuvre, peut cependant s'adosser à deux conceptions différentes de l'art, qu'il s'agisse de préserver la pluralité des interprétations possibles ou simplement de montrer que la forme même de l'œuvre peut être politique *per se*. Dans cette dernière perspective, nul besoin de sous-titres verbalisant le contenu politique de l'œuvre. Pour Luz, pour Marie Darrieussecq, le dessin, le style peuvent être en eux-mêmes « politiques » : ils suffisent à exprimer une conception du monde social qui est par définition politique. Luz en fait même un des buts ultimes de son art, lorsqu'il se demande « comment trouver un trait efficace politiquement, « progressiste », à l'image de ce qu'[il] pense de la vie en général ».

Marie Darrieussecq refuse la posture d'intellectuelle organique d'une organisation politique, et même l'explicitation des messages politiques, autrement dit la position de l'engagement sartrien deuxième période, lorsqu'il s'agissait de convaincre Billancourt. Mais elle se rapproche pourtant de la première attitude défendue par Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature*[14], lorsqu'elle explique que le fait même de travailler sur le matériau commun à tous qu'est le langage donne aux écrivains une forme de responsabilité collective qui les met, comme l'écrivait le philosophe existentialiste, nécessairement « dans le coup ». Ce qui constitue un des critères discriminants de la littérature a ainsi une dimension fondamentalement politique : libérer les phrases, cela revient au fond à libérer les hommes.

Sauf chez Benjamin Biolay, bien loin de la tradition du *protest-song* et qui fait remarquer qu'il s'agit davantage, dans le cadre restreint de la chanson, de réveiller, plutôt que d'éveiller les consciences (c'est-à-dire de confirmer ou d'infirmer certaines intuitions), il semble finalement y avoir consensus chez les personnes que nous avons

14- Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature*, Paris, Gallimard, 1948.

interrogées sur la nécessité de justement produire… du dissensus par l'art. Qu'il s'agisse d'aider à transformer la polémique tacticienne en véritable confrontation d'idées politiques, en donnant au public des arguments qui leur permettront de se convaincre mutuellement (Luz), de cultiver un théâtre qui favoriserait la vigilance critique et citoyenne (Stanislas Nordey) ou encore d' « essayer d'attraper sous un autre angle certaines choses et de faire réfléchir autrement » (Isabelle Sorente), l'objectif est chaque fois le même. Mieux encore que par les pétitions ou les manifestations, l'art doit aider à sortir des schèmes préétablis qui anesthésient le débat politique.

Plus de tour d'ivoire qui tienne, donc : c'est la pratique artistique elle-même qui met l'artiste au cœur de la société et de ses conflits. Nul besoin d'être dans la rue ou de signer des pétitions pour participer à la vie politique de la cité, même si, comme le fait remarquer Stanislas Nordey, il peut y avoir une forte demande de la société en ce sens. Dans ce cas, l'artiste ne sert alors pas tant à aiguiser la conscience collective, qu'à l'accompagner, à témoigner de ce qui se joue : les banderoles du théâtre de Saint-Denis ont ainsi été applaudies par les cheminots en 1995. De même Luz voit-il dans sa fonction de « dessinateur public » une des dimensions essentielles de son métier. Ces artistes-là ne sont pas si éloignés de la composante symbolique de l'intellectuel collectif que Bourdieu appelait de ses vœux.

Tout n'était pourtant pas joué d'avance : la dimension politique, même pour ceux qui en ont aujourd'hui la conception la plus extensive, n'a pas toujours été perçue aux débuts de leur carrière comme allant nécessairement de pair avec la vocation artistique (même si c'est évidemment le cas pour Luz et La Rumeur, qui n'ont jamais pensé leur activité artistique qu'en relation avec une grille de lecture politique). Mais Marie Darrieussecq, Stanislas Nordey, Benjamin Biolay ont expérimenté une attitude inverse : se destiner à l'art, c'est aussi dans un premier temps choisir le camp de l'imagination contre celui de l'analyse critique, de l'individualisme contre l'action collective. La position d'Isabelle Sorente, pour qui toutes ces dimen-

sions se sont d'emblée mélangées intimement, semble plus complexe : pas de véritable individualisme sans ouverture aux autres, pas d'imagination sans remise en cause de l'existant. Nora Gubisch insiste également sur cette dimension commune à l'art et à la politique de la relation à autrui, voire du don de soi. Enfin, l'appréhension de la dimension politique a-t-elle pu venir par surcroît, au fur et à mesure du cheminement artistique qui a conduit par exemple un Stanislas Nordey d'un « théâtre de divertissement à un théâtre de divertissement de la pensée ».

Les engagements survenus dans la vie d'artiste sont d'ailleurs bien plus revendiqués et valorisés que les premiers engagements, pris en qualité de simples citoyens. Les militantismes de Luz à la CNT, de Benjamin Biolay au MJS sont perçus *a posteriori* comme d'utiles préliminaires à l'entrée dans la vie de citoyen actif. Ne serait-ce que pour comprendre les dérives sclérosantes, des hommes comme des idées, inhérentes d'après eux à toute organisation politique. Quitter ces organisations était donc nécessaire pour accéder à l'autonomie intellectuelle qui permet de bousculer « les idées sous verre » (Luz).

Il faut noter l'extrême insistance de tous les artistes sur l'importance d'une conception exigeante de la liberté de pensée, sur leur volonté de passer au crible de leur propre esprit critique chaque idée ou action politique. Ce sont d'ailleurs les raisons invoquées par les personnes interrogées pour invoquer leur refus d'entrer dans les rangs d'une organisation politique ou syndicale. Ce refus est d'autant plus frappant qu'il ne s'apparente évidemment pas à un refus du système politique représentatif : tous expriment au contraire de fortes attentes envers les Etats et les gouvernements. Le cas de Stanislas Nordey est assez éclairant à cet égard : bien qu'ayant toujours refusé de militer dans un parti, par peur d'un « enfermement » idéologique, il a cependant accepté de figurer sur la liste « Bouge l'Europe », présentée aux européennes de 1999. Il s'agissait alors, pour lui, de sensibiliser le PC à la cause des sans-papiers. Il faut enfin

noter que la plupart de ces artistes n'ont pas de réticences envers les associations, puisque la majorité d'entre eux sont membres d'une ou plusieurs d'entre elles (Ras l'Front et MLAC, entre autres, pour Luz, association contre le distilbène pour Marie Darrieussecq, Hamé a été président d'une association de résidents de cité U, Isabelle Sorente a fait du soutien scolaire auprès de jeunes en difficulté). En cela, les jeunes artistes se rapprochent des autres jeunes : ils sont décidément bien plus proches des associations qui leur permettent de s'engager sur des enjeux précis, pour le féminisme, contre le Front National, dans une association étudiante, que des partis politiques. Ce sont d'ailleurs les mêmes causes qui les entraînent à s'engager ponctuellement par des interventions, pétitions, manifestations diverses. L'épisode des sans-papiers, qui a mobilisé les milieux culturels bien au-delà des cinéastes, reste aussi un point de repère dans les cheminements politiques des artistes interrogés. Que cette mobilisation se soit soldée pour eux par un demi-échec (refus d'une régularisation systématique par le gouvernement Jospin, abolition de la double-peine par le gouvernement de droite qui lui a succédé) a renforcé le scepticisme envers la gauche de gouvernement, mais aussi envers le système politique en général (affadissement du clivage droite/gauche, primes données aux stratégies électoralistes, remise en cause de l'efficacité même de leur propre mobilisation).

Le 21 avril 2002 est le deuxième événement le plus cité : tous regrettent la confiscation d'un réel débat politique qui seul aurait permis de dépasser la « réaction hystérique » (Nordey) causée par l'annonce de la présence de Le Pen au second tour. La diabolisation de Le Pen (bien que tous reconnaissent le caractère nécessaire de la mobilisation d'entre les deux tours) et l'injonction du vote utile auraient empêché une discussion sur les responsabilités du gouvernement sortant, de la droite, des électeurs. Le séisme de l'élection présidentielle est finalement interprété comme une occasion perdue pour la gauche de se restructurer et de redéfinir ses priorités. Il est à noter que les récentes victoires électorales du PS (régionales, cantonales, euro-

péennes) ne suffisent pas à compenser pour les artistes interrogés après le printemps 2004 un malaise perçu comme persistant entre la gauche et ses électeurs[15].

Pourtant, l'affinité entre la gauche et les artistes est présentée comme une évidence. Tous ou presque (La Rumeur) se disent de gauche, et à l'exception notable de Benjamin Biolay, qui remarque que « ça la fiche moins mal de se dire de gauche » mais que cela n'empêche pas la plupart des grandes vedettes populaires d'être de droite, ils voient dans le fait d'être de gauche une prolongation naturelle de leur condition d'artiste. Le lien peut se faire de différentes manières. L'activité artistique peut être perçue comme un choix de vie conduisant par définition à s'éloigner d'un certain circuit marchand et d'une forme de conformisme social. Elle peut aussi relever pour ceux qui s'y adonnent d'une forme de libération de l'esprit et ainsi correspondre à une idéologie émancipatrice beaucoup plus revendiquée par la gauche que par la droite ; d'autres artistes soulignent enfin que l'art se caractérisant essentiellement par la création, le mouvement, eux-mêmes sont d'autant plus réceptifs à une pensée progressiste.

Pour chacun, le lien entre art et appartenance à la gauche trouve de manière évidente ses racines dans le parcours personnel. L'insistance sur la notion d'émancipation tient aussi pour Marie Darrieussecq à ce que la découverte de la politique se soit produite pour elle en même temps que l'écriture de son premier roman publié, à l'issue d'une psychanalyse vécue comme une phase décisive de son émancipation personnelle. La défense par Luz de l'art non-rentable De même, l'insistance sur l'absence de rentabilité en art peut-elle être aussi être rapportée à la rupture biographique qu'a signifié pour Luz l'de son entrée dans la carrière de dessinateur, suite à l'abandon de ses études de droit. Se situer à gauche revient pour lui à adopter une position originale dans la société. Comme il le résume en reprenant une formule du dessinateur Gébé, « être de gauche, c'est, par

15- Les entretiens ont été réalisées avant le referendum sur le Traité constitutionnel européen.

rapport à la société, faire un pas de côté. Vivre différemment de la société, pour la regarder mieux ».

Quand l'existence de ce lien gauche/culture est déniée, c'est finalement au nom d'une préséance de la culture sur la politique. À un niveau général, Benjamin Biolay, Nora Gubisch et La Rumeur invoquent la possibilité de concevoir une société sans droite ni gauche, alors qu'une société sans art serait inimaginable (B. Biolay fait également remarquer que la plupart des arts relèvent à l'origine d'une fonction sacrée, et non proprement politique). À leur niveau individuel, l'entrée dans l'activité artistique est perçue comme bien antérieure à l'éveil de l'intérêt pour la politique quand elle ne s'est pas opérée dans une logique de refus, « par effraction », du système politique existant (c'est-à-dire de l'Etat et de toutes les formes d'art subventionné pour La Rumeur).

Dans tous les cas, les explications proposées par les artistes eux-mêmes rejoignent l'hypothèse retenue par la sociologie critique de l'art : le positionnement des artistes sur l'échiquier politique dépend non pas tant des sollicitations politiques dont ils sont l'objet, que de la structuration du champ artistique et de leur position dans ce dernier[16]. Ce qui expliquerait que certains artistes – comme La Rumeur – « engagent » leurs œuvres, souvent au nom d'un collectif magnifié (un parti, une catégorie sociale, « les jeunes des quartiers ») alors que d'autres – comme Marie Darrieussecq – penchent plutôt pour la pétition, la lettre ouverte, la participation à une manifestation… On trouverait dans la première catégorie ceux qui se perçoivent eux-mêmes comme étant marginalisés dans le champ culturel ou dépourvus d'une réelle notoriété, alors que ceux qui sont perçus ou se perçoivent comme dotés d'une reconnaissance suffisante pourraient n'engager que leur nom, dans une forme de participation politique parallèle à leur activité artistique.

16- Cf. Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art, genèse et structure du champ littéraire*, Paris Seuil, 1992.

Ce qui pourrait fournir matière à interrogation est finalement la naturalisation du lien entre gauche et artistes posée par les interviewés – d'où leur difficulté à formuler ce que pourrait être une culture de droite. Cette réaction est d'autant plus remarquable que la relation gauche/artistes a été historiquement bouleversée et retravaillée par l'alternance politique de 1981. La sociologue Nathalie Heinich montre bien que, jusqu'alors, il existait une homologie entre le fait d'être de gauche (donc anti-pouvoir, anti-establishment), et celui d'avoir des goûts avant-gardistes en art[17]. Mais à partir de 1981, lorsque Jack Lang, ministre de la Culture, a mis en œuvre une politique culturelle systématiquement avant-gardiste, les équivalences posées « entre *pouvoir-conservation* d'un côté, et de l'autre *marginalité-progressisme-innovation* » n'ont plus pu fonctionner. Pour les artistes, les relations au pouvoir, à l'Etat, et donc aux partis de gouvernement, de gauche comme de droite, ont été transformées. Il a fallu accepter de concilier exigence artistique et ordre établi, une transaction loin d'être assumée par tous les artistes. Ainsi Marie Darrieussecq s'étonne-t-elle encore du scepticisme exprimé par ses proches, artistes et intellectuels, à l'annonce de sa participation au comité de soutien de Lionel Jospin en 2002 : « comme si c'était mal d'être du côté du pouvoir, quand le pouvoir ne fait pas si mal le boulot que ça… ». Loin d'être atemporelle, la relation entre gauche et artistes relève donc sans doute, pour une bonne part, du produit d'une renégociation qui s'appuie aussi, de la part des artistes, sur l'examen des politiques menées par les différents gouvernements.

L'appréciation des politiques culturelles n'est presque jamais présentée comme une composante fondamentale du jugement plus large porté sur les différentes forces politiques, les hommes ou femmes politiques, ou le système politique lui-même. Il n'empêche qu'une

17- « Ce que la sociologie fait à l'art contemporain », entretien avec Nathalie Heinich, *Sociétés et Représentations*.

cohérence générale est souvent soulignée entre l'orientation politique des gouvernements et la politique culturelle menée, à la réserve près que cela n'incite pas pour autant les artistes à donner un blanc-seing aux ministres de la Culture de gauche. Soit que le souvenir d'André Malraux, l'avant-gardisme de Georges Pompidou limitent le sinistrisme en la matière ; soit que les politiques des ministres de gauche, à part J. Lang qui a durablement marqué les esprits, aient échoué à les séduire.

Une politique culturelle de gauche se définirait par l'importance des moyens accordés à la Culture, et surtout par la priorité donnée à la publicité de l'art. Ce qui ferait la spécificité d'un programme de gauche, ce serait qu'y soit inscrit l'objectif d'un accès universel à la culture. Qui plus est, cette culture valorisée, accessible, se doit d'être aussi diverse que possible. L'ambition politique doit donc être aussi pédagogique : présenter au public le plus grand nombre possible d'expressions artistiques, c'est aussi le former et l'inciter à se forger son propre goût. Ces affirmations sont solidaires de l'idée, souvent réaffirmée, que l'art n'a pas à être rentable, non plus que l'Etat, qui n'a pas de mission lucrative. Comme le souligne Luz, c'est à l'Etat de savoir perdre de l'argent dans le domaine culturel.

Pourtant, la notion même d'art subventionné pose problème, évidemment et surtout pour ceux qui n'en vivent pas. Ils en reconnaissent la nécessité pour certaines activités (francophonie, musées, spectacle vivant, conservatoires) mais montrent un certain scepticisme sur l'idée d'une aide publique de l'Etat à la chanson, au dessin, à la littérature … Le spectre de la récupération et/ou de la manipulation par le pouvoir n'est jamais bien loin.

Finalement, l'action de l'Etat dans le domaine de l'art, quand elle est acceptée, semble davantage admise en aval, pour faciliter la distribution des œuvres et assurer leur visibilité, qu'en amont, au moment de la production. Aux deux extrémités du spectre, Stanislas Nordey semble ne pas concevoir son action autrement que dans le cadre d'un théâtre public (avec une aide de l'Etat intervenant sur

l'ensemble du processus), tandis que pour La Rumeur, la subvention est aussi ce qui peut tuer l'art, lui enlever en tout cas de son authenticité. L'art, ou du moins leur art, c'est celui de la transgression, quelque chose qui a partie liée avec une forme d'illégalité : nul besoin de locaux agréés ou de MJC pour l'expérimenter.

Ces positions différentes sur la pertinence de la subvention en art éclairent la divergence des opinions sur l'épisode des intermittents. Sauf pour Stanislas Nordey, concerné au premier chef par le mouvement, la plupart semblent avoir observé la mobilisation avec un relatif détachement. Ils reconnaissent la nécessité d'un statut des intermittents ; mais tous admettent également qu'il est perverti par des pratiques frauduleuses ou clientélistes. Les divergences portent alors sur l'appréciation de ces dévoiements, qui peuvent être considérés comme inadmissibles. Ces dérives délégitimeraient un mouvement social qui s'est trompé de cible ; il fallait plutôt dénoncer les artistes et les sociétés de production usant et abusant d'une protection qui devrait être réservée aux interprètes et aux techniciens en situation de réelle précarité (position de Benjamin Biolay). Mais ces mauvaises pratiques peuvent aussi être perçues comme un dysfonctionnement à la fois inévitable et mineur au regard de la mission de protection sociale de l'Etat (Luz).

Sans doute que dans cette appréciation des politiques culturelles, la position des artistes sur l'axe gauche-droite joue un rôle non négligeable : les plus proches du Parti socialiste adoptant une position critique à la fois du gouvernement et de certaines revendications des intermittents, les plus proches de l'extrême-gauche faisant au contraire montre d'un soutien inconditionnel à la mobilisation. Mais ce qui semble plus structurant encore pour expliquer les attitudes politiques est la perception du clivage droite/gauche chez ces personnalités. Là encore, il y a une division entre partisans de la gauche modérée et de l'extrême-gauche. Les premiers (Marie Darrieussecq, Benjamin Biolay, dans une moindre mesure Isabelle Sorente) estiment que l'existence de ce clivage est indéniable, non

seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur la scène politique française ; l'action du gouvernement Raffarin n'a fait que le réactiver, jour après jour. Pour les autres, la traduction de ce clivage dans le jeu politique national est beaucoup moins évidente, et la responsabilité en incombe aux partis de gauche : « on sait ce qu'est la droite, mais on ne sait plus trop ce qu'est la gauche » (Luz) ; Nora Gubisch regrette même que l'activisme déployé par Nicolas Sarkozy n'ait pas d'équivalent à gauche. Mais c'est surtout lorsque la gauche évite de s'assumer comme telle (Lionel Jospin refusant de qualifier son projet de « socialiste »), en trahissant certaines attentes, qu'elle faillit à sa tâche de redéfinition du clivage.

D'autres facteurs contribuent à ce manque de lisibilité : la médiatisation qui banalise l'actualité politique et aboutit à une forme de relativisme systématique, toutes les mesures politiques étant présentées comme étant de valeur équivalente (Isabelle Sorente), ou encore la droitisation générale des sociétés occidentales, sur le modèle anglais ou américain (Stanislas Nordey). Pour La Rumeur, les notions de gauche et de droite se sont finalement vidées de leur substance ; selon eux, il n'y a plus de sens à opposer « les franges d'une même élite », également « gestionnaires de la misère ». Gauche et droite sont alors marquées du sceau du conservatisme : aucun parti n'a intérêt au changement social. Ce jugement sans appel (et pour le coup très relativiste) est porté au nom d'une logique communautariste et tiers-mondiste radicale, qui utilise essentiellement comme grille d'analyse le rapport de la France aux peuples colonisés. Si tous les partis se valent, c'est qu'au fond aucun n'a fait acte de repentance sur la culpabilité historique de la France à l'égard des peuples de son ex-Empire, et aujourd'hui des pays du continent africain, dont elle entretient le sous-développement et les convulsions meurtrières (participation au génocide du Rwanda). La même logique s'applique à l'intérieur de l'Hexagone : la France continue d'exploiter, en la ghettoïsant, la misère des quartiers.

Les autres artistes interrogés sont moins en peine de citer des

marqueurs permettant d'identifier une véritable politique de gauche : le progrès social (la gauche est systématiquement associée au mouvement), la nécessaire intervention de l'Etat, le refus de la marchandisation de la société, la laïcité, le féminisme en sont autant d'exemples. Le manque de brouillage des repères est alors finalement imputé au fonctionnement du système politique lui-même, à savoir au personnel politique et aux partis qui le font vivre. Le scepticisme envers les organisations politiques est général : tous en dénoncent les verrouillages, les archaïsmes, les logiques internes de pouvoir qui reconduisent indéfiniment les dirigeants aux mêmes postes et qui figent les idées une fois pour toutes. Ces lois d'airain n'épargneraient d'ailleurs ni les partis, ni les syndicats, ni même, pour certains, les mobilisations dites protestataires ; pour Luz, les manifestations, bien qu'indispensables à la vie politique, peuvent être aussi sclérosées et stéréotypées dans leur forme que n'importe quel parti traditionnel. De même les mouvements altermondialistes ne trouvent-ils pas vraiment grâce à leurs yeux, sauf pour Stanislas Nordey qui remarque que « les politiques ont plus peur de ces mouvements que ces mouvements n'ont peur de la politique », étant donné que ces mouvements recrutent largement dans les rangs d'organisations politiques et syndicales. Isabelle Sorente leur sait gré quant à elle d'avoir introduit des critères éthiques dans l'interprétation des politiques économiques. Les autres restent sceptiques. Ils sont tentés d'y voir des institutions victimes de la mode (musicale, vestimentaire…), hyper-médiatisées, mais finalement pas moins hiérarchisées, ni moins sclérosées que les autres sur le plan idéologique. Leur refus de se dire explicitement « politiques » ne fait rien à l'affaire : ces organisations, plus ordinaires qu'on ne le dit en général, ne tiennent pas forcément leurs promesses de renouvellement de la vie publique.

Au total, ce sont surtout la folie du pouvoir et la professionnalisation politique qui sont dénoncées. Cette dernière notamment expliquerait la distance croissante entre les hommes politiques et leurs administrés. Marie Darrieussecq regrette ainsi que le modèle

scandinave d'une représentation politique qui soit l'exact reflet de la population (« Une vraie gauche, ça serait des gens au pouvoir qui habitent dans 60 m², en banlieue, et payés 2000 euros par mois… ») ne soit pas importé en France. La personnalisation du pouvoir suscite aussi des réactions diverses. Pour le metteur en scène Stanislas Nordey, la vie politique, comme n'importe quelle scène, a besoin pour vivre d'acteurs charismatiques. Pour d'autres, c'est justement cette théâtralisation qui pose problème : la valorisation du charisme joue un rôle non négligeable dans la mort du débat d'idées (Luz).

L'innovation fait défaut dans l'engagement politique ; mais si les maux sont évidents, les remèdes le sont moins. Il y a cependant consensus sur une nécessaire ouverture à la société civile, l'invention de « chemins de traverse » (Nordey) qui permettraient de renouveler les hommes et les idées. Pour Isabelle Sorente, le mouvement social est même nécessaire à toute action politique ; les idées sont dans la rue (à charge aux citoyens de s'y exprimer), mais on ne peut attendre du personnel politique, soumis à trop de contraintes externes, qu'il en soit à l'origine. Benjamin Biolay, plus soucieux d'une réhabilitation des formes conventionnelles de la participation politique, remarque que les partis, en tout cas à gauche, devraient renouer avec leur fonction originelle d'éducation populaire. Peut-être devraient-ils s'engager dans des partenariats plus suivis avec l'Education nationale, en créant des cercles, des clubs qui permettraient une plus large diffusion des idées progressistes. Davantage de formation politique (d'histoire, de géographie, d'éducation civique, d'économie…) dans les établissements scolaires, de l'école à l'université : la politisation devrait être prise en charge institutionnellement, pour permettre à tous d'être ou de devenir des citoyens actifs.

L'objectif est clairement de lutter contre une dépolitisation générale, qui toucherait plus particulièrement les jeunes. Mais les jeunes artistes se sentent solidaires des jeunes tout court : c'est qu'au fond, l'offre politique, qui devrait être particulièrement alléchante pour séduire ce public difficile (par définition en quête d'identité et

donc porteur d'une certaine forme d'individualisme) se met au contraire en scène de façon assez rebutante, même pour les citoyens les plus aguerris. Le match « carottes râpées contre tentation de Venise » (Stanislas Nordey) n'incite pas à s'intéresser à une arène qui justement ne s'intéresse qu'à elle-même. La médiatisation relaie efficacement l'attitude solipsiste de la sphère politique ; peut-être parce que tous en ont une expérience personnelle, ces artistes sont extrêmement critiques envers le pouvoir des médias. Ils dénoncent un monde politique entièrement phagocyté par cette dernière, qu'on le considère sous l'angle de la mise sur agenda et de la hiérarchisation des enjeux (focalisation de la presse sur les sujets à audimat), la sélection et la starisation du personnel politique, l'inflexion stratégique donnée aux politiques publiques… Paradoxalement, pour ces jeunes très médiatisés, la médiatisation implique une déformation de la réalité, voire une désinformation du public ; sans compter que les collusions d'intérêt sont toujours à craindre. À la limite, il faudrait lutter pour une « séparation de l'Etat et des médias » (Isabelle Sorente).

Dernier sujet d'étonnement : si les jeunes artistes comprennent et excusent la dépolitisation de la jeunesse, eux-mêmes ne se pardonneraient pas de ne pas assumer leur devoir civique, même et surtout s'il ne procure qu'exceptionnellement un sentiment de réelle satisfaction. Comme le remarque Luz, dans la plupart des cas s'obliger à aller voter, « c'est une forme de chantage qu'on se fait à soi-même ». Pour lui comme pour Stanislas Nordey, proches de l'extrême-gauche, cette forme de chantage est redoublée et quasiment insupportable quand les partis poussent à voter utile. Le vote utile est perçu comme la négation même du principe de l'élection, à savoir la possibilité offerte à chaque citoyen de librement déterminer son choix. Or, pour tous, le vote est au fondement de la citoyenneté ; ils s'en sont saisi dès la majorité, et ne s'en sont pas défait depuis, ce qui n'a évidemment pas signifié pour tous une fidélité absolue au premier choix… Là encore, Hamé qui persiste et signe, par l'absten-

tion, dans son refus d'une intégration au système politique perçue au pire comme une compromission, au mieux comme un non-choix (« je suis mal à l'aise à l'idée de me faire manger par un renard ou un loup ») fait figure d'exception. Les autres membres de la génération « peu fougueuse » dépeinte par Luz pourraient reprendre à leur compte la formule de Benjamin Biolay, qui définit l'abstention comme une prise de risque inconséquente : « ne pas voter représente un danger équivalent sur le plan moral à ne pas utiliser de préservatif sur le plan de la santé ».

Les jeunes artistes que nous avons interrogés ne se veulent donc pas porte-parole de leur génération. Mais les traits de cette dernière qu'ils relèvent (prudence, esprit critique) les dépeignent tout aussi bien. Aussi attachés aux libertés individuelles qu'ils sont sensibles à l'idée des mobilisations collectives, de la force du groupe, ils n'engagent qu'avec parcimonie leurs personnes et *a fortiori* leur production artistique. Il n'empêche que tous sont conscients de ne pas faire œuvre de pur divertissement ; mais la notion d'« art pour l'art » leur est aussi étrangère que celle de l'œuvre à thèse, explicitement prescriptrice. Leur notoriété ne semble pas leur créer de responsabilités particulières envers la fraction « jeune » de leur public. Pourtant, c'est aussi une forme d'ambition pédagogique qui transparaît dans leur volonté, encore et toujours réaffirmée, de rendre compte de la réalité sociale telle qu'elle est.

Tous enfin ont une conception exigeante de leurs droits et devoirs de citoyens. En politique comme en art, ce sont de l'innovation et de la création qui sont réclamées ; au-delà de la passivité, c'est l'absence au monde qu'il s'agirait de combattre.

Carole Bachelot et **Adrien Taquet**

Entretien avec BENJAMIN BIOLAY

Quel est votre premier souvenir politique ?

L'élection de François Mitterrand en 1981. Ma famille appartenait au bas de la classe moyenne. Comme j'avais des problèmes de discipline à l'école, j'étais scolarisé dans un établissement privé tenu par des prêtres, dans le Beaujolais. La plupart des enfants de cette école était de familles de la petite ou de la grande bourgeoisie. Les anti-Mitterrand étaient très remontés. J'avais interrogé mes parents et je m'étais rendu compte que c'était leur champion. J'étais un des seuls qui défendait ardemment mon camp, même si je ne savais pas pourquoi. Je me rappelle très bien du lundi matin qui a suivi l'élection : il y a eu baston !

Sinon, ma famille était peu politisée. Elle avait été radicale-socialiste, puis socialiste. Mes parents, qui étaient smicards, pensaient simplement qu'avec Mitterrand ça irait mieux. C'était des parents de trois enfants, tout à fait pragmatiques.

Et les « années lycée » ?

A partir de la seconde, je suis parti habiter dans une communauté à Lyon, chez des amis dont la mère était une militante socialiste très active. A 18 ans, je me suis engagé au MJS. J'y ai milité pendant deux ans. Je voulais inciter les gens à voter à ma façon. Je lisais beaucoup et je ne ratais pas un débat. En fait, c'était surtout du militantisme de salon avec des enseignants, des universitaires ... Personnellement, je prenais plus de plaisir à côtoyer les cadres locaux que je n'en prenais au MJS. C'était finalement les grandes années de la mitterrandie, avec des barons de province. Et puis, il y avait plein de contradictions. On était trop contents de saluer un type que quinze jours auparavant on avait tous envie de lyncher, comporte-

ment caractéristique du PS.

A vingt ans, je me suis mis à réfléchir. J'ai peu à peu arrêté de militer, je trouvais cela presque dégradant. Ma boîte aux lettres était saturée de pensées prémâchées. Je ne voulais pas faire partie de ces militants plus intéressés par le jeu politique, les conflits de personnes, que par les débats d'idées. Et puis, j'avais eu l'occasion de rencontrer des libéraux. Ils avaient des positions qui, le plus souvent, me dégoûtaient, mais qui parfois, et c'était fâcheux, mettaient le doigt sur de vraies contradictions de la gauche socialiste de cette époque.

La référence à certaines grandes figures du mouvement socialiste a-t-elle joué dans votre engagement ?

Oui : Jaurès, Blum, Mitterrand… Mais par exemple j'ai toujours eu beaucoup de réticences envers Michel Rocard. J'étais militant à l'époque où il était Premier ministre, mais je n'avais pas de sympathie pour lui. Je n'aimais pas cette alternative perpétuelle, cette pseudo-morale qu'il représentait – je ne dis pas que c'était un type amoral, loin s'en faut – mais je ne supportais pas cette opposition sempiternelle entre les horribles mitterrandistes et les moralistes de chez Rocard. C'était aussi parce que c'était le deuxième septennat, avec tout ce que l'on sait. Ensuite la cohabitation a été pire que jamais. C'était un moment où le PS était assez délétère et cela se sentait jusque dans les derniers maillons de la chaîne. Cet ami du président de la République, Bousquet, qui était un voyou colossal, ça m'a toujours sidéré ! Sous prétexte qu'on était aux boys scouts et à Sciences-Po ensemble, on n'est pas obligé de se fréquenter pour l'éternité.

Votre militantisme, vos lectures vous ont-ils conduit à adopter une réflexion particulière sur le socialisme ?

Je pensais que l'on était et qu'on est toujours le seul pays à avoir pris ce qu'il y avait de meilleur dans la doctrine marxiste pour l'appliquer à notre façon. Les grandes idées socialistes du XXe siècle qui ont été agitées brutalement parce que la gauche a eu très peu de temps pour s'exprimer, ont été des clashs sociétaux importants. Elles ont fait évoluer la société française d'une manière merveilleuse et bien plus définitive que mai 68.

Finalement, être de gauche ça veut dire quoi ?

Etre intelligent ! Plus sérieusement, pour moi être de gauche, c'est être anti-libéral.

C'est donc se définir d'abord par opposition à la droite ?

Non. C'est défendre l'Etat-providence, une action interventionniste et sociale de l'Etat mais aussi combattre le racisme sous toutes ses formes. Convaincre les gens qu'une hiérarchie entre les races n'existe pas. Je souhaiterais aussi qu'être de gauche ce soit être antireligieux ou au moins laïc. La religion n'a pas sa place dans le monde politique. Le moindre discours teinté de religion me gêne. Ce qu'a dit Christine Boutin pendant son intervention sur le PACS, en brandissant la Bible, est inadmissible ! On n'était pas à l'église, mais à l'Assemblée nationale ! Je rêve d'un Etat totalement laïc, et si possible ni misogyne, ni sexiste. D'un point de vue économique, je crois qu'il faudrait taxer toutes les formes de spéculation, immobilière comme artistique.

Toutefois, il faut aussi prendre conscience que l'Etat ne peut pas tout assumer. Pour ne pas faire le jeu des libéraux, il doit donner un plus grand rôle au tissu socio-associatif, sans rien lâcher sur aucun des acquis sociaux.

Qu'avez-vous pensé de l'aveu de Jospin aux ouvriers de Michelin : « l'Etat ne peut pas tout » ?

C'était juste le mauvais jour au mauvais endroit. C'est quelqu'un qui est fondamentalement honnête. Il n'a pas fait ce qu'aurait fait un autre politique, c'est-à-dire leur mentir comme un arracheur de dents. Peut-être aurai-t-il pu répondre par une véritable argumentation sur la décentralisation et la déconcentration. Si l'Etat n'y pouvait rien, le préfet pouvait peut-être agir. D'ailleurs, les préfets ne devraient pas être considérés comme des factotums de l'Etat qui appliquent bêtement les décisions de leurs ministres de tutelle. Puisqu'ils ont déjà l'Intérieur, l'Environnement, l'Aménagement du territoire, la Défense, pourquoi pas encore davantage de compétences ?

Par ailleurs, je ne pardonne pas à ceux qui ont organisé cette campagne et les interventions thématiques de Lionel Jospin. Ni à ceux qui ont laissé se produire la gaffe de l'avion de la Réunion. A ce niveau de responsabilités, cela relève de l'amateurisme !

Que pensez-vous de la classe politique actuelle ?

Je ne les vois pas dans leur véritable vie professionnelle, quand ils vont sur le terrain. Ce que j'en connais, c'est ce que donnent à voir les médias. Notamment les émissions politiques à la télé et c'est affligeant. La faute aux régies publicitaires qui font la loi sur l'intégralité du champ médiatique français et qui ont un droit de regard sur les participants des émissions qui suivent les séquences pub. Elles refuseront toujours quelqu'un qui est intelligent mais qui n'a pas une assez « bonne tête » selon leurs critères. Quant aux seconds couteaux, ils vont sur LCI où il y a quelques fois des débats intéressants. Malheureusement, leurs interlocuteurs ont été abonnés au *Figaro* dès qu'ils ont été dans le ventre de leur mère. Ceux qui vont chez Ardisson, y vont en général parce qu'ils sont au milieu d'un scandale et non pour avoir un débat d'idées. Concernant la presse, il ne faut pas oublier que *Le Monde*, considéré par certains comme la Sainte Bible, a tendance à régler ses comptes par simple esprit revanchard.

C'est ce qui s'est produit avec Mitterrand puis avec Jospin. Je crois qu'ils ont toujours rêvé de vivre un Watergate à la française.

Mais, si on parle de la classe politique en général, il ne faut pas oublier l'état de la classe politique allemande, anglaise et italienne, ni la manière dont celles-ci sont médiatisées là-bas. En Italie les gens ont vu leur Premier ministre avec un bandana sur la tête tout l'été…

Est-ce que le vote est important ? Vous avez toujours voté ?

Non. Quand je suis arrivé à Paris, j'étais encore inscrit dans la région lyonnaise et je n'y retournais pas toujours pour voter. Mais j'ai toujours incité mon entourage à voter, et de façon insistante, pour les scrutins qui pouvaient avoir des répercussions importantes. Ne pas voter, cela représente un danger équivalent sur le plan moral à celui de ne pas utiliser de préservatif sur le plan de la santé. C'est une prise de risque, un poison.

Est-ce que le fait de vous orienter vers la chanson a pu, à un moment, avoir une dimension politique ?

Non, pas du tout. Mais j'ai toujours considéré que la politique était quelque chose d'assez proche de l'art. Je trouve, par exemple, que certains discours sont très beaux. Mon premier album s'intitule *Rose Kennedy* en hommage aux discours de Kennedy écrits par Sorensen. J'avais beaucoup d'admiration pour Bob Kennedy. C'est le seul homme de gauche digne de ce nom qu'il y ait jamais eu en Amérique… Et JFK ! Le plus grand président américain jamais élu depuis Lincoln. De Gaulle parlait extrêmement bien. Certains discours de Mitterrand étaient d'une force philosophique très importante et d'une force politique incroyable. Je me rappelle des « forces de l'esprit », cela relevait autant de l'art que de la politique. Ce n'était pas un grand message, mais c'était incantatoire, presque liturgique. Il est aussi important que nos hommes d'Etat nous disent de belles choses que des choses utiles. Ils passent beaucoup de temps à nous dire des cho-

ses sans intérêt, absolument incompréhensibles ou tellement vulgarisées qu'elles en perdent leur substance…

Les hommes politiques peuvent-ils avoir un effet, même indirect, sur le dynamisme culturel de leur pays ?

Il me semble que lorsque les hommes politiques sont « artistes » et que le gouvernement est de gauche, ça a un effet d'entraînement sur la société. Par rapport à la France de Thierry Le Luron ou la France giscardienne de Michel Sardou, que j'ai connue tout petit, 1981 a représenté une explosion incroyable au point de vue de la création. Je pense que c'est le leader qui donne l'impulsion, même si elle n'est pas dans les mots.

Est-ce qu'il y a, d'après vous, des affinités naturelles entre la gauche et les artistes ?

Non. Ça la fout moins mal de se dire de gauche, c'est tout. Mais il y a beaucoup d'artistes de droite. Le comité de soutien de Jospin, par exemple, tout le monde s'en fichait. Alors que Chirac avait - à mon grand désespoir - Henri Salvador à ses côtés, qui est un artiste autrement plus populaire que Pierre Arditi. Je trouve que les vedettes qui ont un impact sur la société sont le plus souvent de droite. Et à la télévision ! Sébastien et Ardisson ne sont pas spécialement de gauche. Laurent Gerra, Alain Delon, Julie Lescaut et la Star Academy non plus. Sur Canal Plus, réputée pour sa liberté de ton, les choses ont changé mais son prime-time est quand même animé par Stéphane Bern. Regardez aussi les émissions de M6 : « Ça me révolte ! », « Complément d'enquête », ou

« Capital » sont des émissions ultra-libérales. Idem en littérature. Les auteurs de best-sellers, ce sont d'Ormesson ou Houellebecq ! Et RTL, la première radio de France, est une radio de droite…

Inversement, du point de vue de l'Etat, y a-t-il des différences entre une politique culturelle de gauche et une politique culturelle de droite ?

Je ne dis pas que la politique culturelle de gauche est bonne, mais il n'y a pas de politique culturelle de droite. Le seul bon ministre de la Culture de droite a été Malraux. Cet artiste et admirateur du Général de Gaulle, était un grand homme récupéré par la droite, mais qui n'en était pas forcément. Et le seul bon côté du pompidolisme, c'était sa dévotion pour l'art contemporain. Mais la politique culturelle de droite est quand même risible. Mettre Douste-Blazy, un médecin féru non pas d'art mais de Formule 3000, à ce poste, ça me pose un problème. En même temps, le gouvernement Jospin a été catastrophique du point de vue culturel. Je ne suis pas sûre que Catherine Trautmann, très austère, ait eu un amour fou pour la culture. Catherine Tasca a plus été un ministre de l'Audiovisuel que de la Culture. A l'inverse, pendant les années Lang, le ministère de la Culture supervisait tous les grands travaux, tous les appels d'offres. C'était l'ébullition ! Pensez à la libération de la bande FM !

Une politique culturelle, quelle qu'elle soit, pose aussi la question de l'art subventionné.

L'art subventionné, je n'y crois pas une seconde, sauf peut-être pour l'architecture. Une véritable œuvre d'art de gauche, ce serait peut-être la Pyramide du Louvre ! Je sais que c'est très important pour le théâtre, les orchestres, les opéras nationaux… Mais les musiciens, les acteurs ne peuvent être directement financés par les deniers de l'Etat.

Qu'avez-vous pensé de l'action du gouvernement au sujet des intermittents et de leur réaction ?

Ça m'a laissé complètement indifférent, mis à part le mépris ignoble manifesté par le gouvernement Raffarin. Mais, c'est un problème tellement infime par rapport à ceux qu'affronte aujourd'hui la société… Quand on compare le déficit de cette caisse avec celui que l'Etat va renflouer pour Alsthom, c'est quand même ridicule. J'espère juste qu'ils gagneront leur combat si les mesures prises sont aussi scandaleuses qu'ils le disent… De toutes façons, tant qu'il y aura des gens comme moi qui seront intermittents - et il y en a plein - je ne serai jamais solidaire. Moi, je gagne très bien ma vie à la SACEM, mais je pourrais aussi bien être intermittent. C'est le conseil que me donne mon agent parfois ! Il faut évidemment qu'un peu de ménage soit fait. Ce statut aura toujours une épée de Damoclès au-dessus de la tête alors qu'il faudrait le scinder en deux. D'un côté, les techniciens, qui travaillent comme des chiens, à qui il est scandaleux de faire faire des heures supplémentaires, et, de l'autre, les interprètes. Il faudrait également que les revenus soient plafonnés. A partir de 20 000 euros par an, il devrait être interdit d'être intermittent.

En tout cas, la figure de l'artiste dans sa tour d'ivoire semble dépassée?

C'est vrai. C'est d'ailleurs la seule chose qui me ramène sur terre quand je suis dans les limbes. Quand je travaille, que j'allume la télé et que je vois Nicolas Sarkozy ! Il m'énerve tellement que ça me fait atterrir d'un coup. De super héros avec des super pouvoirs, d'un coup je redeviens citoyen. Son discours sur les signes ostenta-

toires m'a particulièrement mis en colère. C'est la première fois depuis l'Occupation que les Juifs n'ont pas le droit de porter leur kippa à l'école ! Je trouve les fondements de cette position très discutables, voire racistes.

Les notions de citoyenneté, d'appartenance à une nation, ont-elles encore un sens ?

Oui. En temps de guerre, c'est normal. Quand nos relations avec les Etats-Unis étaient moins tendues, sous Clinton par exemple, je me sentais moins Français que maintenant. La mondialisation intellectuelle, artistique, l'échange d'idées par Internet enlèvent de leur pertinence aux notions de citoyenneté, d'appartenance géographique ou ethnique. L'arrivée au pouvoir d'une administration américaine belliqueuse, y compris sur le plan économique, et en désaccord avec nos valeurs fondamentales, renforce le sentiment d'être Français qu'on soit de droite ou de gauche.

L'Amérique, c'est donc l'un des référents qui permet de définir notre citoyenneté, a contrario ?

Malheureusement oui. Il y a là-bas des hommes d'Etat qui filent un bien mauvais coton… L'argent y tient l'appareil d'Etat. Diaboliser Bush, comme on a diabolisé Le Pen en France, ne sert à rien. En revanche, dénoncer le fait que la femme de Dick Chesney siège au conseil d'administration d'une grande entreprise de l'armement américain qui a reçu une commande de la part de l'Etat de 500 milliards de dollars, est essentiel. L'autre danger de l'administration Bush c'est son arrogance absolue qui relève d'une secte religieuse. C'est le vrai danger de cette administration ! A les écouter ce ne sont pas les pères fondateurs qui ont fait l'Amérique, c'est Dieu…

Dans ce contexte, la notion d'art engagé a-t-elle encore une pertinence aujourd'hui ?

Ça dépend des arts… La plupart sont d'origine sacrée. En musi-

que, il n'y a qu'à écouter Bach et Mozart ! C'est la même chose pour la peinture et l'architecture. Et l'écriture doit quand même beaucoup à la Bible…

Pour le cinéma, c'est différent. C'est un art païen qui relève plus, pour moi, de l'artisanat. Vu l'industrie que cela représente, et sa force de frappe, le cinéma peut effectivement changer les choses.

Pour une chanson, c'est beaucoup plus difficile : en trois minutes, on doit synthétiser, et surtout ne pas dire de bêtises. C'est une responsabilité parce que cela reste ensuite. Mais, personnellement, la chanson engagée je n'y crois pas beaucoup.

Quel serait alors le rôle de l'artiste dans la société ?

Il s'agit non d'éveiller les consciences, mais de les réveiller. A l'époque de Bob Dylan, ça pouvait avoir un sens de lâcher des vérités qui n'avaient jamais été dites, à des gens qui pouvaient les penser mais qui étaient considérés comme des renégats. Là, en effet, les consciences se réveillent. Mais au fond, je pense qu'il n'y a que le vote et le militantisme qui vaillent… Surtout dans nos sociétés complètement inféodées et anesthésiées, qui suivent les canons américains de la beauté, de la célébrité et de la richesse. On endort tout le monde, on ne pense plus. Le 21 avril a vu naître des milliers de petits Jean Moulin de rien du tout et le 22 ils étaient retournés à leur Game Boy… C'est la morale et l'éthique du pays qui a pris un méchant coup derrière la tête. Le pouvoir de l'urne a été abandonné.

Vous pensez que les jeunes sont dépolitisés ?

Ils sont en tout cas plus « star-académisés » que politisés.

Ils sont peut-être davantage attirés par les mouvements dits « non-conventionnels », altermondialistes ?

Ces mouvements sont des dangers pour la société. Je vais me faire traiter de réactionnaire, mais je les trouve d'une inconsistance et d'une irresponsabilité rares ! Ils ont un discours aussi manichéen

et manipulateur que celui de l'extrême-droite. C'est la mission de la gauche que d'argumenter contre eux. En fait, je pense que ce sont eux les futurs réactionnaires, les futurs capitalistes - comme la plupart des anciens soixante-huitards.

Mais qu'est-ce qui les prédispose à cela ?

Ils sont tombés dans le panneau ! Ils ont besoin d'Hollywood, d'être dans un film, une comédie musicale. Si tu as un bonnet péruvien sur la tête et que tu vas te balader ailleurs pendant trois jours c'est bon, tu es un altermondialiste. Comme en mai 68 : « Je me suis fait cinq copines, on va se défoncer et puis on va faire un discours qui dit qu'on va tous s'aimer et que, quand même, notre corps nous appartient ». C'est tout un décorum très attirant quand on est un peu perdu, qu'on a besoin d'une famille de substitution, avec la musique et les fringues adéquates.

Qu'est-ce qu'il faudrait faire alors pour que les partis répondent mieux aux attentes de ces jeunes ?

Il faudrait une sorte de bipolarité plus franche de la scène politique française, sur un modèle américain. Il devrait aussi y avoir plus de formation politique dans les écoles, les collèges, les universités. Peut-être sous la forme de clubs de pensée plus ou moins dépendant des partis mais pris en charge institutionnellement. Malheureusement, la gauche et la droite ne me semblent pas égales en ce qui concerne la transmission des valeurs. Dans les familles conservatrices bourgeoises, l'idée de démocratie libérale est plutôt bien enseignée. Tandis que les enfants des ex-soixante-hui-

tards n'ont pas eu cette formation politique qui est nécessaire pour commencer à réfléchir… L'enseignement de l'histoire en cours est également fondamentale. C'est le début de tout.

La politisation passe par l'Histoire ?

Evidemment ! L'Histoire c'est de la politique ! Il faudrait plus de cours d'histoire-géographie et aussi des sciences économiques et sociales dès la 5ème. Si on a la chance de comparer très jeune les idées de Keynes, de Schumpeter et d'autres, on peut former sa propre pensée. Ça me semble plus intéressant que le pur clientélisme pratiqué par les partis. Ils ont tendance à décider unilatéralement des causes que les jeunes doivent ou non défendre. Exemple type : le PS et la lutte contre le racisme. Voilà comment on colle un badge jaune à toute une génération !

SOS Racisme vous avait-t-il intéressé à l'époque ?

Sur le fond pas du tout. Même si cette association a largement sensibilisé le grand public à la lutte contre le racisme. Surtout, je trouvais malin que le PS ait créé ce type d'organisation-écran au travers de laquelle étaient recrutés ses futurs cadres. Et j'ai admiré sa médiatisation. Mais il y avait une demande politique chez les jeunes qui allait au-delà de l'anti-racisme. Ils étaient capables d'avoir d'autres idées. Quand Gaston Defferre armait les flics municipaux, il y avait des débats dans les cabinets, les Assemblées, au Conseil d'Etat, au Conseil constitutionnel, mais on ne s'est jamais préoccupé de ce qu'en pensaient les jeunes.

Vous vous sentez d'une génération politique particulière ?

Oui, je me sens malheureusement d'une génération qui n'est pas, ou plus assez, politique à mon goût. Cela s'explique par le fait que la droite et la gauche s'appuient encore sur les bases de la société des années 70. Or, la société change tellement vite qu'ils sont à la traîne. Il faut que ça bouge, que ça change.

Propos recueillis par **Carole Bachelot**

Entretien avec MARIE DARRIEUSSECQ

Quel est votre premier souvenir politique ?

Il est lié à la pratique de la lecture. J'avais quatre ans, je venais d'apprendre à lire toute seule, et il y avait le *Canard Enchaîné* chez mes grands-parents. Ça devait être en 73, l'année du choc pétrolier et j'ai lu une phrase incompréhensible pour moi, qui était « la politique des vaches maigres » avec en-dessous un dessin d'une tête d'homme politique sur un corps de vache très maigre. Cela m'a marquée, dans le sens où pour moi, ce mot de « politique » est resté très longtemps synonyme de chose impossible à comprendre. Disons plutôt que ça recouvrait tout ce que je ne comprenais pas du monde. D'autant que mon père était patron de PME, avec des rapports compliqués aux syndicats, de droite, et ma mère prof de gauche, syndiquée au SNES, dans les années 70. Donc les soirs d'élection étaient assez difficiles. Ma mère vient d'une famille de socialistes et de communistes, républicains, laïcs. D'après elle, ses arrières grands-parents au pays basque étaient déjà des conseillers municipaux rouges, avec une forte tradition de résistance aux curés. Du côté de mon père, ils étaient aussi athées, mais de façon plus récente, et leur ligne politique était plus floue. Les deux côtés étaient très « bouffe-curés ». Ça m'a vraiment été légué en héritage.

A la sortie de l'enfance, la grande cassure dans ma vie, c'est la découverte des camps de concentration ; je n'en suis toujours pas remise. Le monde s'est fendu en deux. Et puis aussi Hiroshima et Nagasaki, des choses impensables. Et vers quinze ans, les famines en Afrique. Le Rwanda est venu après.

Et les années-lycée ?

Au lycée, on m'a surtout bourré le crâne avec « Touche pas à

mon pote ». Ma génération politique, c'est celle-là, celle qui avait une petite main sur la poitrine. D'accord, il fallait en passer par là ; mais ça nous a surtout poussés à bêler avec le troupeau. Je m'étais adoubée « pas raciste », alors que je n'avais jamais rencontré un immigré. Je vivais dans un petit village près de Bayonne… Et quand j'ai débarqué à Paris, à 18 ans, j'ai mis beaucoup de temps à ne pas avoir peur de l'Autre, je n'étais pas éduquée à ça… on était plein de bons sentiments, mais ça ne fonctionne pas, ni en politique ni en littérature.

En revanche, j'ai très tôt été féministe, pro-contraception. J'ai beaucoup choqué un de mes fiancés, en hypokhâgne, en lui disant que j'admirais beaucoup Simone Veil, pour l'avortement, pour son « parcours de femme »... Il faut dire que du coup, mon premier bulletin de vote a été pour le CDS, simplement pour la suivre, et c'était un vote, disons, assez peu rebelle à cet âge-là... J'ai toujours sur mon bureau la petite photo que j'ai découpée dans un journal, où elle s'effondre de fatigue et de soulagement quand la loi est votée. Cette photo est magique, même si je n'adhère pas au parcours de femme politique de Veil sur d'autres plans.

Vous avez donc été politisée assez jeune ?

Je dirais plutôt que je votais pour des icônes. J'exerçais mon droit de vote pour l'exercer. J'ai toujours été absolument convaincue qu'il fallait voter. C'est plus tard que j'ai compris qu'exercer ce droit en réfléchissant un peu, c'est cela qui fonde la citoyenneté. J'avais manifesté contre Devaquet en 86 mais sans rien y comprendre, pour faire comme les autres, même chose en 88 où j'ai voté pour Mitterrand comme le reste de la khâgne.

Votre véritable éducation politique s'est donc faite plus tardivement ? A l'Ecole Normale Supérieure ?

Elle s'est faite très tardivement… C'est aussi dû à ma meilleure amie. Elle était à Normale Sup en maths, musicienne, théoricienne, et politisée ; moi j'étais littéraire, imaginative, créatrice, ce qui nous

complexait réciproquement. On était comme deux sœurs, à la fois jumelles et rivales : elle voulait créer, moi je voulais penser, comme si ça s'opposait. On a mis très longtemps à comprendre qu'on pouvait réconcilier ces deux univers. En fait, pendant des années, je me suis interdite la vie des idées. Et c'est seulement à Normale Sup que j'ai été poussée dans mes retranchements, et que je me suis demandée ce que je pensais moi.

Dans quelle atmosphère politique viviez-vous alors, à Normale ?

Parmi les camarades que je fréquentais, on n'avait pas le droit d'être autre chose que de gauche. Il y avait bien des groupes de droite, mais minoritaires, quelques anars de droite, ou des « tala » (ceux qui « vont-à-la » messe… le folklore normalien). C'était une période assez creuse politiquement, entre 90 et 94. Mais certains pouvaient être péniblement gauchistes. On avait vingt ans, on venait de la moyenne bourgeoisie, donc d'un milieu privilégié, on était soi-disant « l'élite de la Nation »... Et des groupes comme « le Couteau entre les dents » (sic) essayaient de me convaincre que l'Etat démocratique était un Etat totalitaire, chose que je ne gobais absolument pas. Du coup, ça me laissait sur la touche, on était très vite suspect d'être « de l'autre bord ». J'ai ensuite fait ma thèse à Paris VII, une fac de gauche où j'ai fait des rencontres enrichissantes avec certains profs. J'ai aussi lu Michel Leiris pendant toute une année ; il était communiste au moment où il écrivait, mais il a cette espèce de résistance à l'afflux idéologique, à la rhétorique impeccable, au rouleau compresseur théorique, qui est une magnifique réticence d'écrivain, en pleines années 1950.

Penser par moi-même à gauche, c'était possible, mais je voulais le faire sereinement. Et je n'étais certes pas révolutionnaire. Disons que je suis réformiste. Je pense qu'on peut faire bouger les choses, telles qu'elles sont, petit à petit.

Comment les faire bouger ?

Mon seul moyen d'action, c'est l'écriture, même s'il m'est arrivé de militer ponctuellement. Ce que je peux faire le mieux, c'est forger des outils langagiers qui permettent d'appréhender le monde de façon de plus en plus libre, de se débarrasser des clichés, d'arriver à penser indépendamment, en tordant le cou au prêt-à-penser. Elle est là, la littérature. Pour cela, on a besoin de phrases neuves, non usées par les différents codes, et c'est un vaste travail. Et si je veux vraiment faire mon travail calmement, alors ce dont j'ai le moins besoin, c'est d'une révolution. Ma grande crainte, c'est le chaos, type révolution de chômeurs. Et ce genre d'idées calmes, que je commençais à développer parce que j'étais déjà habitée par l'écriture, c'était impossible de les dire à Normale Sup. Comme écrivain, je suis nécessairement individualiste. Cela ne m'empêche pas d'avoir envie d'agir.

Le fait d'avoir grandi au Pays basque a-t-il été important dans votre « formation » politique ? Est-ce que vous vous sentez basque ?

Qu'est-ce que c'est, être basque, si on ne parle pas la langue ? Etre né(e) quelque part ? Je suis née à Bayonne. Mon père vient d'une famille basque qui refusait d'être basque, parce que cela empêchait l'ascension sociale dans la République française. Ils voulaient être des petits bourgeois modernes, et acheter un frigo en français. Du côté de ma mère, en revanche, c'était des pêcheurs à Ciboure ; de ce côté-là, on parle basque comme un cheval est un cheval. Sans y penser. Ma mère m'a parlé basque toute ma petite enfance, mais j'ai refusé de parler, œdipiennement, une langue que mon père ne comprenait pas.

Je suis basque… si je veux. La nationalité française a l'avantage de donner une identité instantanée, vaste, forte et non problématique. Un vieux pays, reconnu dans ses frontières. C'est beaucoup moins fatiguant et on peut s'occuper de tout le reste sans se retrouver pris dans une lutte identitaire. Pour un écrivain, ça donne une

grande liberté. Ici, à Paris, à mes yeux à moi, je suis un écrivain européen d'origine basque et de langue française. Je ne sais pas ce que Nabokov aurait dit ou disait de lui-même : russe ? Je crois que, dans mon cas, ça va beaucoup dépendre des moments et des lieux, et du niveau où je ressens l'agression contre ma part basque.

Sinon, ma position depuis un certain temps, c'est : il faut demander aux Basques ce qu'ils veulent. Par référendum. Un Etat basque qui serait dans l'Europe, avec de vraies garanties démocratiques, un droit égal pour les hommes et les femmes – le droit à l'avortement en particulier – un état laïque qui me garantirait, dans mon cas particulier, la double nationalité, voire la triple, la quadruple… je dis d'accord. Les indépendantistes sont sur une position qui me choque *a priori*, mais j'ai beaucoup réfléchi là-dessus, et mis de l'eau dans mon vin, quitte à choquer mes amis « de gauche » parisiens, tous jacobins quand on va au fond des choses. Je ne laisserai plus personne dire « qu'est-ce qu'ils ont, ces basques, à se crisper sur leur pays ? ». Il y a une réelle souffrance à être sans pays, et les Français sont incapables de penser cela. Le mot de « nationalisme » n'est plus un mot maudit à mes yeux. Et la position de la presse française me choque très souvent, tellement policière, associant systématiquement, et sans réfléchir davantage, l'*opinion* indépendantiste à l'*action* terroriste... Il reste que quand j'entends le mot « indépendance », c'est d'abord au sens individuel que je pense.

Quel a été votre premier engagement ?

Le premier, à la fois personnel et comme femme publique, c'était en 1996 pour les sans-papiers. J'étais très médiatisée après mon premier roman, et Dan Franck m'a demandé de monter sur des estrades et de parler pour les sans-papiers ; je ne pouvais pas refuser. J'étais tout à fait convaincue par la cause elle-même ; mais je ne faisais finalement pas grand-chose, à part essayer d'utiliser le mieux possible un pouvoir médiatique que je savais éphémère. D'ailleurs ce que je possède de plus précieux, c'est mon passeport, et je pense souvent, en

franchissant une frontière, à cette chance, *avoir des papiers*. Puisque on en est là dans ce monde. En ce moment, j'écris un roman dont un des fils narratifs est une réflexion sur ce que c'est que d'être d'un pays ; sur la signification de la frontière. Ce n'est pas directement lié aux sans-papiers, mais je pense que c'est ma façon à moi d'apporter quelque chose aux lecteurs, aux citoyens. Je n'écris pas pour agir, mais l'un des effets secondaires de l'écriture, c'est une action indirecte, mais efficace, sur le monde. Je ne suis pas un écrivain « engagé », c'est incompatible avec ma conception de la littérature. Mais la littérature modifie lentement le monde… Mon seul autre engagement direct a été pour Jospin au moment de la présidentielle. Même signer une pétition me demande des heures et des heures de réflexion.

L'art et la politique vous semblent-ils incompatibles ?

Ils ne le sont pas ; ce qui l'est, c'est le message et le roman. Le roman ne peut pas avoir de message. Le roman, c'est d'abord un texte, c'est-à-dire un tissu, avec des milliers de messages, parfois totalement contradictoires les uns avec les autres. C'est l'ambiguïté même ; le lecteur va y trouver son sens à lui, va faire un chemin personnel, qui peut-être, on l'espère, va lui ouvrir une fenêtre sur le monde qu'il n'aurait pas forcément ouverte sinon. C'est pour cela que mon premier livre s'appelle *Truismes*. *Truismes*, c'est le parcours d'une femme, qui se débarrasse de tous les clichés, de tout le prêt-à-penser, pour enfin arriver à penser par elle-même, avec son *je* à elle, avec sa voix à elle. Ça vaut pour tous mes livres ; on ne peut plus écrire comme au XIXe siècle, ou comme dans les années 60. On est aujourd'hui, et il faut trouver des phrases pour aujourd'hui. Il

faut essayer de décrire ce qu'on a là sous nos fenêtres. Et ça va très vite, toujours plus vite que nous. Il faut donc arriver à déconnecter les clichés, peut-être pour en forger d'autres ; mais il faut en tout cas essayer d'attraper le monde…

Et cela est profondément politique. Il n'y a même rien de plus politique pour moi ; c'est d'ailleurs très différent de l' « engagement » sartrien. La politique, c'est changer la langue.

La politique, comme la littérature, devrait donc être une entreprise de libération ?

La politique, c'est l'art de vivre ensemble. J'ai compris un peu mieux ce que voulait dire ce mot mystérieux de mon enfance quand j'ai identifié son origine – « polis », cité. J'ai au moins compris que ça concernait la communauté. Ce métier, écrivain – que je veux exercer depuis toujours – que je considère comme très individualiste et personnel, pouvait alors s'insérer dans la communauté de façon moins problématique que ce que je pensais. Je pouvais moi aussi, en essayant de moderniser le langage, apporter ma contribution à la communauté. Et cela allait à l'encontre de toute une mythologie très XIXe, du poète isolé dans sa tour d'ivoire. J'ai été très soulagée de comprendre que cet éloignement n'était pas nécessaire, qu'au contraire ce métier me faisait participer à la vie de la cité. Et que je n'étais pas obligée de militer pour ça… Ça se fait de manière très concrète, puisque je travaille sur un matériau commun qui est le langage. C'est un métier artistique très particulier, au sens où un sculpteur travaille le marbre, son matériau n'appartient qu'à lui. Un écrivain travaille sur les mots qui sont à tout le monde, et il faut qu'il les dégage sans cesse des habitudes, de l'usure commune. C'est une sorte de travail de santé publique assuré par quelqu'un qui remuerait, qui oxygènerait sans cesse le matériau. Et c'est très politique pour moi. Parce que les hommes politiques parlent avec des phrases, parce que les ouvriers parlent avec des phrases, parce qu'on a tous besoin de phrases nouvelles.

Avez-vous eu l'impression d'avoir réussi à influencer, même indirectement, certaines actions politiques ?

J'ai un exemple très concret, dont j'ai été la première surprise. C'était le début de la campagne de Jospin, et *Le Monde* me demande de faire un commentaire d'un grand discours programmatique de Jospin. J'avais déjà beaucoup de sympathie pour Jospin, c'est d'ailleurs pour cela que je l'ai soutenu ; il faut d'abord que j'apprécie la personne, je reste un peu « icônique ». Donc je m'amuse à étudier son discours avec mes outils de khâgneuse, j'étudie ses tics d'écriture (beaucoup trop de subordonnées relatives) et j'ai fini par dire que ce que j'estimais chez lui c'était qu'il s'adressait à l'intelligence des gens. Et quelques temps après, chaque fois que Jospin parlait à la radio ou à la télé, il disait « moi je m'adresse à l'intelligence des gens. » On est entrés en contact, et j'ai participé à son comité de soutien, à l'Atelier. Ce n'est pas mon truc *a priori*, ce n'est pas là que je suis le plus à l'aise, mais j'étais tellement consternée par la droite chiraquienne… ne serait-ce que sur ce thème de l'intelligence, je me disais qu'il fallait que je me batte un peu. Et l'Atelier, c'est vrai que c'était caricaturalement intello parisien de gauche, mais on n'y pouvait rien, c'était là qu'elle était l'intelligence…

L'autre petite expérience que j'ai eue, c'est avec *Le Bébé*, un livre qu'on peut dire « féministe », comme tous mes livres. Disons que sans message explicite, certains éléments ont été récupérés à bon escient par le féminisme… Et Jospin avait aimé ce livre, me l'avait fait dire, en avait parlé dans les médias. Or, une des dernières choses qu'il ait faites pendant son

mandat, c'est le congé de paternité de quatorze jours. Et là, évidemment avec beaucoup d'autres femmes qui ont travaillé là-dessus et beaucoup plus concrètement que moi, je pense que j'ai peut-être eu une certaine influence. C'est une des choses que je martelais dans mon livre, qu'il faut qu'il y ait des congés paternité, que tout se joue là ; cette histoire de congé *maternité* est une catastrophe, parce que ça laisse penser à la société, au père et à l'enfant, que d'emblée tout repose sur la mère pendant les premiers mois. Les enfants sont habitués très tôt à ce cliché : « tant que je serai petit, c'est une femme qui s'occupera de moi. C'est là le rôle de la femme. » D'ailleurs, il n'y a que des femmes dans les crèches, et les nounous sont exclusivement des femmes. Il n'y a à cela aucune nécessité biologique, c'est purement de l'habitude sociale, de la stricte aliénation. Pendant trois semaines cruciales, les premières (et c'est encore bien trop peu) le père pourra lui aussi s'occuper de son enfant, il en aura le droit et le devoir.

Qu'est-ce qui vous plaisait, chez Jospin ?

J'ai toujours été épatée par son honnêteté. Je sais qu'il est honnête, et que Chirac ne l'est pas. Il me fait penser à Mendès-France ; si le monde était honnête, ces gens-là gouverneraient (rires). Je continue à croire que c'est possible de faire de la politique honnêtement. Il est austère, mais ça me plaît beaucoup ; pour moi l'austérité n'est pas un défaut. Par ailleurs j'ai un peu côtoyé le pouvoir, en la personne de Xavier Darcos, qui était mon prof de khâgne, qui était et est toujours un ami et un homme de droite ; je l'ai côtoyé d'assez près pour voir la catastrophe que ça peut être, le pouvoir dans la vie d'un homme, la forme de folie, d'isolement délirant que c'est… je n'aime pas ça. Ça me dégoûte ; et tout ce qui ressemble à ça dans la vie de Jospin me dégoûte aussi. Mais tant qu'à être un homme de pouvoir, dans cette Ve République qui fonctionne mal à mon avis, alors autant être comme lui.

D'autres femmes ou hommes politiques vous ont-ils marquée ?

Marquée négativement, oui, Alain Juppé. Parce qu'en 95, juste après les grèves, le journal *Elle* m'avait proposé de l'interviewer. Juppé lui-même m'a semblé être l'antithèse de Jospin, et totalement caractérisé, justement, par le goût du pouvoir. C'était un homme de droite dans toute sa misogynie, son assurance, son arrogance. Il m'agace : mais il est vrai que c'est encore un problème de personne. En ce qui concerne les modèles positifs, Jospin bien sûr… mais ce n'est pas du tout mon milieu, ma rencontre avec lui tient vraiment du hasard ; Simone Veil, donc ; Rocard ; Martine Aubry ; et Montebourg même si son style, à l'écrit et à l'oral, est catastrophiquement ampoulé – on dirait des discours du XIXe siècle, je parle de la langue…

Finalement, les hommes politiques ne me font pas « kiffer », comme disent les ados. Ce n'est pas ce milieu-là qui m'excite, ce n'est pas mon univers. Je citerais plus spontanément des écrivains, des peintres, ou des scientifiques.

Vous êtes cependant intervenue entre les deux tours ?

J'en ai beaucoup voulu à mes amis qui n'avaient pas voté, pour le 21 avril ; ça m'a même amenée à ne plus voir certaines personnes. Tous ceux qui se disaient que la droite et la gauche c'était pareil, ou alors qu'il fallait voter Taubira, dont plus personne ne se souvient aujourd'hui… Moi j'étais perçue comme étant du côté du pouvoir, comme si c'était mal d'être du côté du pouvoir quand le pouvoir fait quand même pas si mal le boulot. J'avais l'impression que les gens avaient oublié ce que c'était que la droite. Maintenant, ils voient la différence, on aura au moins gagné ça...

Entre les deux tours, je me suis manifestée, comme beaucoup de gens. Cela me paraît tellement évident. Evidemment qu'il fallait voter contre Le Pen ; j'ai aussi participé au SCALP, au début. C'est le moins qu'on puisse faire quand on est citoyen ; pour le coup, ce n'est même pas enrichissant intellectuellement. J'ai aussi témoigné

en faveur de Mathieu Lindon pour le procès en diffamation qu'a intenté Le Pen à son livre, *Le Procès de Jean-Marie Le Pen*, chez mon éditeur POL. Mathieu Lindon fait dire à un personnage de roman que Le Pen est raciste, et Le Pen attaque l'auteur en justice. Mais quand Plantu associe Le Pen à des croix gammées, Le Pen ne le poursuit pas en justice… C'est symptomatique : Le Pen n'attaque pas Plantu, et il attaque la littérature, parce que c'est ça qui le met profondément mal à l'aise. Le Pen ne sait pas ce que c'est un roman, parce que c'est complètement incompatible avec ce qu'il est. Il y a cette liberté, cette ambiguïté du roman qui est l'inverse du fascisme, vraiment. Cela aussi c'est profondément politique. Le roman est un terrain de liberté ; c'est par définition un art « démocratique ».

Pour revenir à vos engagements, d'où vient finalement celui que vous avez toujours eu pour le féminisme ?

J'ai l'impression que c'est ma mère qui en est responsable ; c'est elle qui a payé les pots cassés, elle est née en 43. Elle a essayé comme toutes les femmes de sa génération et en particulier en France et en province, de mener de front sa carrière professionnelle, sa vie familiale, et sa vie de couple : c'était l'enfer… Moi, elle m'a plutôt élevée dans une vision moderne de la femme ; dans une liberté dont elle-même n'a jamais pu bénéficier. Ma mère ne pouvait pas être libre dans ce couple-là, avec mon père, dans cette société-là, dans cette époque-là. Et elle n'était pas du tout une théoricienne. Le féminisme, c'était répondre à des problèmes concrets, de temps libre et d'aliénation : qui va faire le ménage, qui va faire la vaisselle. Qui va avoir du temps à soi. Ce qui explique mon refus de certaines tâches ménagères. Et pour moi, ça démarre là, le féminisme : c'est le refus de s'aliéner à des névroses, des rôles hérités de sa propre mère… Chez moi, il n'y a ni fer ni planche à repasser, ça commence comme ça, la liberté, à partager les corvées, à en éliminer d'autres, à accepter de se froisser un peu…

Le mouvement de 1995 a-t-il eu une importance particulière pour vous ?

Oui, mais pas sur un plan politique. Je saurais mal faire un résumé des événements de cette période-là. Je faisais alors une dépression nerveuse assez grave, j'étais à la fin de ma thèse, au milieu de difficultés sentimentales et familiales, et j'en étais à mon cinquième manuscrit refusé. Et il se trouve que c'est à ce moment-là que j'ai commencé une psychanalyse, c'était d'ailleurs ma seule activité. Je traversais à vélo cette ville paralysée, chaotique, pour me rendre chez mon psy. Pour moi, 1995 est une humeur de la ville, à la fois euphorique et déprimée, qui correspondait parfaitement à mon propre état d'esprit. Ce n'est pas vraiment de la politique, mais c'est pour moi le démarrage d'une forme de pensée personnelle. Les années de khâgne et de Normale Sup ont été très enrichissantes sur un plan culturel, mais je n'ai acquis une liberté de pensée que beaucoup plus tard, à 25 ans. La liberté de quitter des gens qui vous ennuient, un homme, une partie de ma famille, d'écrire les livres que j'avais vraiment en moi, de régler des comptes avec de vieux fantômes. Décembre 1995 a marqué le début d'une autre vie pour moi.

J'ai commencé à écrire *Truismes* en janvier 96 ; le livre est né de ces événements, de cette ambiance, de cette colère rentrée. Et *Truismes* a été interprété comme un livre politique, mais à un niveau un peu superficiel : oui, c'était un livre contre Le Pen. Les médias se sont engouffrés dans la brèche. Il y avait le personnage d'Edgar, qui peut être assimilé à Le Pen. Mais il n'y a vraiment pas que ça. C'est un livre qui parle d'abord du langage, justement. Du langage, des clichés, et éventuellement des femmes, beaucoup

plus que de Le Pen. Disons que le personnage d'Edgar-Le Pen est une illustration de ce que l'on peut faire de nocif avec le langage et avec les femmes. Plus qu'une attaque directe contre Le Pen.

Y a-t-il d'autres enjeux, en ce moment, qui vous semblent importants, pour lesquels vous seriez prête à vous engager ?

La focalisation des médias sur certains sujets, ceux qui marchent à l'audimat comme le voile ou la pédophilie, c'est quelque chose d'exaspérant. Des charters de sans-papiers repartent tous les jours, et personne n'en parle.

Un combat qu'il faudrait porter en ce moment, me semble-t-il, serait celui d'une Internationale des athées. Le mot « athée » est un mot que j'aime beaucoup : c'est peut-être ma première opinion politique, et je pense qu'on est une majorité silencieuse, en Europe de l'Ouest en tout cas ; il faudrait que cette majorité prenne la parole. Je dis volontairement « athées », et pas « anticléricaux » ou « laïques ». Revenons à la base : a-thées, Dieu n'existe pas.

Il est important que la laïcité soit au pouvoir. J'ai beaucoup voyagé, et je suis assez fière de cette exception française. Elle nous crée des problèmes : l'histoire du voile, cette espèce d'ingérence ahurissante de l'Etat dans la conscience des gens, a été très mal comprise à l'étranger. Mais je suis convaincue que le rôle de l'Etat est de réguler, d'éclairer les gens. Je suis encore très fille des Lumières pour ça. Il faut donc que l'Etat ait *raison* ; qu'il fasse passer, par exemple par le biais de l'Ecole, des messages d'égalité des sexes, de démocratie, de laïcité, d'ouverture d'esprit. Par comparaison, le fonctionnement américain me laisse perplexe. C'est un Etat religieux ; la situation n'est pas si caricaturale qu'on le dit en France, mais enfin ce n'est pas mon mode à moi d'envisager le politique.

Pour ces mêmes raisons, et un peu paradoxalement, j'étais contre la loi interdisant le port du voile ; il faut permettre à ces jeunes filles d'aller à l'école, pour leur proposer un contre-pouvoir à l'entreprise d'aliénation et d'obscurantisme qui pèse sur elles. J'en-

tends bien les arguments adverses, ceux du féminisme, de la laïcité. Mais je pense qu'il faut être raisonnable, et que c'est aux féministes et aux laïcs de l'être, davantage que les autres. Il ne faut pas braquer les communautés ; pas faire des ghettos comme en Angleterre ; on est quand même le pays où il y a le plus de mariages mixtes, d'après ce que j'ai entendu dire, ce qui arrive rarement en Angleterre. Il faudrait faire des sondages, des études, mais je pense aussi tout à fait possible qu'il y ait des filles voilées en France qui prennent la pilule. Cette figure contradictoire me paraît possible, en France ; c'est une des richesses de ce pays et je ne sais pas si elle possible ailleurs.

Vous semblez assez optimiste sur l'état de la société française ?

Je suis assez optimiste, de nature. Cette espèce de défaitisme à la française, cette idée que tout va mal, m'exaspère ; ça va de mieux en mieux, même si ça va très lentement. Mme de Sévigné, quand elle allait voir sa fille à l'autre bout de la France, prenait des risques énormes. Elle pouvait se faire trucider, détrousser, les routes n'étaient pas sûres, elle pouvait mourir d'une maladie idiote sur le chemin qu'on soignerait aujourd'hui par des antibiotiques ; aujourd'hui, il y a des médicaments, des autoroutes, et quoiqu'on dise, une sécurité immensément plus grande. Je suis frappée de voir que les journaux radio ou télé peuvent faire leur premier titre sur la mort accidentelle d'un enfant. C'est le symptôme d'une époque hyper sécurisée ! Je préfère vivre maintenant qu'à l'époque de Mme de Sévigné, et être née

maintenant que dans les années 40, comme ma mère, ou pire, comme ma grand-mère, dont les accouchements étaient des cauchemars, et qui n'avait ni compte bancaire à elle, ni droit de vote.

Et quel est le rôle de la sphère politique dans ce progrès ?

Un rôle de garde-fou, malgré tout. Je pense à la loi contre le clônage humain, ou même à la prévention routière, habilement mise en œuvre par la droite, par exemple. Effectivement, la sphère politique doit nous protéger. Finalement, je ne suis pas loin d'être pour un « despote éclairé », même si c'est impossible à mettre en œuvre…

Dans ce cadre-là, quelle importance faut-il accorder à la différence entre la gauche et la droite ?

Je reste convaincue que la gauche et la droite ne font pas du tout les mêmes choix quand elles sont au pouvoir. La droite utilise très mal l'argent de l'Etat ; dès qu'on voyage un peu, on comprend à quel point la France est un pays riche, en termes d'équipements collectifs, routiers, hospitaliers, scolaires… Quand la droite veut baisser les impôts, ça me rend malade ! Quant à la gauche, dans l'idéal, elle devrait s'inspirer de ce qui se passe en Scandinavie ; même si ce modèle ne peut être importé tel quel chez nous. Je parle du fait que les hommes politiques devraient être dans l'annuaire, et prendre le métro pour se déplacer… ça commence comme ça. Une vraie gauche, ça serait des gens au pouvoir et qui habitent 60 m² carrés, en banlieue, et payés 2 000 euros par mois… J'aimais bien Bérégovoy, par exemple ; je trouverais bien que la politique soit plus ouverte à des parcours atypiques. C'est pourquoi j'approuve aussi la parité ; je crois qu'il fallait le faire. Compter sur le progrès spontané de la société nous aurait condamnés à l'immobilité pour les cent prochaines années… ou plus ! Il faudrait donc plus de femmes, plus de jeunes et d'immigrés en politique. C'est une évidence. Et la gauche me paraît, quoiqu'on dise, un peu mieux placée pour le faire.

La classe politique sait-elle trouver les mots pour s'adresser aux jeunes ?

Non. Mais ce n'est pas nouveau. Quand j'avais 16 ans, je ne l'entendais même pas, ce discours politique. C'est d'ailleurs aussi un trait de la jeunesse, d'être très centré sur soi-même, sur ses histoires d'amour, sur la sexualité ; il y a tellement de choses à découvrir à cet âge-là qu'on n'a pas forcément le temps ou l'envie de s'intéresser à la politique. En fait, il est largement temps de se politiser après 25 ans. Peut-être d'ailleurs qu'il n'y a que le choix entre l'indifférence et la radicalité quand on a 18 ans, je ne sais pas. Il faut être sacrément mûr pour arriver à penser à cet âge-là, en politique.

À défaut d'avoir su instaurer une relation avec les jeunes, est-ce qu'il y aurait des affinités plus particulières entre la gauche et les artistes ?

Oui. Il suffit de comparer les comités de soutien de Jacques Chirac et de Lionel Jospin… C'était à la fois éblouissant et caricatural, et aussi un problème : est-ce que le comité de soutien de Jospin restait vraiment en contact avec les Français ?... Mais oui, il y a des affinités évidentes en France, depuis très longtemps, entre la gauche et les artistes. Même chez ceux qui se disent apolitiques ou dépolitisés, ils se sentent en fait, quelque part, de gauche. Ils ne sont pas de droite, en tous cas.

L'art, le vrai, avance pour un monde de plus en plus moderne ; au bout du compte, l'art participe à la libération de l'esprit humain. L'art est une entreprise d'anti-aliénation. Or, je crois vraiment que la droite a pour vocation le profit et le commerce ; et le commerce n'est pas là pour rendre les gens moins aliénés… Un artiste qui travaille vraiment, c'est quelqu'un qui veut que l'esprit se libère. Et ça, idéalement, c'est la gauche.

La culture, ce serait donc plutôt une valeur de gauche ?

Oui, je crois. Ça va faire bondir les amis de droite cultivés que

je connais, mais je pense profondément que c'est vrai. La droite coupe dans les budgets culturels, à l'Education nationale aussi, et en ce qui concerne les intermittents… Certes, sans doute n'est-ce pas à la caisse d'assurance chômage de les financer. Il faut une caisse séparée. Le statut spécifique est une bonne idée, mais qui est pervertie par des pratiques clientélistes. On pourrait aussi discuter des choix d'attribution de subventions publiques, qui ne visent parfois qu'à faire survivre des formes artistiques (notamment théâtrales) dépassées. Mais la plupart des gens du spectacle en ont absolument besoin pour vivre.

Je suis moi-même très privilégiée, je peux exercer mon art sans trop me soucier de l'aspect financier ; je n'ai donc pas trop voix au chapitre. Chéreau avait raison de dire qu'il ne fallait pas qu'Avignon soit annulé. Mais c'est délicat : lui aussi a de quoi vivre. Il faut faire attention à la situation « d'où on parle ».

On dit aussi que la gauche perd ce milieu des artistes, des intellectuels, au profit de l'extrême-gauche, ou de mouvements alternatifs ?

Il faudrait étudier cela de près. De fait, les socialistes ne sont pas très bons, en ce moment. Le mouvement vers l'extrême-gauche est-il si net que ça ? Dans les mouvements alter-mondialistes, il y a à prendre et à laisser ; il faut qu'ils se structurent, et même qu'ils se politisent davantage, à mon avis. Je n'y crois pas, à ces mouvements soi-disant non politiques, je ne vois même pas ce que ça veut dire. A partir du moment où on agit dans la société, on est politique. Par ailleurs, je ne pardonne pas à certains votes protestataires. Je les trouve irresponsables. Quand on est un artiste ultra-reconnu, et que dans son loft à Belleville on vote Laguiller, ça me fait rire ; eux-mêmes seraient terrifiés si leur candidat(e) gagnait ; ils seraient les premiers à être envoyés au goulag… (rires).

Après, il y a sans doute le problème des partis traditionnels qui sont sans doute à rénover comme organisations politiques. Mais il s'agit là d'un débat trop théorique pour moi. Je suis aussi très scep-

tique sur la Ve République : ça ne marche pas bien du tout, cette espèce de Dieu le Père qu'on élit, et qui est tellement mal (ou bien !) incarné par Chirac… c'est d'une immaturité complète. Le suffrage universel pourrait sans doute être utilisé autrement. Peut-être une sixième République ?

Finalement, vous êtes « sympathisante » de certaines causes, mais pas une militante.

C'est vrai que je n'ai jamais été une militante, ni une pasionaria, ni un écrivain engagé, sur quelque terrain que ce soit. J'ai bâti ma vie pour être la plus libre possible, sur tous les plans, psy, amoureux, sexuel, médical, politique, scolaire, financier… manifester sa liberté est déjà un très bon moyen pour attirer la haine et l'envie, j'en sais quelque chose. Ce n'est pas maintenant que je vais, en plus, épouser une cause ou un pays, encore moins un parti politique. Avoir épousé un homme et un enfant donnent déjà assez à inventer, sur le plan de la liberté.

Propos recueillis par **Carole Bachelot**

Entretien avec NORA GUBISCH

Quel est votre premier souvenir politique ?

La première chose qui me vient à l'idée, c'est la victoire de la gauche en 1981. J'étais avec mon père. Il était totalement euphorique et du coup moi aussi. J'avais pile dix ans et je me souviens du 10 mai, parce que, vraiment, cela a été libératoire. Mon père a ouvert toutes les fenêtres de la maison et a joué l'Internationale au piano ! On a bu du champagne avec les voisins et tout le monde s'est embrassé.

Est-ce que vous vous souvenez de votre premier vote ?

Non, pas bien. Je me souviens juste que c'était des élections moins importantes que les législatives. Peut-être des municipales… Cela ne m'a pas marquée. Je n'étais pas toute tremblante comme j'ai pu l'être, par la suite, pour des présidentielles.

Et votre première révolte ?

Dès que je suis sortie du ventre de ma mère ! J'ai hurlé, je l'ai mordue et elle n'a pas pu m'allaiter ! Plus sérieusement, j'ai l'impression d'avoir toujours été révoltée contre l'injustice. Autant contre celle qui me touche que contre celle qui frappe autrui. Je ne comprends ni l'injustice d'une accusation, ni celle qui fait que des gens crèvent de faim. Je n'ai pas de souvenir de ma première révolte, mais je me souviens de ma première manif – qui fut aussi la seule et unique. C'était contre la loi Devaquet. En même temps, je ne sais pas si on savait bien pourquoi on descendait dans la rue ! Il y avait sans doute un effet d'entraînement.

Est-ce que vous avez grandi dans un environnement politiquement marqué ? Est-ce qu'on parlait politique chez vous ?

J'ai souvenir que mes parents discutaient souvent ensemble. Je suis d'une famille marquée très à gauche. Mes grands-parents étaient communistes. Ma grand-mère me racontait toujours que mon arrière-grand-père a eu sa carte du parti communiste, jusqu'au jour où il a appris les horreurs staliniennes. Il a rendu sa carte et, surtout, il a pleuré à table. Ce sont des choses qui m'ont marquée et qui sont encore présentes en moi.

Vous disiez que vos grands-parents étaient communistes ?

Mes grands-parents ont vécu en Espagne de 1933 à 1936, l'année où ils ont fui. Un banquet a été fait en leur honneur, avec Buñuel, Llorca, et toute la gauche intellectuelle espagnole. Un banquet d'adieu, puisqu'ils quittaient l'Espagne et qu'ils ne savaient pas quand ils allaient revenir. Ces récits des combats contre le franquisme étaient très présents quand j'étais petite. C'est une façon de dire que je respire à gauche, que c'est pour moi une évidence, que c'est dans mes veines. Je suis de gauche et jamais je ne pourrai voter à droite, même si cela devait être dans mon intérêt.

Est-ce que cette conscience politique vous a amenée à militer, dans une association, un parti ?

Je me sens comme mes parents : je n'ai jamais été dans aucune structure politique ou associative.

Cela ne me viendrait pas à l'esprit ; aller distribuer une fois par semaine des repas aux Restos du cœur, je n'en ai pas envie. En revanche, il y a une chose qui me plairait beaucoup – j'étais à deux doigts de sauter le pas, à un moment où j'étais moins prise par mon travail – c'est d'aller parler avec des prisonniers dans les prisons. Essayer d'établir une vraie relation avec eux. Donner de mon temps.

Et je sais aussi que je donnerai à mes enfants une éducation de gauche. Chez moi, à chaque événement politique important, on est tous ensemble. Quand Le Pen s'est retrouvé au second tour de l'élection présidentielle, j'ai vraiment failli pleurer. Pour moi, c'était monstrueux. On s'est tous appelés, avec mes parents, avec mes amis... Dès qu'il se passe quelque chose d'important, je me sens très concernée. C'est une flamme qui se ravive, et que je veux transmettre.

Est-ce que vous vous sentez appartenir à une génération politique ?

Je me souviens qu'en 1988, avec une copine du lycée, on allait au siège du PS prendre des affiches, des autocollants, pour les distribuer ; on était toutes les deux très motivées. Et dans ma chambre, chez mes parents, j'avais tous les autocollants de cette campagne de Mitterrand. Le bureau est parti sur le trottoir parce qu'il était complètement déglingué, mais je crois que j'ai encore des agendas, les derniers du lycée, avec la rose que je trouvais sublime, la « force tranquille » et tout ça... Je me sens très « génération Mitterrand ».

Est-ce que vous avez pu retrouver, au moins partiellement, cette dimension politique dans le chant ?

Peut-être dans le sens où il ne peut y avoir d'action politique sans échange avec autrui, sans don de soi. Et si je chante, c'est pour donner de ma personne. Mais il y a quand même quelque chose d'irréductible dans l'art. Et une des différences fondamentales avec le métier politique, c'est que pour être vraiment bon sur scène, il faut savoir s'oublier totalement. Faire en sorte que l'autre, le public, regarde comme

s'il le faisait par le trou d'une serrure. Lui donner accès à des choses extrêmement intimes, sans qu'il s'en rende compte, sans qu'il se sente voyeur. C'est la raison pour laquelle je fais ce métier.

L'opéra est un art élitiste… Est-ce que cela vous donne une responsabilité envers le plus grand nombre, pour qu'il puisse y avoir accès ?

Oui. Pour Carmen au Stade de France, je me suis d'abord dit que c'était une idée catastrophique, et puis j'ai pensé que c'était justement à nous, les chanteurs, de nous montrer à ceux qui croient que l'opéra, ce n'est pas pour eux. Dans un stade, ça devient plus accessible. Il n'y a rien de plus beau que d'entendre, après avoir chanté : « C'est ça l'opéra, jamais je n'aurais cru que cela pouvait m'émouvoir ». Personnellement, je me sens véritablement dotée d'une mission, j'ai un devoir sur cette terre. Et c'est une vocation, je ne pourrais pas faire autre chose. J'ai envie de crier au monde entier : « Venez, venez, vous aussi vous y avez droit ». L'opéra n'est pas populaire du tout… Ce n'est pas un art médiatisé. Pourquoi Johnny Hallyday est-il une star et pourquoi, dans la musique dite « savante », n'y a-t-il pas de star de ce niveau-là ? Est-ce que les mélodies sont trop compliquées ? Je suis sûre que non. Je suis souvent allée dans les écoles. La dernière fois, c'était il y a quelques mois, à Sarcelles, dans une classe de collège. Et les enfants avaient des petites étoiles dans les yeux à la fin de l'entretien ; rien que de découvrir que « la chanteuse », elle est habillée comme eux, elle parle comme eux. Du coup, l'envie leur viendra peut-être avec le temps… Il est important de présenter l'opéra comme une chose simple. Cela me fait penser à mon père, quand il était prof de musique dans les lycées.

Il était aussi doté d'une mission, c'était évident. Quand ces anciens élèves le rencontrent dans la rue, ils lui disent que grâce à lui, la musique a changé leur vie. Quand tu es passionné et que tu fais ton travail avec autant d'authenticité, je crois que tu peux faire beaucoup pour les autres.

La politique a-t-elle aussi ce pouvoir de changer la vie, de changer le monde ?

Oui, j'y crois ! Si ce sont les bonnes personnes… Ce sont les dirigeants politiques qui mènent le monde. Je me dis que c'est peut-être très difficile, mais c'est quand même à eux de changer les choses. Ça devrait être leur passion, leur vocation à eux en tout cas.

Est-ce que vous avez le sentiment qu'il y a des combats à mener aujourd'hui ?

C'est une évidence. Le progrès social, l'injustice… Je pense que c'est là qu'il y a tout à faire, tout à inventer. C'est révoltant de voir tout ce qui se passe dans le monde. Si on donnait chacun un euro, il n'y aurait plus de famine sur tel ou tel continent. Je donne beaucoup pour les ONG comme Médecins Sans Frontières. Mais ça ne peut pas exonérer les gouvernements de leurs responsabilités.

Est-ce que le vote garde une efficacité politique ?

Oui. Je n'ai pas voté le 21 avril parce que je chantais, mais ça reste un acte important. J'ai voté pour Jean-Paul Huchon aux élections régionales en 2004. Mais en votant pour lui je votais surtout pour la gauche.

Que pensez-vous d'un homme comme Sarkozy ?

J'allais vous parler de lui, mais je n'osais pas. Ça m'embête qu'il soit de droite. Ça m'embête qu'il soit arriviste, qu'il ait posté des flics à chaque coin de rue… mais il a fait des choses. Et puis, il a la « niaque », il donne envie de le suivre. S'il avait d'autres idées, je crois que je l'aimerais beaucoup. La question que je me pose c'est de savoir s'il représente un danger pour les gens qui sont influençables.

Est-ce qu'être artiste implique, d'une certaine manière, d'être de gauche ?

Oui,il y a un peu de ça. Sans doute à cause du mode de vie, un peu en décalage, la vie de bohème. Et il y a cette expression toute faite : « artiste de gauche », comme si, simplement parce qu'on est artiste, on devrait nécessairement être de gauche, snob et un peu bobo. A la limite, ça n'a plus grand-chose à voir avec les convictions personnelles.

Est-ce qu'il y aurait une culture de droite et une culture de gauche ?

Oui, je pense. Il n'y a pas d'opposition frontale, mais j'ai quand même l'impression que les gens de droite sont plus fermés, ont plus d'œillères. Le fait est que j'ai souvent un *a priori* négatif concernant les gens de droite alors qu'on peut avoir des surprises. Par exemple, on dit que Stéphane Lissner[1] est à droite. Moi, j'étais persuadée qu'il était de gauche !

Quelles seraient alors les grandes missions de la gauche en matière culturelle ?

Il faut vraiment faire en sorte que la culture soit plus accessible à tous. L'art ne devrait pas réservé à l'élite, et là je pense que l'Etat a un rôle a jouer. Dans ce domaine, quoi qu'on en dise, toutes les

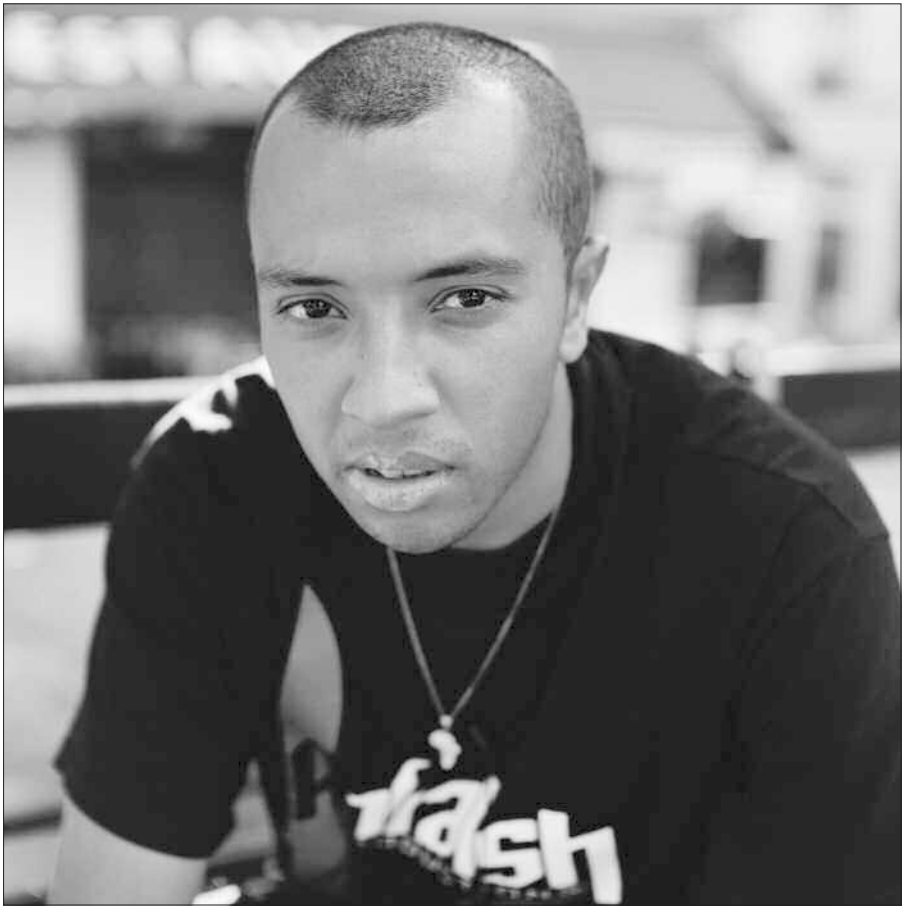
1- Stéphane Lissner, Directeur du Festival International d'Art lyrique d'Aix-en-Provence, nommé en avril 2005 à la tête du Teatro alla Scala de Milan.

promesses n'ont pas été tenues. Quand l'opéra Bastille a été construit, on disait : « Voilà enfin un opéra populaire. Les places n'y seront pas chères ». En réalité, les places abordables ne permettent pas d'apprécier pleinement la représentation. On ne voit rien ou plutôt on voit comme si on était à la télé.

Et il faut surtout arrêter de faire peur aux jeunes avec cette musique dite classique ! En famille, les jeunes baignent dans la culture musicale de leurs parents. Et pour avoir la paix, les parents les mettent devant des émissions de télé-réalité, Star Academy et Pop Stars. Alors finalement, pourquoi ne ferait-on pas une Star Academy classique ?

Mais c'est surtout à l'école de donner une ouverture sur la diversité qui existe en musique. Et ce n'est pas avec une heure d'enseignement musical par semaine que cela sera possible. Les programmes des autres matières sont tellement lourds… Il faudrait organiser au moins une sortie obligatoire par an, les emmener au concert symphonique, qu'ils voient de vrais instruments sans micro pour une fois, après avoir étudié pendant l'année la contrebasse, le violon, le piano, les instruments à vent… Donc, une vraie éducation musicale avec, à la clé, un concert symphonique, un opéra ou un ballet. il faudrait faire en sorte qu'aller voir *Le Trouvère*, ce soit normal. Mais peut-être que je rêve !

Propos recueillis par **Adrien Taquet**


trash

Entretien avec HAMÉ - La Rumeur

Quel est votre premier souvenir politique ?

Les Damnés de la Terre. Un livre de Frantz Fanon[1], que j'ai lu quand j'avais 15 ans. Son œuvre m'a beaucoup marqué. A mes yeux, il est le premier héros de la décolonisation.

Vous souvenez-vous de votre premier vote ?

Je n'ai voté qu'une seule fois à 18 ans. Aux Prud'hommes. Si je ne vote pas, ce n'est pas par désintérêt, mais j'ai toujours eu du mal avec l'idée que je n'avais comme choix que celui de me faire manger par un renard ou par un loup. Et ce sentiment est d'autant plus fort depuis le génocide rwandais, et le rôle que la France a joué dans cette affaire. Si je dois voter un jour, ce sera pour le candidat qui aura le courage de mettre la question du post-colonialisme à l'ordre du jour, qui fera en sorte que l'Etat français mette un terme à ce lien organique qu'il entretient encore aujourd'hui avec les dictatures qui ravagent l'Afrique. Ce sont des questions cruciales pour moi.

Qu'est-ce qui vous révolte le plus aujourd'hui ?

Les crimes commis par des policiers. Ce qu'on appelle poliment, comme pour éviter d'en faire resortir tout le sens, les « dérapages » ou les « bavures » policières. C'est vraiment l'expression du mépris gigantesque dans lequel est tenu toute une frange de la population ; elle est frappée à mort par des représentants de l'Etat, et elle l'est une deuxième fois, quand justice n'est pas rendue. Je voterai aussi pour un candidat qui s'attaquerait à ces crimes. D'autant que dans ces bavures, il y a là aussi souvent une dimension post-colo-

1- Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961.

niale. Il y a cinquante ans à peine, on parlait encore de « sous-races », de races intermédiaires pour désigner les peuples d'Afrique. Il serait temps que cela cesse, c'est une sinistre farce qui n'a que trop duré.

Je n'ai que 28 ans mais je me suis rendu compte que les gens ne se mobilisent pas sur des grandes paroles, sur des professions de foi. Ils se mobilisent sur des cas d'injustice concrets qui les frappent de près ou de loin. C'est seulement quand un problème s'incarne dans des situations concrètes qu'on peut sortir de la rhétorique, des effets de mots. En tout cas, c'est comme cela que ça s'est passé pour moi. Mes premières révoltes, ce sont Malek Oussekine[2], les Voltigeurs, les Maliens de Vincennes, les premiers charters diligentés par le PS… bref des chocs qui frappent les esprits. Quand tu as 12 ou 13 ans, cela te marque.

Et puis au-delà de ça, il y a des choses plus diffuses, que tu intériorises mais qui finissent, un jour ou l'autre, par ressortir, parfois violemment et qui te portent à te révolter. Je suis le fils d'un ouvrier algérien immigré. Dès le berceau ou presque, j'ai senti les regards d'assujettissement de mon père, certains silences, des attitudes… Tout cela t'imprègne à même la chair et tapisse ton imaginaire. Ce n'est qu'en grandissant que certaines choses ressortent, quand tu essaies de dénouer les fils, d'être un peu lucide sur tes malheurs, ou de politiser tes inquiétudes…

Vous parliez de politique à la maison ?

Non, on avait des préoccupations plus terre-à-terre. Mais même si nous ne parlions pas politique, j'ai été élevé dans une certaine culture du nationalisme arabe, dans l'héritage de Nasser, de Boumediene, et du 5 juillet, fête de l'indépendance. « *L'Opium et le bâton* »,

2- Malek Oussekine, étudiant d'origine nord-africaine, est mort à 22 ans, à la suite de l'intervention de voltigeurs motocyclistes de la police, lors des manifestations contre le projet Devaquet mettant en place une réforme universitaire, au Quartier Latin, le 6 décembre 1986.

« *les Déracinés* », « *La Bataille d'Alger* »[3], tous ces films sur la guerre d'Algérie… on les regardait en famille. Et il ne fallait pas piper mot.

Vos parents avaient-ils un engagement politique ou syndical quelconque ?

Non pas du tout. Ma famille était vraiment une famille immigrée algérienne classique, de confession musulmane, avec des parents très pratiquants qui cherchaient à donner à leurs enfants un accès minimum à l'éducation… sans vouloir forcément nous transformer, selon un rêve refoulé, en bons petits intégrés.

Avez-vous cependant le sentiment d'avoir reçu une éducation politique ?

Les évènements que j'ai cités tout à l'heure, ou un livre comme celui de Fanon, n'ont pas vraiment contribué à mon éducation politique. Ils ont plutôt marqué le point de départ de ma révolte, de mon refus de certains schémas, en l'occurrence d'oppression ou d'humiliation. Mon militantisme, la rationalisation ou la politisation de cette révolte sont venus par la suite, quand j'ai commencé la musique et le rap. Ma découverte de « Public Enemy », un groupe américain de la fin des années 1980 qui joue sur la force politique de ses chansons a été déterminante. Leurs chansons sont très radicales, très politiques, sans concessions vis-à-vis de l'Amérique blanche, raciste et conservatrice. Elles revendiquent l'héritage de la lutte des Noirs américains pour leur émancipation, dans la droite ligne de Toussaint Louverture, des nègres marrons, et jusqu'à Martin Luther King, Malcolm X et les Black Panthers. Ça a représenté pour nous un véritable souffle, qui nous a fait prendre conscience de la puissance politique de la musique, de cette musique. Avec un discours critique derrière, que l'on peut approuver ou pas, mais véritablement

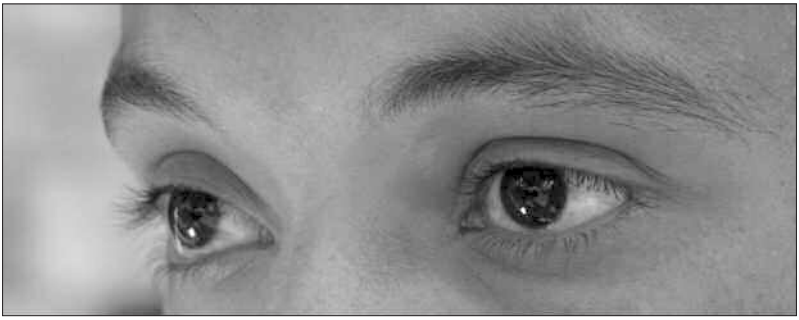
3- *L'Opium et le bâton*, 1969, réal. Ahmed Rachedi ; *Déracinés*, 1952, réal. José Antonio Nieves-Conde ; *La Bataille d'Alger*, 1966, réal. Gillo Pontecorvo.

construit et argumenté. Ça m'a renvoyé à l'image d'un Mohamed Ali défiant les « seigneurs et maîtres » d'une époque révolue. Cette fierté du ghetto, ça m'a vraiment retourné. Evidemment, le décalque ne peut pas se faire parfaitement avec la situation qu'on vit en France. Mais c'est à nous de faire ce travail d'adaptation, de traduction.

Ça montre que les prises de conscience politique qui naissent d'une tragédie peuvent se transformer en œuvre d'art : c'est ce qui s'est passé avec Sacco et Vanzetti et toute une génération de militants anti-fascistes. Inversement, c'est parfois aussi par une œuvre d'art que se fait la rencontre avec un combat. Ça a été le cas pour nous, avec la découverte de cette musique, et assez vite de sa pratique

On oppose souvent la génération de vos parents qui aurait été peu politisée et surtout préoccupée pour elle et ses enfants de réussir son installation en France, et votre génération qui serait plus soucieuse de se faire entendre sur la scène politique nationale. Etes-vous d'accord avec cette distinction ?

Non, je ne suis pas d'accord avec cette vision dualiste des choses, que défendent d'ailleurs un certain nombre d'enfants d'immigrés, et selon laquelle la première génération aurait courbé l'échine, sans rien dire, sans se battre. C'est loin de la réalité, et j'ai même tendance à croire que la génération de nos parents a beaucoup plus combattu que nous. Elle était face à des défis historiques qu'elle a



assumés : la colonisation, les guerres de 1914 puis de 1939 qui les ont transformés en chair à canon, l'apartheid de l'Algérie des années 1940, puis l'expérience douloureuse de l'exil, l'exploitation ouvrière et la précarité, et l'exportation de la guerre d'Algérie en France avec le crime de Charonne qui s'est déroulé sous les yeux des Parisiens. Et un poumon ouvrier comme Billancourt, c'était 60 % de main-d'œuvre d'origine immigrée, de toutes les nationalités. Sans dire que notre génération est une « génération de merde », c'est vrai que la génération de nos parents a su prendre sa part dans la lutte. Donc cette vision qui consiste à les présenter comme des espèces de silhouettes, d'ombres qui rasaient les murs, est totalement fausse. Même si la précarité, comme celle qui régnait dans les bidonvilles de Nanterre ou de Saint-Denis jusqu'à une période récente, impliquait qu'ils avaient d'autres préoccupations d'urgence, d'immédiateté.

Il faut lutter contre cette présentation des choses, car c'est encore une façon de nous cacher notre histoire, de ne mettre en lumière qu'une facette de ce que nos parents ont vécu et enduré, au détriment de la dignité qu'ils ont su montrer

Que pensez-vous, dans cette perspective, des commémorations officielles de la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Statistiquement, ce sont les immigrés qui ont payé le plus lourd tribut à la mise à bas du régime fasciste en Europe. La Résistance française, c'est aussi beaucoup d'hommes à l'image de Missak Manouchian, FTP-MOI[4], qui dès 1942 se sont battus au nom des grandes valeurs fondatrices de la République française. Les commémorations ne parlent pas vraiment de ce qui s'est passé. Elles nous parlent surtout de notre époque et du rôle que la France veut se donner dans le monde. C'est toujours bon à prendre mais cela ne suffit pas. On commémore mais on ne parle pas des revendications des anciens combattants pour leur retraite ou du fait que les Sénégalais, qui ont

4- Francs-Tireurs et Partisans, Main-d'Oeuvre Immigrée.

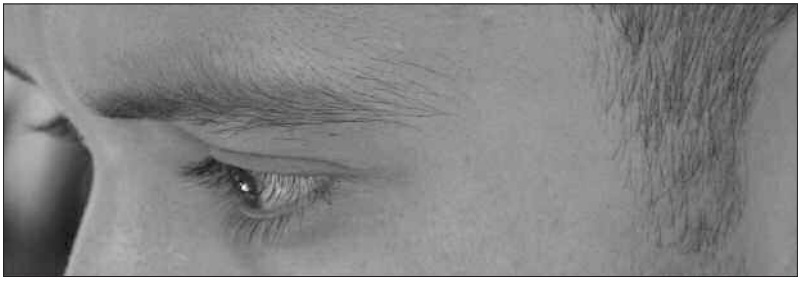
fait la guerre aux côtés des Français, vivent dans des conditions déplorables alors qu'il suffirait de peu pour les aider réellement.

Ce sentiment d'injustice vous a-t-il conduit à vous engager dans un syndicat, un parti politique ou un mouvement associatif ?

Je n'ai jamais pris ma carte dans aucun parti ni dans aucun syndicat. J'ai été sympathisant d'associations étudiantes indépendantes quand j'étais à la Fac. J'ai participé à des luttes sur le campus de Nanterre pour l'inscription des étudiants étrangers, sénégalais ou maghrébins : on a occupé les locaux et organisé une grève de la faim qui a duré vingt-cinq jours.

J'ai aussi été président d'une association de résidents à la Cité U de Nanterre, où on menait des actions culturelles pour redonner sens au mot « collectif ». On organisait des débats, on menait des actions pour empêcher les expulsions, les hausses de loyer, pour améliorer les conditions de vie qui étaient déplorables.

En fait, je n'ai pas de réticences particulières envers les mouvements organisés. *La Rumeur* est d'ailleurs une organisation où toutes les tâches sont clairement réparties. On aime le groupe, on aime le collectif. Mais il est vrai que nous avons plus de méfiance à l'égard des organisations politiques et institutionnelles, y compris celles de l'extrême-gauche, du PCF à LO. Nous leur reprochons surtout leur chauvinisme, leur attachement viscéral au prolétariat blanc. Ils méprisent la jeunesse des quartiers comme si elle était la lie de la société qui n'attendrait qu'une chose : rejoindre la bourgeoisie une fois que les barricades seront dressées. On connaît par cœur cette rhétorique-là. Pour moi, une organisation de gauche qui ne met pas, par exemple, la question des sans-papiers au premier plan, je ne marche pas. Tout le monde aurait intérêt à lutter pour les sans-papiers ; il faut avoir la démarche pédagogique d'expliquer aux ouvriers blancs que la « main-d'œuvre immigrée » est une main-d'œuvre laboratoire. Les problèmes que la main-d'œuvre immigrée connaît depuis 30 ans, certaines caté-



gories socio-professionnelles commencent à peine à les rencontrer maintenant. Depuis des années, la main-d'œuvre immigrée connaît la dérégulation du travail et des acquis sociaux. Les premières grosses fermetures d'usines ont été celles où travaillaient les immigrés. Comme en 1981, juste quelques semaines après l'élection de Mitterrand, la fermeture des usines Talbot où travaillaient des Marocains.

Que pensez-vous du Parti socialiste ?

Depuis que je connais le parcours de Mitterrand, je ne marche plus ! On pourra me raconter ce que l'on veut mais il a été ministre de l'Intérieur en 1954 et Garde des Sceaux en 1956, pendant la guerre d'Algérie. Il a envoyé des dizaines de mes grands-pères à la guillotine. Les premières campagnes de « pacification », c'est Guy Mollet avec un chèque en blanc du PC. J'attends que ces partis « expient » leurs fautes de cette époque, même si le terme est probablement un peu fort. Et puis la réactivation du sentiment sécuritaire, c'est sous Jospin avec le colloque de Villepinte en 1997 qu'elle a eu lieu ! Avant de s'engager sur l'emploi et la santé, il s'est positionné sur la sécurité. Et avec une grande hypocrisie car c'était une façon de parler de la jeunesse issue de l'immigration sans risquer de se faire taxer de racisme.

Qu'évoque pour vous la marche « des Beurs » de 1983?

Pour moi, c'est la première et la dernière action collective,

vraiment porteuse de sens. Mais elle a vite avorté. Elle a servi le PS, via SOS Racisme et France Plus ainsi que la promotion d'une espèce d'élite « Beurgeoise ».

Justement, la « Beurgeoisie » ?

C'est un leurre, et je n'aurai jamais assez de salive pour la dénoncer ! Je préfère qu'il n'y ait rien, aucun porte-parole. Car si c'est pour entendre le même blabla que celui auquel nous ont habitués le PS ou la droite et qui plus est venant de nos semblables… Je préfère avoir un véritable ennemi en face de moi. Au moins, les choses sont claires. C'est très vicieux quand tu as quelqu'un d'identifié « venant des quartiers », comme Malek Boutih. Ce genre de personne nous met en accusation à cause de la délinquance dans les quartiers, mais il se garde bien d'empoigner le problème à sa racine. Alors qu'il n'y a rien de plus facile que de broder autour des conséquences, et d'épingler la déviance du pauvre ! Il n'y a aucun répondant en face. Ceux qui pourraient répondre n'ont pas accès aux médias. Il n'y a pas d'égalité.

Que vous évoque le mot « politique » ?

Je n'ai aucun problème avec ce mot, bien au contraire. Je pense même que presque tout est politique. Etymologiquement, cela revient à peu près à mettre son grain de sel dans la façon dont la Cité est organisée et dirigée.

La politique peut-elle encore changer le monde ?

Elle le peut et elle le doit ! Même si le tableau est assez sombre et désespérant. Mais encore faut-il que les idées imprègnent un nombre suffisant de personnes, et que ces personnes agissent.

Or, la capacité à agir et à changer les choses dépend du regard que tu portes sur le monde, sur les gens et de l'analyse que tu en fais. Si tu ne t'appropries pas, à un moment donné, des outils théoriques et que tu ne les mets pas en action, tu n'as plus qu'à te taper la tête contre les murs.

Les mots sont la première niche de la politique. Et sa première négation aussi. Tous ces mots apparemment innocents qui, à force d'être répétés, entrent dans l'inconscient collectif, comme « libéralisme », « réforme », « population à risque », regorgent d'idéologie en réalité. Pour peu que tu aies deux ou trois clés analytiques, tu t'en rends vite compte.

Il n'y a qu'à regarder l'Histoire du XXe siècle. Je crois que la politique a changé le monde, et que le monde change encore aujourd'hui, même si ce changement est davantage subi que voulu, avec pour effet de conduire à des mouvements réactionnaires.

Est-ce que l'Etat a encore un rôle à jouer dans cette transformation ?

Évidemment. Mais les choses sont complexes. Ceux qui sont au pouvoir exercent des responsabilités qu'ils doivent assumer. Ils ont la vie de millions de personnes entre les mains. Ce n'est ni à toi, ni à moi mais à ceux qui ont été élus à 82 % d'améliorer au jour le jour et de manière concrète la vie des gens.

Et le personnel politique a une lourde part de responsabilité. Sincèrement, il a tout mon mépris, qu'il soit de droite ou de gauche. Ils ne me concernent plus, la politique m'intéresse, mais pas eux. La politique politicienne n'est pourtant pas qu'un théâtre d'ombres et c'est pour cela qu'il faut être vigilant. Ce sont des luttes intestines entre différentes franges de l'élite, qui prennent le dessus sur toute

autre considération. Ce ne sont que les représentants d'une classe sociale, qui défendent les intérêts de leur classe sociale, et ces intérêts sont différents des miens. Ce sont des gestionnaires, qui ne veulent rien changer car ils n'ont pas d'intérêt à ce que les choses changent. Et les socialistes en premier ! Ils se contentent d'accompagner le changement. Ils gèrent la précarité, ils gèrent la misère et les tensions, en essayant de les désamorcer ici et là. En passant un petit peu de baume. Leur ambition n'est pas de changer quoi que ce soit au sort des plus démunis. Il faut bien se mettre cela dans la tête.

Le but ultime de la politique, ça devrait être le progrès humain, le progrès social, l'ouverture sur le monde. L'ouverture sur autrui. Donc, le pire, c'est le gâchis. Qu'il y ait des îlots d'opulence, je m'en fous. Le problème, c'est que le prix à payer pour que ces îlots d'opulence existent, c'est une extrême misère à d'autres endroits de la planète et dans d'autres catégories sociales. C'est ça qui me révolte !

Serait-ce une des raisons de la dépolitisation de la société française ?

En tout cas, cette dépolitisation touche tout le monde, pas seulement les jeunes. Mais moi, je crois que les gens ne sont pas fondamentalement « cons ». Ils ingurgitent ce que tu leur donnes l'habitude d'ingurgiter. Et est-ce qu'être politisé c'est suivre le feuilleton Sarkozy contre Chirac jusqu'en 2007 ? Je ne crois pas. Ça c'est du spectacle, un combat de boxe de mauvais goût. S'intéresser à cela, ce n'est pas être politisé. Etre politisé, c'est comprendre qui t'en veut, où on veut te mener. C'est savoir quelle est ta capacité à mettre une muselière à ceux qui veulent te bouffer. Savoir quelle est ta capacité à te mobiliser et à mobiliser les tiens pour relever la tête.

Est-ce que l'art a sa place dans cette forme de résistance ?

Un artiste politique, ce n'est pas quelqu'un qui va forcément avoir des positions politiques explicites, qui exprime un certain nombre de constats ou de revendications par rapport à une situation

sociale, ou qui soutient des collectifs, etc. Pour moi, c'est plutôt l'incarnation d'un point de vue. Un artiste observe une réalité précise de façon incisive et originale, et il la synthétise grâce à l'esthétisme de son art. C'est en cela qu'il est politique. Il ne s'agit pas de plaquer un tract sur une chanson, ou de retomber dans le mauvais cinéma des années 1970 qui filmait les grèves dans les usines. Il n'y avait rien de politique dans la façon d'utiliser le langage cinématographique, aucun renversement du discours dominant. Le politique, c'est beaucoup plus silencieux qu'on le croit. Même une œuvre réalisée par un artiste assez obscur peut prendre un sens politique et servir des valeurs, parfois douteuses d'ailleurs.

Est-ce qu'on pourrait dire que La Rumeur est un groupe « politique » ?

En tout cas, on essaie d'injecter du politique dans notre musique. Quand on veut décrire une scène de vie en bas d'une tour, on choisit les mots afin que cela puisse prendre une tournure à la fois subjective et universelle. Même si les thèmes qu'on aborde dans nos textes paraissent éculés, qu'ils ont été traités de multiples fois dans le rap, on tente de les aborder d'un point de vue original. La musique aussi participe à cette dimension. Avec La Rumeur, on s'est très vite inscrit musicalement dans un registre assez épuré et minimaliste. *Less is more*. Pas besoin de surenchère. L'utilisation de la basse, la préférence donnée à une musique très rythmique, les choix des découpages par le sample, c'est un positionnement esthétique, mais aussi politique par rapport aux formes dominantes du rap actuel, commercial, clinquant, avec des chœurs et des mélodies, très mielleuses. En fait, on préfère suggérer le politique plutôt que l'expliciter. Ça ne marche pas à tous les coups. Mais à d'autres moments, le simple fait d'esquisser une situation peut suffire à faire prendre conscience qu'elle est inacceptable. Effleurer le fond en insistant sur la forme, c'est ça qui est essentiel. Finalement, c'est cela aussi que j'attends de l'art, m'aider à voir plus clair, être une petite bougie. L'art

est donc forcément politique ; et ce qui est sûr, c'est qu'il n'a pas à être objectif. Mais il faut être « juste », faire très attention à la justesse du ton employé. C'est seulement grâce à cela que le subjectif est capable de faire entrevoir l'universel.

Est-ce que la gauche a su, mieux que la droite, saisir la spécificité de la démarche artistique ? Etes-vous d'accord avec cette idée d'affinités particulières entre la gauche et le milieu artistique ?

Peut-être. Très concrètement, la gauche a établi une sorte d'Etat mécène. Elle a donné naissance à beaucoup d'enfants gâtés. Mais je ne sais pas trop quoi en penser. C'est une problématique qui, sincèrement, ne me concerne pas vraiment. Lorsqu'on parle de culture subventionnée ou de politique « volontariste » comme ils disent – je me demande bien ce que peut être une politique non volontariste !–, ça ne veut pas dire grand-chose pour moi. Je suis très loin de ces sphères-là. La Rumeur c'est la banlieue. Pas la MJC, les subventions et les associations municipales. On a commencé à faire du rap dans un local dans lequel on était entré par effraction. Puis après, on a fait des petites scènes locales, loin des institutions, voire à l'opposé des institutions. Le refus est souvent un tremplin pour créer, même si tu ne sais pas trop où tu vas.

Etre artiste n'implique donc pas un positionnement politique particulier.

La culture existait avant que la droite ou la gauche n'existent. L'art, c'est un besoin humain. La génération post-68, celle qui a fait naître les Romain Goupil, les Serge July, les « théâtreux » de la place de Paris sans lesquels rien ne se passe, qui vomissaient le pouvoir de droite et le pouvoir de papa, s'est vraiment mobilisée dans les années 70. Elle avait des revendications et la gauche pouvait difficilement faire autrement que de s'appuyer sur cette génération-là. Elle leur a promis des choses. Elle en a aussi lâchées, parce que cette généra-

tion était mobilisée, qu'elle était organisée, et qu'elle avait des exigences fortes : celles de faire partie de cette intelligentsia qu'elle avait tant décriée, d'être reconnue, de quitter la vie de bohème. Et nous, dans tout cela, on s'est fait avoir, gauche ou pas gauche, avant 81 ou après 81.

Alors, il y a peut-être un côté asocial dans La Rumeur, un côté « ours mal léché », mais on nous a tellement promis ! On a tellement caressé dans le sens du poil cette « génération spontanée » des années 80 qui, contrairement à ses parents, serait « intégrable » !

Est-ce que vous avez l'impression de faire partie d'une génération politique identifiée ?

On est né en 1981, mais moi, en tout cas, je ne suis pas de la Génération Mitterrand. Je ne me reconnais pas dans ce slogan ! Je ne me reconnais pas dans SOS Racisme ! Moi je ne suis pas ton pote ! Je ne veux pas « bouffer » à ta table ! J'ai d'autres projets, et ce sont les miens. C'est ce qu'on commence à faire avec La Rumeur, c'est notre leitmotiv depuis le début : construire notre propre tribune d'expression artistique et politique autonome. Notre activité centrale reste la musique. On a créé notre propre label il y a quelques mois. Notre dernier album, qui est sorti en octobre 2004, est le premier que l'on aura produit intégralement. On a créé un magazine, dont le premier numéro nous a attiré des problèmes avec une chaîne de radio et le ministère de l'Intérieur, et que l'on aimerait développer et faire perdurer dans le temps. Le deuxième numéro vient de sortir, avec notamment une interview des membres de *Bouge* qui viennent de Dammarie-les-Lys où trois jeunes des cités sont morts en cinq ans, tués par la BAC (Brigade Anti-Criminalité). On veut aussi développer l'aspect visuel avec un DVD et un projet de reportage…

Tout cela procède de la même démarche, diversifier les supports de notre expression.

Finalement, attendez-vous encore quelque chose de la politique, pour les années à venir ?

Il faudrait tout reprendre de A à Z. Je ne pense pas être très compétent pour en parler, mais je crois qu'il faut avant toute chose partir de la situation de ceux qui souffrent, et cela ira mieux pour tout le monde. À quand le partage ?

Il y a peut-être deux priorités majeures, sur le moyen terme, à côté de l'emploi bien sûr, et qui font très mal, peut-être plus que le chômage : la méconnaissance de l'Histoire et la disparition du rêve collectif. Ensemble, on peut changer les choses, on peut être plus efficace. C'est cela retisser le lien collectif pour mettre un terme à l'individualisme qui fait rage dans les quartiers. La situation est pire qu'il y a 15 ans. Le chômage et la précarité, c'est pire qu'il y a 15 ans. Le logement, c'est pire qu'il y a 15 ans. La toxicomanie, c'est pire qu'il y a 15 ans. Le Sida, c'est pire qu'il y a 15 ans. Je suis très pessimiste, un peu à la manière de Gramsci : « pessimiste dans l'analyse, mais optimiste dans l'action ». Il y a des dizaines de milliers de petits frères aujourd'hui pour qui il n'y a plus d'espoir. Cela heurtera les âmes charitables qui refuseront cette vision des choses, mais moi je sais que pour nombre d'entre eux c'est trop tard ! Les dix à quinze prochaines années vont être terribles. Il y a déjà quelque chose de cassé. Je le sais. Nous, dans le groupe, nous pouvons sauver notre peau, mais nous nous faisons une idée un peu plus noble de notre vie, de notre art, de notre engagement. Et puis nous avons l'envie, aussi, de laisser une trace, et ça, tu ne peux le faire qu'à titre collectif.

Propos recueillis par **Adrien Taquet**

Entretien avec LUZ

Quel est votre premier souvenir politique ?

Ma première « image » politique, c'est Mitterrand en 1981, j'avais neuf ans. Je jouais à un jeu vidéo sur la télé familiale avec un cousin, et j'ai été obligé d'arrêter pour voir apparaître la tête de Mitterrand. La politique a donc commencé par une frustration… Je me souviens encore très bien du désespoir de mes parents, qui à l'époque votaient à droite. Mais le premier vrai souvenir politique, c'est plus tard au lycée, avec des copains qui étaient marxistes-léninistes. Ils voulaient me faire venir à leurs réunions. Ils me prêtaient le *Capital* de Marx que je leur rendais en leur disant que c'était très intéressant, mais en ne l'ayant évidemment pas lu !

Quand vous êtes-vous vraiment intéressé à la politique ?

Au lycée, je me considérais comme étant de gauche, mais sans trop savoir pourquoi. En fait, je dirais que j'étais un apolitique de gauche, en admettant que ça existe. J'étais alors en Touraine dans une ville très bourgeoise et sclérosée. Ma découverte de la politique est allée de pair avec des découvertes musicales. C'est la musique des années 65-75 qui m'a fait découvrir la littérature politique. Par exemple, dans *Rock and Folk,* je lisais des articles à la fois musicaux et politiques comme ceux de Paringaux. Ma bible, c'était *Do It* de Jerry Rubin[1], un provocateur anarchiste qui avait fait un ouvrage très libre contre la société américaine. Je me retrouvais dans ces textes et dans ce thème de la libération sexuelle. Quand on est un puceau de 15 ans, on trouve ça extrêmement intéressant comme époque !

Mais je suis finalement arrivé à la politique assez tard. C'est

1- J. Rubin, *Do it*, *Scenarios of the Revolution*, Cape, 1970.

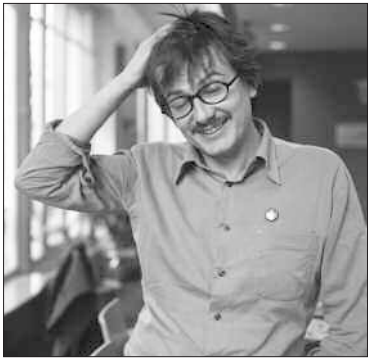
en fac de droit que j'ai eu la vraie révélation, quand je me suis rendu compte qu'il ne fallait pas laisser le terrain à tous ces réactionnaires, royalistes ou centristes catholiques que je rencontrais.

Vous vous êtes engagé dès votre arrivée à l'université ?

Je n'ai pas fait de militantisme étudiant. Ma première et dernière carte, je l'ai prise à la CNT, il y a douze ans. J'étais assez séduit par l'anarcho-syndicalisme. Mais quand j'ai vu à quoi ressemblaient les assemblées générales, je me suis dit qu'il valait mieux ne pas renouveler mon adhésion, et simplement travailler pour eux. L'organisation fonctionnait comme les autres, sur le mode polémique, et sur celui de la gloriole personnelle. Les idées politiques étaient sous verre, sous cadre, c'étaient des choses intouchables. Finalement, je suis revenu à des choses plus simples, à mon rôle de dessinateur public. Peut-être aussi parce que je suis un peu lâche et que j'aime bien rester chez moi !

Vous pensez que c'est une fatalité des organisations politiques, ce verrouillage idéologique ?

Non, je ne crois pas, mais disons que j'ai du mal à tenir pour acquis mes idées, mes idéaux politique. Je sais qu'ils peuvent être fluctuants. De la même manière qu'en dessin, je ne peux pas dire : « Ça y est, j'ai un style, je vais m'arrêter là ». C'est toujours en progrès. Même si je pense que cette manière des organisations politiques et des associations de « clôturer » le débat n'est sans doute pas une fatalité. Il faut une remise en cause régulière, y compris de la hiérarchie politique interne. Même dans les associations politiques les plus autogérées, il y a souvent une logique de



pouvoir qui intervient... Il y a aussi danger quand l'engagement devient une fonction. Dire : « Mon métier c'est d'être de gauche », c'est la promesse de dérives incontrôlables ! Il faut trouver une solution pour faire tourner le pouvoir, tout en acceptant l'idée de délégation et celle que le travail politique ne peut être fait par des dilettantes. Fondamentalement, ce qui fait le plus de mal à la politique, c'est l'idée de la carrière politique. A partir du moment où il y a carrière politique, il y a inévitablement une stratégie personnelle qui s'instaure et qui repose aussi sur une stratégie de groupe, de parti politique.

Vous avez donc préféré la protestation à la politique « conventionnelle ». Vous rappelez-vous de votre première manifestation ?

C'était contre la loi Devaquet. J'étais au lycée et je séchais les cours mais je ne comprenais pas trop ce qui se passait. Après, le problème des manifs, c'est qu'elles sont en général très formatées. Je me rappelle d'une manif entre Bastille et Nation pour les sans-papiers, un truc de gauche classique, avec toujours les mêmes slogans, sur les immigrés de la première, deuxième, troisième génération. J'étais à la Bastille, je m'apprêtais à partir avec un peu de dépit, à cause de ces slogans et de cette musique, toujours les mêmes. En fait, ça donnait l'impression d'un combat peu joyeux. Et, au même moment, est arrivée la Gay-Pride, qui passait aussi par Bastille, et qui était *a priori* beaucoup plus attirante : plus de bordel, plus de couleurs, plus de choses différentes ; malheureusement il n'y avait pas de politique. Le drame, c'est qu'elles ne se sont pas croisées, ça aurait été sympa qu'il y ait des transfuges. Là, le dilemme a été terrible ; je me suis vraiment demandé quelle manif j'allais sui-

vre, dans laquelle j'allais me sentir bien. Et finalement, je suis rentré chez moi.

Sinon, les plus marrantes des manifs que j'ai faites étaient celles de 1994, pour le CIP. Elles étaient à la fois rigolardes et agressives. Il y a aussi eu celle pour l'école publique et laïque, contre Bayrou, très bordélique et joyeuse dans le coté anti-cureton. Tout le monde courait dans tous les sens. Il y avait des drag-queens, des francs-maçons avec leurs tabliers… C'était super malgré les sempiternels slogans. En fait, il faudrait réinventer tout ça ! A un moment, on a essayé avec des copains. Après l'élection présidentielle de 2002, comme on avait tous voté Chirac, et qu'on est donc des chiraquiens d'extrême-gauche, on a fait des affiches complètement débiles : « Nous sommes tous des enfants de Bernadette, de la première, deuxième, troisième génération ! ». Et même si c'était un peu foireux, on avait quand même essayé d'être plus vivants, de faire exploser les musées qu'on a dans nos têtes. Il faut arrêter de calquer notre engagement sur les précédents. Je suis sûr que si les manifs devenaient des happenings, plus de gens viendraient, ne serait-ce que pour voir...

Même la politique protestataire est donc devenue archaïque...

Parce qu'elle ne fait pas appel à la spontanéité, qu'elle aussi a peur de ce qu'elle pense, et de dire des conneries. C'est le problème de pas mal d'associations politiques. Elles ont un sentiment de responsabilité tellement énorme qu'elles finissent par manquer de créativité. Elles tombent dans le même piège, et mettent leurs pieds dans les pantoufles des autres. J'ai vécu ça quand j'ai travaillé pour la MLAC pendant un moment. Quand ils faisaient une manif pour

la lutte des femmes, je faisais des affiches qui devaient être validées par la CGT, la CFDT, le MRAP, tout le comité au grand complet… Un jour, j'ai refait douze fois le dessin, et finalement le dessin n'est pas passé. Or, en politique, il faut accepter l'idée que tu ne plais pas à tout le monde ; sinon, tu fais de la commmunication.

Et votre premier vote ?

C'est terrible, mais je ne m'en souviens pas ! J'ai eu 18 ans en 1990. J'ai voté dès que j'ai eu la majorité mais ma seule certitude, c'est que la personne pour laquelle j'ai voté n'a pas été élue. La première fois que j'ai voté pour quelqu'un qui a été élu, et pour un imbécile encore, c'est à la dernière présidentielle ! Mais, de manière générale, je n'ai pas été forcément fidèle, j'ai eu un vote pluriel. Ce qui était important, c'était de voter à chaque fois. Et le vote qui a le plus compté, c'est celui où je suis allé le plus en reculant, après le vote Chirac, c'était les dernières régionales. Ça m'a vraiment fait plaisir pour une fois de voter pour les listes d'union, et c'était parce que j'avais envie de voir la tête défaite de Copé. J'avais une envie folle de voir sa tête. En fait, j'ai été euphorique… jusqu'à ce que je voie Hollande à la télé.

L'élection elle aussi reste à réinventer ?

Je pense. Sans compter que je m'emmerde à lire les programmes… Mais il faut les lire, et je n'ai jamais voté de manière super joyeuse. J'aimerais vraiment trouver une espèce de joie du vote, une manière jouissive de s'investir dans la citoyenneté, les associations, le vote, les manifs. Ça le serait si on retrouvait plus de nous-mêmes dans ce qui nous est proposé. Mais la plupart du temps, j'ai voté par sens du devoir civique. C'est bien, mais c'est une forme de chantage qu'on se fait à soi-même. J'ai déjà voté blanc, j'ai voté nul une fois, mais il faut toujours que je me déplace. Au moment des législatives, au deuxième tour, je me suis fait plaisir : j'avais gardé mon bulletin Chirac et je l'ai mis dans l'urne. Je m'étais dit que j'irais mais que je

voterais de manière idiote. La vie politique devrait ressembler à la vie tout court, avec ses errances, ses joies et ses peines. Mais en politique on a plus de peines que de joies, c'est un peu énervant.

Aucun épisode politique ne vous a rendu joyeux ?

A part la tête de Chevènement après les législatives, je ne vois pas… En revanche, certains m'ont quand même vraiment marqué. 1995, par exemple : je travaillais dans un journal de bandes dessinées politiques qui s'appelait *Chien méchant,* et que je vendais à la criée pendant les événements. L'idée, c'était de sortir de la politique *stricto sensu* et de parler des problèmes sociaux en abordant les questions de la consommation, de la religion, des femmes, et en ne se privant pas des moyens que d'autres avaient, à savoir la publicité. Finalement, ça n'a pas marché du tout… Mais c'était une période intéressante. On avait l'impression d'une possibilité de renouveau. J'étais aussi plutôt content quand la gauche est revenue au pouvoir en 1997. L'histoire de la dissolution était assez comique mais je ne dirai pas joyeuse. Enfin, si. Il y a quand même eu l'éviction des Mégret à Vitrolles, même s'ils sont partis uniquement par stratégie, à cause d'un accord entre le PS et l'UDF. J'y avais plein de copains qui avaient beaucoup souffert, et ça faisait du bien d'être dans cette ville que je connaissais par cœur, et de me dire que plus jamais je ne reviendrai dans cette ville pour d'autres raisons que les voir. Et pour finir, il y a eu 2002, bien sûr, qui nous a tous surpris – j'avais voté Besancenot au premier tour – bien que ce soit assez à la mode de prétendre le contraire.

Mais aucune réalisation politique ne vous a rendu heureux ?
Malheureusement non.

Avez-vous alors été séduit par des hommes ou des femmes politiques ?
Un type comme Badinter m'a beaucoup interpelé, et pas uniquement pour sa position sur la peine de mort. Il personnifiait une forme d'éthique en politique qui faisait du bien. Il y en a eu aussi des plus obscurs, comme Jean-Pierre Cot, par exemple, qui a fait une politique de coopération avec l'Afrique, les pays du Tiers-Monde, qui n'était ni clientéliste, ni condescendante… C'était un personnage qu'on ne pouvait pas imaginer autrement que sincère, raison pour laquelle il a été évincé, d'ailleurs.

Vous n'avez pas cité de grandes figures historiques.
Non, je me méfie d'elles. C'est justement quelque chose qui m'a beaucoup énervé chez les anars, chez les trotskistes, cette manière qu'ils ont d'être tout le temps dans la référence aux grandes figures, à des événements mythifiés. Il faut arrêter avec les marins de Kronstadt, les batailles Rosa Luxembourg versus Trotski. Il faut tirer les conséquences de notre passé politique, mais les références ne sont plus les mêmes. L'époque a changé ! On ne peut plus trouver des Léon Blum du XXIe siècle. On peut retravailler les idées, mais les personnages ne sont justement que des personnages. Ce besoin de figures charismatiques, et même d'ennemis charismatiques, est incroyable!

Quels enjeux vous semblent encore dignes d'un engagement, aujourd'hui ?
Il y en a beaucoup, mais le féminisme par exemple m'a toujours semblé important. Et particulièrement à certaines périodes, comme sous Balladur par exemple ; c'était une période de grand retour à la morale. Je me suis aussi beaucoup intéressé à toute cette

mouvance féministe qui fait de la musique et qui a utilisé cette voie populaire pour faire passer des idées. Parfois, la musique parle d'elle-même et on peut deviner de quel engagement il s'agit. Toutes les sphères du mouvement féministe m'intéressent. Il y a encore beaucoup de boulot à faire. Je me rappelle du docteur Xavier Dore, un médecin anti-avortement, qui, à son procès, disait : « Qui tient la femme tient l'enfant, qui tient l'enfant tient la société ». C'est cette logique qu'on trouve chez les réactionnaires, de nos jours. C'est pour cela que le combat féministe pour le droit à l'avortement, à la contraception, aux libertés intimes, a du sens.

Vous avez aussi beaucoup dessiné sur le Front National.

Pendant cinq ou six ans, j'ai été spécialiste de l'extrême-droite. Sans dire qui j'étais, j'allais dans les meetings du Front National, avec les commandos anti-IVG, dans les réunions de cadres d'extrême-droite, voir ce qui se passe de l'autre côté de la barrière pour comprendre comment ça marche, et pouvoir donner des arguments. Je faisais de l'entrisme. Je suis allé suivre de vieux franquistes, royalistes ou autres qui faisaient une commémoration sur la tombe de Pétain, en leur disant que j'étais un étudiant qui faisait un mémoire sur le Maréchal. Je me suis retrouvé en train de chanter « Maréchal nous voilà », sans connaître toutes les paroles, d'ailleurs. Ça ne m'engageait pas particulièrement parce que j'étais un autre personnage, j'ai raconté tout ça dans *Charlie*. Mais quelquefois ça peut rendre fou, c'est pour ça que j'ai arrêté au bout d'un moment. J'en avais marre de jouer ce personnage-là, de voir des gens paumés et de me demander comment je pouvais les sortir de là, alors que ce n'était pas à moi de le faire. Je me suis arrêté quand j'ai commencé une BD sur les Mégret : j'allais aux conseils municipaux, j'ai commencé à être repéré, et ça créait des situations grotesques. Je me retrouvais dans des réunions du Front National où les gens savaient qui j'étais, et me disaient : « J'aime beaucoup ce que vous faites » ! J'avais besoin aussi de faire des choses différentes après plein de BD sur le baron

Sellières, sur les Mégret, des personnages emblématiques de la méchanceté ou de la saloperie. C'est pour ça que j'ai fini par raconter ma vie, celle d'un personnage un peu couillon, pas trop antipathique. C'est peut-être un peu prétentieux de dire que je suis pas antipathique, mais couillon, je le suis !

Finalement, vous auriez pu faire autre chose que du dessin politique…

C'est bizarre, mais c'était impératif de le faire. Peut-être que j'ai commencé à penser mon dessin en relation avec la vie politique parce que j'avais du mal à réfléchir sur d'autres sujets... Pendant un an et demi, de la première à la terminale, je n'ai d'ailleurs pas dessiné du tout. Pas de BD, rien. C'est vraiment en arrivant à la fac que je m'y suis remis, avec un peu de BD, puis du dessin de presse, ou du dessin engagé. Et ce n'est qu'en arrivant à *Charlie*, à partir du moment où j'ai commencé à être publié et à avoir une certaine lisibilité, que je me suis vraiment investi en politique. J'avais vingt ou vingt cinq ans, et l'impression que la politique se construisait en même temps que moi. D'autant qu'il y avait dans les années 90 cette atmosphère constante de prédication : « La gauche va prendre sa revanche sur la droite », « On va réussir la prochaine fois »… Comme dans nos vies personnelles, on progressait par étape, en se disant que ça finirait bien par marcher. En tout cas, contrairement aux soixante-huitards, je n'ai pas la nostalgie d'un âge d'or de la politique.

Après 2002, j'ai eu une grosse période de doute. En même temps, j'ai continué à m'intéresser à la politique parce qu'une partie de mon travail c'est aussi d'être dessinateur public

pour faire du dessin qui sera utilisé sur des banderoles ou des tracts. Sans ça, je pense que j'abandonnerais la politique. Mais fort heureusement, ça ne risque pas d'arriver !

Comment faites-vous pour vous exprimer vous, tout en fournissant une expression aux autres ?

Dessinateur public c'est être à l'écoute de la pensée des autres mais aussi la traduire en dessin. Par exemple, une fois par mois, je fais une BD dans le journal de *Ras l'Front*. Il m'arrive de ne pas avoir envie de le faire ; en même temps, je me refuse à ne pas le faire. Je ne peux pas les laisser tomber, eux. Et il ne faut pas non plus se cantonner dans un style, une seule démarche. Il faut répondre quand on est sollicité, mais aussi proposer spontanément, ce que je fais à *Charlie* et dans des fanzines que je distribue à droite et à gauche. Là encore, ça suppose de l'humilité : c'est du dessin plus intimiste, plus intérieur, avec des flèches pour signaler qu'il ne faut pas prendre tout ce que je dis pour argent comptant. Mais il n'y a rien qui me fasse plus plaisir que de voir des dessins à moi dans les manifs. C'est souvent des bouts de dessins de *Charlie* ou de *l'Huma*, qui sont reproduits super mal. Mais un dessin politique n'est pas fait pour être beau, il est fait pour être publié et vu. La caricature politique, pas besoin que ce soit ressemblant, il faut juste que ce soit juste.

Est-ce que vous diriez que tout dessin a une dimension politique ?

Non, mais tout dessin devrait avoir une dimension humaine. Or, le Politique a aussi une dimension humaine, donc en ce sens le dessin pourrait être « politique ». Parmi les dessinateurs politiques les plus intéressants, Willem est extraordinaire parce qu'il est au-delà du dessin de presse. Mais quelqu'un comme Pétillon a aussi trouvé quelque chose de très fort en décrivant avec humour les plus petits détails de la vie politique qui font qu'on ne parle plus seulement de politique, mais aussi d'humanité. Il arrive aussi à démonter les opé-

rations de communication, à en montrer le côté grotesque. Montrer Sarko dans son bureau, comme il le fait, cela a un côté profondément humain, d'abord dans son trait, et ensuite dans ce qu'il raconte. C'est beaucoup plus fort qu'une dénonciation directe. On a l'impression d'être dans le quotidien de la politique, dans une forme de désacralisation, et du coup de voir la politique d'une manière neuve.

Des rencontres ont-elles été déterminantes dans votre formation de dessinateur politique ?

Peu de temps avant d'entrer à *La grosse Bertha* et de me mettre au dessin politique, la personne qui m'a ouvert les yeux, non sur la politique « conventionnelle », mais plutôt sur l'utopie politique, sur – en toute humilité – l'envie de changer la société, c'est Gébé. Quand j'ai vu son film et ses ouvrages, j'ai eu une révélation sur la manière dont on pouvait parler de politique sans pour autant parler des hommes politiques, dans un cadre artistique qui ne soit pas nécessairement celui du dessin de presse. Willem aussi a été une référence très forte. Dans *Europa über alles*[2], il parle de la politique de chaque pays européen : un dessin par pays et un pays par page. Sans un seul mot, on comprend tout. J'ai retrouvé la même chose en musique. Tony Williams, un batteur de free-jazz, a dit qu'il n'avait pas besoin de paroles pour faire comprendre que sa musique était politique. Et ça m'obsède encore : comment faire un dessin qui soit en lui-même politique, sans lui adjoindre de discours ? Comment trouver un trait efficace politiquement, « progressiste », à l'image de ce que je pense de la vie en général ?

Le dessin de presse a à sa disposition un ensemble de symboles, de stéréotypes politiques…

Le problème est qu'ils sont toujours périssables. Ils sont historiquement datés. Par exemple, au début du siècle on dessinait les

2- Willem, *Europa über alles*, éditions Moderne, 1984.

patrons avec des hauts-de-forme et des cigares. Aujourd'hui les patrons sont de moins en moins bedonnants, ils font du jogging. Le symbole est devenu désuet. Il faut trouver quelque chose de juste, d'intemporel. Ca ne m'empêche pas de faire du dessin de presse classique mais l'objectif suprême est d'arriver à une épure totale. J'ai connu une vraie remise en question de mon travail entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002. Comment raconter, expliquer cette situation évanescente dans un dessin ? Je n'arrivais pas à en traduire la complexité en me bornant à dire : « Il vaut mieux voter Chirac pour faire barrage à Le Pen, bien que Chirac soit un escroc ». Dans les manifs, chacun avait sa pancarte avec des paragraphes longs comme le bras pour donner son interprétation. Et les dessins que j'ai faits à ce moment-là sont les pires de toute mon existence. Je me suis obligé à les faire parce que c'était mon boulot, mais je me suis pris un constat d'impuissance artistique en pleine tronche. Alors je suis revenu aux fanzines, à des trucs d'ado, avec une forme un peu plus irresponsable. Ça me permet de dire aux lecteurs : « Prenez ce que vous voulez là-dedans, c'est juste une pensée personnelle ». Je n'impose plus rien, et c'est un grand tournant dans mon travail.

Dans sa forme habituelle, le dessin de presse oblige pourtant à être prescripteur ?

Ça incite évidemment à prendre parti. Mais s'il m'arrive encore de faire des dessins sur Sarkozy, en disant qu'il est un salaud et que ça ne sert absolument à rien ! Ce n'est pas ça qui va donner des arguments à quelqu'un pour contrer un vieil oncle réac' pendant les dîners de famille… La politique, c'est essentiellement ça : se donner les uns les autres des arguments pour réfléchir ensemble, et ne pas entrer dans une forme de théâtralité politique. Cette théâtralité est alimentée par une réactivité journalistique assez effrayante. Commenter chaque mot du Premier ministre, c'est entrer dans un théâtre politique aberrant, parce que personne n'y croit. Les gens n'y croient

pas, les politiques n'y croient pas, les citoyens n'y croient pas vraiment, et en même temps, on plonge dedans.

Mais est-il encore possible de dissocier la politique du jeu médiatique ?

De moins en moins, c'est vrai. Les décisions de Sarkozy sur les sans-papiers n'ont été inspirées que par un souci médiatique, un souci de carrière. Ce sont d'ailleurs les mêmes préoccupations qui ont fait que d'une part, la gauche n'a pas voulu résoudre le problème de la double peine, par peur de perdre des électeurs, et que, d'autre part, Sarkozy a décidé d'y mettre un terme, pour en récupérer d'autres. C'est un paradoxe monstrueux. Les décisions qui gèrent notre quotidien ne relèvent pas d'une vraie pensée politique. Ça ne vaut d'ailleurs pas que pour les partis de gouvernement. Il est arrivé la même chose à la LCR et à LO, qui ont décidé de conclure une alliance contre nature, et surtout contre l'avis de la majorité de leurs électeurs respectifs, pour des motifs purement stratégiques.

Est-ce une évolution récente, cette prime à la stratégie et à la communication ?

Il me semble que le gouvernement Rocard avec son ouverture au centre et à la société civile a marqué une rupture. L'orientation politique est devenue moins importante. Les gouvernements se sont positionnés sur du moyen ou du court terme. On trouve de moins en moins de femmes et d'hommes politiques à la Badinter, de personnes qui ont vraiment une vision globale et éthique de la société. Personnellement, ça me donne l'impression de régresser vers l'adolescence, de ne plus comprendre exactement les choses. Ce n'est pas qu'elles soient devenues plus compliquées, mais il faut davantage interpréter, décoder les motivations.

Je me trompe peut-être, mais je pense que le premier combat à mener, c'est de mettre le politique à nu, montrer le grotesque de toute la débauche médiatique, cette drague incessante qu'il y a entre

les politiques et les journalistes. Enlever toutes les scories de la communication, pour savoir ce que pensent vraiment Hollande et Raffarin, une fois qu'on a enlevé leur cravate et leur costume trois pièces. Or, après le premier tour des présidentielles, tout le monde nous a obligés à faire de la stratégie. Je me souviens que Hollande et Dray disaient *grosso modo* que les électeurs étaient des salauds parce qu'ils n'avaient pas voté Jospin dès le premier tour. C'est un discours très dangereux : d'une certaine manière, le vote utile empêche le choix démocratique. J'ai moi-même voté Chirac, mais je ne me sentais pas en droit de cracher sur les gens qui n'y étaient pas arrivés. Finalement, j'ai envie que l'on retrouve de la démocratie en sortant du jeu politique. Après tout, on n'est pas en train de jouer à la Game Boy !

A quoi ressemblerait alors une vraie démocratie ?

J'ai du mal à répondre ; la presse satirique a toujours du mal à faire des propositions. Mais dans le film de Gébé, *01*, il montre qu'il faut essayer de faire « un pas de côté » et de réfléchir, en n'essayant pas de faire table rase – ce qui est trop dangereux – mais de repartir vraiment sur des envies, des nécessités premières. La démocratie directe est très compliquée à mettre à œuvre, la « démocratie populaire » est une idée trop dangereuse, mais il faut trouver le moyen de transformer le combat politique en débat politique. Il est évident que nous, citoyens, on est obligés de déléguer un minimum. On ne peut pas tous s'impliquer suffisamment, et embrasser la totalité de la vie politique. Il faut retrouver de l'humilité envers ce qu'on demande aux politiques, et aussi dans ce que les politiques nous demandent, à nous. Il faut qu'on arrive à dialoguer, sans forcément passer par les médias.

Est-ce que vous estimez que le 21 avril 2002 a mis en danger ce dialogue démocratique ?

Je crois que la torpeur des dix-huit mois qui ont suivi la dernière élection présidentielle s'explique aussi par cette absence de dia-

logue entre les politiques et nous. Même pour les gens de gauche, très impliqués dans des associations par exemple, l'alternative Chirac/Le Pen n'était pas incitative, et la culpabilisation par le PS non plus. On comprend que les adhésions, dans l'urgence, à Ras l'Front ou même au PS ne se soient pas pérennisées. Beaucoup de gens autour de moi se sont sentis abandonnés et déçus. Je fais partie de ces gens là.

Ce sentiment de dépolitisation vous semble-t-il particulièrement accentué chez les jeunes et chez les artistes ?

C'est un sentiment très partagé. Et ce qui s'est passé au moment de la présidentielle a touché toutes les sphères sociales. Il est vrai que je connais plus de gens dans le milieu artistique, mais je ne crois pas qu'il y ait moins de dépit chez un chômeur ou un journaliste. Pour en revenir aux artistes, les musiciens que je connais, par exemple, sont juste passionnés par la musique. Ils sont parfois de gauche, parfois de droite, même si c'est rare, mais c'est un milieu adolescent qui a peu d'intérêt pour la chose publique en général ; et là ils ont tous ressenti un désarroi très profond. Comme si tous les progressistes étaient revenus à l'adolescence qui précède l'engagement, quand on est un peu perdu, qu'on ne sait pas où aller, et qu'on n'arrive pas à avoir confiance, ni en ses parents, ni en ses hommes politiques. Pourtant il y a des choses qui ont évolué. Le vote des dernières régionales a déjà été un peu plus un « vote-plaisir » où on a pu réagir d'ailleurs pas tant sur les intermittents ou les chercheurs que sur la radiation des chômeurs, qui a été la vraie décision politique importante de l'année dernière. Ça a fait voter des gens qui ne l'avaient pas forcément prévu…

Est-ce que vous diriez que ça a revivifié le clivage droite/gauche ?

J'ai l'impression que ce clivage existe toujours mais qu'il est plus dans l'esprit des gens que réellement vivant dans la représentation politique. Les gens de gauche, les progressistes au sens large,

savent très bien en théorie où est la gauche et où est la droite mais ils sont aidés par la droite qui montre de plus en plus ce qu'elle est. Toutefois, ce n'est pas pour ça qu'ils mettent l'estampille de gauche, au PS, au PC, aux partis de gouvernement, c'est-à-dire à la gauche plurielle, dont ils ont l'impression qu'elle ne les représente pas vraiment. Disons que maintenant on sait ce qu'est la droite, mais on ne sait plus trop ce qu'est la gauche. On sait qu'on est de gauche, mais pour le matérialiser, le visualiser, c'est beaucoup plus difficile.

Est-ce que l'altermondialisme peut fournir un débouché politique crédible à ces attentes ?

Honnêtement, je ne suis pas sûr. Il y a toujours le risque qu'il soit sclérosé lui aussi par des références, par un fonctionnement hiérarchique et politique classique. Je le sais parce que j'ai été à la rencontre intergalactique du sous-commandant Marcos au Chiapas, pendant l'été 1996. J'ai participé à une table de discussion culturelle. C'était horrible, bureaucratique, avec toujours les mêmes requins d'AG, qui tenaient le pouvoir, qui prenaient la parole. La forme de l'action politique n'est toujours pas renouvelée. Le profit essentiel de ces mouvements, c'est plutôt ce qui a résulté de décembre 1995, quand on a pris conscience que l'économie était accessible, qu'on pouvait la comprendre, qu'on pouvait arrêter de nous dire des craques sur ce sujet. Ce qui ne donne pas nécessairement des clés pour l'action. En plus, ces mouvements ne se veulent pas « politiques ». Pourtant, ça veut changer la politique, et c'est un vrai lieu de rencontre.

Finalement, ce serait quoi une vraie gauche ? Qu'est-ce qui manque à la gauche d'aujourd'hui ?

Je n'en sais rien. Ce serait très prétentieux de ma part de donner une réponse. Disons qu'il manque à la gauche de s'assumer. Quand elle était au gouvernement, elle n'osait plus le dire : ça a fait beaucoup de mal à Jospin quand il a dit à l'époque de la fermeture de l'usine Michelin que l'Etat ne pouvait pas tout faire. Même main-

tenant que la gauche est dans l'opposition, elle se positionne, mais avec trop de prudence. On a encore dans l'esprit ce genre de démission du pouvoir de gauche quand il gouverne. A sa décharge, ce qui rend le travail de la gauche plus difficile par rapport à la grande époque de mai 68, c'est qu'à l'époque l'Etat était un véritable repoussoir pour la gauche, alors que maintenant elle en veut toujours plus. La gauche veut de l'Etat, veut de la nationalisation, ou en tout cas ne veut pas la privatisation. C'est devenu impossible d'être purement anarchiste.

Est-ce que l'Etat a également vocation à s'occuper de l'art ?

L'art n'a pas à être rentable. Or, si on le laisse dans les mains du marché, il y aura inévitablement une logique de rentabilité. En même temps, l'art ne peut pas être complètement subventionné non plus. On a beaucoup de mal à imaginer une maison de disques d'Etat, alors qu'il faut des musées nationaux, des théâtres. Finalement, le rôle de l'Etat serait de faciliter la publicité de l'art, de rendre son accès populaire. C'est ce qu'a réussi Jack Lang et qui reste dans la tête des gens. Il est quand même très critiqué pour son opportunisme, pour sa vision de l'art. Néanmoins, il est vrai que, lorsqu'il était ministre de la Culture, il a donné une publicité à l'art qui est encore saluée. Ça ne revient pas à imposer à l'opinion certaines formes artistiques mais juste à montrer qu'elles existent, dans toute leur diversité.

L'épisode des intermittents a aussi mis l'accent sur l'aide aux artistes que doit fournir l'Etat.

En effet. L'Etat a une obligation de moyens, mais pas de résultat. Il peut aussi donner accès à des œuvres médiocres. De même,

pour le statut des artistes, il faut accepter l'idée qu'il y aura toujours des gens pour parasiter le système et que ce n'est pas très important. Le rôle de l'Etat, la richesse de l'Etat, c'est de perdre de l'argent. C'est ce que n'ont toujours pas compris les libéraux. Encore une fois, on a assez reproché à Lang de subventionner n'importe quoi. Il n'empêche que c'est sa politique culturelle à lui qui a marqué.

Y a-t-il une affinité particulière entre la culture et la gauche ? Est-ce que la culture est une notion de gauche ?

Je crois que oui. On nous éduque d'une certaine manière quand on est gamins, dans l'idée que faire du dessin, de la musique, des choses culturelles, c'est un truc de feignant. Nos parents nous poussent à trouver un boulot, à gagner de l'argent, à avoir une famille, à être dans un cadre social déterminé. Donc, on a conscience très tôt du fait que la culture ce n'est pas rentable et qu'avoir un métier là-dedans c'est forcément être hors des codes sociaux classiques. Il me semble que c'est en cela que ça a un rapport avec la gauche, puisqu'être de gauche, pour moi, c'est refuser ce principe de rentabilité, ne pas avoir les mêmes horaires, être forcément décalé par rapport à la société. Etre de gauche, c'est, comme le disait Gébé, faire un pas de côté par rapport à la société. Ça consiste à ne pas la regarder frontalement, mais à regarder ses défauts de biais... Il faut vivre différemment de la société, pour pouvoir la regarder autrement.

Qu'est-ce que serait alors une culture de droite ?

Ca peut exister. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il y a eu plein de dessinateurs d'extrême-droite, assez talentueux d'ailleurs, dans un contexte effervescent de guerre politique et idéologique. Maintenant, il n'y en a quasiment plus, des dessinateurs de droite... A l'extrême-droite, il n'y a guère plus que Konk, qui est issu de la gauche d'ailleurs. En art contemporain, un des mecs les plus en vue c'est Thomas Hirshorn. Un Suisse qui ne fait plus que des trucs politiques. Dans la BD, il n'y a que des types de gauche, ou qui ne se

disent pas politiques, mais qui ne vont en tout cas pas aller voter à droite. En littérature, c'est vrai que c'est assez « mode » d'être de droite. Disons qu'un artiste de droite, ça peut exister, mais alors c'est quelqu'un qui ne peut pas et n'aime pas travailler pour rien !

Est-ce que finalement, vous vous sentez d'une génération politique particulière ?

Oui. Je suis né en 1972. Je fais partie des gens qui ont découvert la politique au moment où la gauche était déjà au pouvoir. Nous n'avons donc pas connu la désillusion d'après 1981. On est né dans cette alternance droite/gauche, et aussi dans une crainte terrible du chômage. On est aussi une génération sexuelle différente, beaucoup plus prudente à cause du sida. Et, on a commencé à avoir conscience de la politique en même temps que nous avons conscience de la sexualité. Je ne vais pas faire mon Willem Reich, mais c'est lié. Ça a créé une génération politique prudente. On a tout appris avec des préservatifs, en pesant le pour et le contre. On est d'une génération peu fougueuse. Ce qui explique qu'on ait voté Chirac, par pure prudence. Peut-être qu'on va vers quelque chose de plus irresponsable politiquement, à cause de ça. Ce dépit qu'on ressent actuellement peut donner quelque chose d'assez inflammable. En même temps, il ne faut pas rester dans l'espoir. L'espoir, c'est ce qui tue les actes. Quand on espère trop, on ne se remet pas en question. Soyons désespérés !

Propos recueillis par **Carole Bachelot**

Entretien avec STANISLAS NORDEY

Comment êtes-vous devenu metteur en scène venu au théâtre ?

Je suis un homme de théâtre, au sens large. J'ai voulu être acteur, puis, à la fin du Conservatoire à Paris, j'ai étudié la mise en scène et par la suite je suis devenu directeur de théâtre. Parallèlement, j'ai beaucoup enseigné, d'abord à l'école d'acteurs de Rennes, puis au Théâtre National de Bretagne. Je suis metteur en scène d'opéra depuis six ou sept ans. Mon travail a toujours porté sur le répertoire contemporain, aussi bien au théâtre qu'à l'opéra, à deux ou trois exceptions près, à la fois par goût et par militantisme. C'est peut-être un grand mot, mais c'est important que des personnes se consacrent à la découverte des artistes d'aujourd'hui. Le problème est qu'en France, nous avons une obsession du patrimoine et des classiques.

C'est donc la ligne directrice de mon parcours. Je m'intéresse au théâtre sous toutes ses formes, c'est-à-dire, essentiellement, au fait que des gens soient là, vivants. C'est un des derniers endroits où cela est possible. Cette convivialité, je la retrouve aussi dans les meetings, où m'emmenaient mes parents quand j'étais petit. Le théâtre a cela de formidable que des gens se rassemblent, s'écoutent et se regardent. C'est d'ailleurs peut-être pour cette raison que je n'ai jamais franchi le pas du cinéma. Je n'ai jamais eu de fascination pour l'image, parce qu'il y a quelque chose qui me manque dans le rapport à l'humain, la réception immédiate des choses.

Quel est votre premier souvenir politique ?

Je suis de 1966 et je me souviens de l'annonce de la mort de Pompidou, pendant « Les dossiers de l'écran. Et puis ensuite, quand on criait dans la cour de l'école « Giscard au placard, Mitterrand

président ! », en 1974. Mes parents étaient proches de Léo Ferré, de l'extrême gauche, de Krivine, et j'ai des souvenirs liés à cela. A l'église St Bernard, par exemple, j'étais aux côtés de Krivine et je me suis rendu compte qu'il était pour moi comme Tintin, l'un des héros de mon enfance. J'étais très intimidé. Mon enfance, c'était plutôt la gauche extrême, *Charlie Hebdo*, *Hara-Kiri*. On ne regardait pas le journal télévisé, parce qu'on n'avait pas la télé.

Vos parents avaient-ils un engagement politique ?

Non, ils étaient très concernés, très curieux, mais pas encartés, ni dans les mouvements syndicaux, ni associatifs. Mais on parlait de politique tout le temps. Du coup, j'ai souvenir d'avoir fait en 1974 de la « propagande » pour Mitterrand dans la cour de l'école. J'étais aussi celui qui essayait de convaincre mes petits camarades de ne pas aller au catéchisme !

Vous souvenez-vous de votre première révolte ?

Pas vraiment, car cela a toujours fait partie de moi. Je me rappelle que j'étais toujours révolté par l'injustice, à l'école. J'étais prêt à me faire taper quand les grands s'en prenaient aux petits, et je revenais à la maison un peu amoché. J'étais fier de moi, j'avais pris la défense des plus faibles. Mais il n'y a rien de fondateur dans mon parcours, contrairement à ce qu'on pu connaître des copains plus jeunes que moi. Je n'ai pas eu vraiment de prise de conscience parce qu'il n'y a pas eu d'événement majeur, comme pourra l'être le 21 avril 2002 par exemple. C'est la même chose pour mes engagements ultérieurs, en faveur des sans-

papiers ou lors des élections européennes. Je considère plutôt cela comme des détours, des moments de réflexion sur des problèmes qui font en fait partie de mon quotidien.

Vous souvenez-vous de votre premier vote ?

J'ai dû voter dès que j'en ai eu le droit, mais ça non plus, ça ne m'a pas marqué comme quelque chose d'exceptionnel. En tout cas, je m'intéressais à la politique et je lisais les quotidiens, les pages de politique intérieure, pour savoir dans quel pays je vivais.

Avez-vous le sentiment d'appartenir à une génération politique ?

Non. Il y a des grands cons de mon âge et des vieux extraordinaires. Je ne crois pas tellement non plus au fait qu'il y ait une génération plus politique qu'une autre. J'ai vraiment du mal avec les histoires de générations, même au niveau théâtral. Des gens de mon âge font la même chose qu'il y a trente ans et des gens de quatre-vingts ans sont très inventifs, plus que la nouvelle génération.

Comment vous situez-vous, politiquement, par rapport à vos parents?

Je me suis davantage engagé qu'eux. Mes parents avaient une curiosité et une sensibilité très fortes, toujours présentes, mais ils n'ont jamais été plus loin dans l'engagement.

Est-ce que vous-même avez adhéré à un syndicat, un parti ?

Non, je n'ai jamais adhéré. Ce n'était pas du tout par méfiance, mais j'aurais eu l'impression d'être enfermé, de ne pas être libre de mes mouvements. J'ai connu des copains qui ont été parfois très contraints. Je respecte tout à fait les gens qui adhérent, mais cela ne correspondait pas à mon mode de vie. J'ai préféré m'engager dans des associations parce qu'il y a des buts précis, peut-être plus actuels, et que cela correspond davantage à mon mode de fonctionnement.

Je me suis reposé la question après le 21 avril, j'ai hésité, mais sans être réellement convaincu. Je me sens plus libre comme ça. D'ailleurs, je serai un mauvais adhérent : pour de bonnes ou de mauvaises raisons, je rendrai ma carte au bout d'un mois. Où que j'adhère, j'ai du mal avec la ligne du parti, quelle qu'elle soit !

Vous avez pourtant été sur la liste de « Bouge l'Europe »[1].

Quand on m'a sollicité, il ne s'agissait pas d'adhérer au Parti communiste, donc ça m'allait. Il y avait des gens sur la liste que j'aimais bien. Il y avait aussi un peu d'opportunisme de ma part, car je savais que le Parti communiste était assez divisé sur la question des sans-papiers. En fait, à cette époque, j'étais plutôt fâché contre les socialistes, et contre les communistes aussi, d'ailleurs. Je les trouvais un peu mous dans leurs propositions. Mais j'aimais cette idée d'ouvrir des listes électorales à la société civile, et je me suis dit que je pourrais faire entendre ma voix une fois à l'intérieur. Je suis très réservé sur cette expérience, mais elle a été pour moi riche humainement. C'était assez intéressant de voir fonctionner un parti en interne. En plus, Jean-Claude Gayssot et moi sur la même liste, c'était plutôt rigolo.

Il vous semblait plus utile d'entrer dans l'institution pour la faire bouger que de se tenir à la marge ?

Oui, à condition d'avoir un projet fort. Je ne suis pas sceptique concernant le militant de base. Mais le fait que les partis politiques soient des appareils implique une hiérarchie. Bien sûr, lorsque l'on n'a pas de poids, un poids suffisant – et je me suis refusé à arriver avec ma notoriété – l'appareil reste verrouillé. Enfin, ce qui m'intéressait ce n'était pas les résultats, l'audimat ou les pourcentages mais de parler de ce que je voulais, notamment des sans-papiers, de faire passer un message, de créer du dialogue.

1- Liste présentée par le Parti communiste aux élections européennes de 1999.

Est-ce que vous aviez aussi un intérêt particulier pour les questions européennes[2] *?*

Bien sûr. En même temps, l'Europe se fait surtout et naturellement sur le terrain. Les artistes des pays de l'Est viennent travailler en France depuis des années. Je suis aussi pour une Europe sociale, mais pas une Europe qui permet de faire l'euro tout en faisant flamber les prix d'une manière incroyable. Je pense qu'il est périlleux de faire l'Europe de la façon dont elle est faite.

Comment votre cheminement artistique a-t-il pris une tournure politique ?

Ce sont des hasards. J'ai commencé le théâtre pour de mauvaises raisons, comme tout le monde : je voulais être beau, être sur scène. Mais très vite, j'ai retrouvé ce que j'étais vraiment…C'est vrai que le métier d'acteur rend extrêmement individualiste, même si cela ne devrait pas être le cas. Il y a le mythe de la troupe. Mais l'acteur est seul avec lui-même, il faut qu'il donne quelque chose de lui-même, même si ça donne le goût de l'action collective : quand je travaillais avec d'autres acteurs, j'ai beaucoup aimé les regarder et c'est comme cela qu'est venue mon envie d'être metteur en scène. ça me rappelait le sentiment que j'avais quand je regardais le petit se faire taper dans la cour de l'école. Quand on regarde les choses, on a envie d'influer sur elles.

J'ai en tout cas tout de suite pensé qu'il fallait que le public ne s'ennuie pas une seconde, qu'il soit capté du début à la fin. Et un jour, par hasard, dans une boutique, j'ai vu un texte de Pasolini, que je ne connaissais pas du tout. Je l'ai lu, je l'ai monté, il n'était pas joué à cette époque en France. Cela a été ma deuxième éducation. Je me suis trouvé un grand frère en lecture. Son regard sur la société des années 1960 m'a intéressé et a fait évoluer ma manière de faire du théâtre. Du jour au lendemain, je me suis retrouvé avec un texte

2- Entretien réalisé avant le referendum sur le Traité constitutionnel européen.

de Pasolini ardu, face à un public qui réagissait différemment, qui était divisé, et je me suis dit : « Ah ! Le théâtre, ça peut aussi être “dissensuel ”, et c’est ce qui est passionnant ». Ce que je trouvais de plus beau, c’était quand la salle était divisée et que les spectateurs en discutaient en sortant. C’est quand même mieux qu’une salle qui vient s’amuser, qui est contente et va manger un bon morceau après. Donc, petit à petit, mon regard sur le théâtre est passé d’un théâtre de divertissement à un théâtre de divertissement de la pensée. C’est un endroit d’où l’on ne ressort pas indemne, où l’on est face à une forme artistique qui dérange. Il me semble que c’est aussi une attitude « politique », en ce qu’elle incite à rester en éveil et garder un œil critique sur la manière dont les gens essaient de vous persuader, de vous convaincre…

Ma rencontre avec Pasolini a également eu une influence sur le lieu dans lequel j’avais envie de faire du théâtre. Quand j’ai monté ma première pièce, *La dispute* de Marivaux, je voyais plutôt le théâtre de la Madeleine que l’Odéon. Et puis Jean-Claude Fall, le directeur du théâtre de Saint-Denis à l’époque, m’a fait une proposition.

Je suis arrivé à Saint-Denis, banlieue rouge, et je me suis retrouvé tout d’un coup à y monter du Pasolini. On pouvait se dire que c’était trop dur de monter ce genre de pièce à Saint-Denis, sans compter que les gens n’allaient pas facilement au théâtre… pour la simple raison qu’il n’y avait plus de bus après 21 heures, qu’ils n’ont pas de quoi se payer une baby-sitter. En tout cas, ça m’a transformé, et ça a changé mon regard sur la société. À partir de ce moment, je me suis beaucoup

investi dans des ateliers de formation, dans les quartiers de Saint-Denis et de Nanterre… Mais tout est parti de Pasolini !

Comment définiriez-vous la politique ?

Pour moi, la politique, c'est créer des lieux d'utopie et les maintenir mais aussi inventer et gérer le quotidien. Ça passe aussi à mon avis plus par le local que par le national, ça touche aux choses quotidiennes de la vie.

Par exemple, la gauche a su à certains moments ouvrir des brèches très importantes politiquement et socialement, comme les 35 heures. J'ai réalisé ce que cela représentait pour tous ceux qui exercent des métiers pénibles, même si ça n'a pas été toujours idéal, comme dans le domaine artistique où ça a été une catastrophe. C'est vrai que la discussion sur les 35 heures aurait dû être faite d'une manière moins unilatérale, être négociée secteur par secteur. Mais au moins la gauche a agi. Et aujourd'hui, la droite est hélas très forte, parce qu'elle a des idées et qu'elle les réalise. Ils ont décidé de faire tomber les services publics, ils le font, c'est-à-dire qu'ils vont au bout de leur idéologie. C'est cette efficacité qui m'effraie le plus. Les cibles sont atteintes. Il y a, derrière ces pratiques, une idéologie libérale qui me fait bondir mais la politique, pour moi, c'est aussi ça : une idée et sa réalisation.

Il n'y a donc pas de politique valable sans l'affichage d'une cohérence entre la forme et le fond ?

En tout cas, quand le fond n'est plus lisible, il faut au moins qu'il y ait des phares qui signalent les ports par lesquels on peut entrer. Cela manque aujourd'hui à la gauche. J'ai été troublé par ce que j'ai entendu au premier tour de la présidentielle de 2002, sur le fait que la gauche et la droite, c'était la même chose. Je n'étais pas d'accord, mais j'ai eu énormément de mal à le démontrer par des choses concrètes. D'ailleurs, la grande erreur de la gauche a été de ne pas s'assumer. Ce qui m'a le plus troublé durant la campagne, ça

a été de voir la difficulté avec laquelle les socialistes ont eu à assumer le mot « socialiste ». C'est un signe extrêmement grave. Si ce à quoi l'on croit a pris un autre nom, une autre forme, alors on va voir ailleurs. C'est aussi simple que ça.

C'est seulement aujourd'hui, après trois ans de gouvernement de droite, que les gens prennent la mesure de la différence entre la droite et la gauche : parce qu'on s'en est pris plein la gueule.

Croyez-vous encore au pouvoir de transformation de l'action politique ?

Je crois au pouvoir du Politique. Mais je crois aussi qu'il y a un problème de représentation. Aujourd'hui, beaucoup d'hommes et de femmes politiques n'ont fait que de la politique dans leur vie. Avant, beaucoup venaient de la société civile. Ça a des conséquences sur l'évolution des discours politiques. Depuis plusieurs années, on n'a plus entendu de grands discours politiques donnant une vision des choses à contre-courant, prenant des chemins de traverse. Alors que c'est aussi ça, le charisme en politique, et malheureusement, en ce moment, ça manque. En fait, il n'y a pas de dépolitisation dans la société. Mais la « tentation de Venise » de Juppé ou les « carottes râpées » de Fabius n'intéressent personne. On n'attend pas cela de la politique et c'est l'expression d'un profond malentendu entre les citoyens et leurs représentants. Ceux qui s'en sortent sont les petits malins comme Sarkozy ou ceux en embuscade, qui ne s'exposent pas trop, comme Martine Aubry.

Vous-même, vous avez pourtant des préférences, parmi ces partis de gouvernement ?

Je ne me suis en tout cas jamais dit que je serai socialiste ou communiste toute ma vie. Je vote selon ce qui me m'intéresse ou me touche, du moins au premier tour. Et c'est vrai que ces dernières années, on a eu l'impression d'une droitisation des partis politiques, aussi bien de la part du PS que des partis de droite eux-

mêmes. Aujourd'hui, ce que dit Besancenot nous fait rire, alors que finalement ce n'est pas si loin de ce que le PS exprimait en 1981 ! Ce glissement est inquiétant, car il correspond à ce qui se passe aux Etats-Unis ou dans les pays anglo-saxons, où il n'y a plus vraiment de gauche en tant que telle. Et c'est aussi pour ça que le vote utile dès le premier tour, le discours qui consiste à dire : « je vous fais une offre qui n'est pas celle que vous voulez, mais c'est quand même celle que vous devez choisir », c'est l'indice de quelque chose qui ne fonctionne pas. Le vote perd de sa valeur, alors qu'il doit rester le moment où l'on exprime sa volonté et son opinion.

Certaines élections vous ont-elles plus particulièrement marqué ?

Bien sûr. Il s'est par exemple passé une chose particulière en 2002. Il y avait un candidat socialiste qui a fait des erreurs gigantesques dans la campagne électorale. Sans ces deux ou trois erreurs, on n'en serait pas là. C'est comme pour nous sur scène, de temps en temps, on a une « plantade » gigantesque… et on arrête la représentation. Ça arrive une fois dans une vie ! Et c'est ce qui s'est passé : une « plantade » politique incroyable qui a amené à une réaction hystérique totalement dingue. Quand on regarde un peu l'évolution du vote FN, comment penser une seconde qu'il y ait eu le moindre danger que Le Pen arrive au deuxième tour ? Et tout d'un coup, il y arrive, bien qu'il fasse à peu près le même nombre de voix que d'habitude, et c'est l'hystérie !

Après, tout le problème a été le malentendu des 82 % et une gauche exsangue sans véritable leader, quels que soient les partis.

On en a sans doute pour dix ou quinze ans de passage à vide. C'est dommage pour ceux qui sont dans la force de l'âge, mais ce n'est rien au regard de l'histoire de la République, de la démocratie. Je ne suis pas inquiet pour la France, ni pour la politique en général : Marine Le Pen ne sera jamais notre nouvelle Marianne.

D'autres événements vous ont-ils donné envie de vous engager ?

Oui, par exemple les sans-papiers de Saint-Bernard. Cette histoire implique des choses qui vont bien au-delà du territoire et qui font référence à la notion de la France « terre d'asile », des droits de l'Homme, de 1789, etc. Je me rappelle aussi des mouvements sociaux et surtout de ceux de décembre 1995. On y était avec des banderoles du théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, c'était un moment fort pour nous. La banderole était applaudie par les cheminots, par tous les manifestants. Le fait que nous soyions là nous aussi voulait dire quelque chose, alors que concrètement nous n'avions pas de raison particulière d'être présents. Et évidemment, pour moi, il y a eu le conflit des intermittents. Lorsqu'il a éclaté, Aillagon a tout de suite sous-entendu que nous n'avions pas lu son protocole alors que les nombreux mouvements nés à ce moment-là l'avaient fait et en avaient débattu. Encore une fois, nous n'étions pas suffisamment relayés par les politiques. Un vrai travail technique, remarquable, de contre-propositions avait été fait, et ces contre-propositions n'étaient pas du tout irréalistes. Après coup, il est réducteur de dire qu'il n'y avait que des gauchistes protestataires chez les intermittents.

Est-ce que vous vous sentez mieux représentés par les mouvements alternatifs que par les partis traditionnels ?

En tout cas, les politiques font de grosses erreurs. Au moment des sans-papiers, on s'est battu comme des dingues pour que les politiques s'emparent du sujet. Et c'est seulement quand le mouvement

a pris de l'ampleur que les politiques ont souhaité être en première ligne de la manifestation, alors qu'auparavant on ne les avait ni vus ni entendus. C'est pourquoi ils se sont fait conspuer et ont dû se placer à l'arrière du cortège. Alors qu'ils auraient pu défiler tranquillement dans leur coin. Idem pour le Larzac, où tout le monde essaie de récupérer tout le monde. Alors que c'est incroyable ce qui se passe là-bas. La première fois que j'y ai été, en 2003, j'étais stupéfait de voir l'intérêt de tous ces jeunes pour des problèmes économiques, les effets de la mondialisation… Des choses vraiment intéressantes se trament, même si elles sont encore en gestation. Disons que là, il y avait de l'espoir et j'en suis revenu avec une pêche incroyable.

Il faut faire beaucoup plus confiance à ces mouvements « militants », dont les membres vont évidemment revenir voter. Mais la classe politique en a peur. Elle a plus peur de ces mouvements que ceux-ci ont peur des responsables politiques. Là-bas, j'entends rarement dire « les politiques sont tous pourris ». J'entends plutôt « on voudrait que tel parti exprime telle idée et il ne le fait pas ». Enormément de militants associatifs présents dans le Larzac sont politisés et ont leur carte dans un parti – mais ils ne la sortent pas forcément. D'ailleurs, ces deux engagements ne s'opposent pas. Le militant du Parti socialiste ou communiste peut trouver plus d'espace et de force pour s'engager en faveur d'une cause associative sans que cela l'empêche de voter le moment venu pour le parti dont il est issu. C'est même une chance pour les politiques que les militants aient plaisir à s'investir pour des causes précises, qui leur paraissent plus immédiates.

Mais ils peuvent aussi être manipulés dans ces mouvements…

On nous dit toujours que les anars sont derrière. Mais ça reste marginal. On doit se méfier des épouvantails que l'on brandit. C'est stupide : quand le stand du Parti socialiste dans le Larzac est démonté, c'est l'œuvre de trois ou quatre imbéciles et pas des 300 000 personnes présentes.

Vous-même, vous vous percevez donc comme un artiste engagé ?

En tout cas, je sais qu'il y a une demande sociale dans ce sens. Chaque fois que j'ai pris position publiquement, les gens que je rencontrais me disaient : « c'est formidable qu'un artiste comme vous soit là, on a besoin de vous ». Pourtant, la plupart des artistes ne sont pas engagés. Il n'y en a pas plus chez les artistes que dans d'autres professions. Simplement, c'est plus visible chez eux. Pour moi, c'est une vraie question, qui s'est posée au moment de Saint-Bernard. Avec ma compagne, nous sommes allés voir, d'abord en tant que citoyens, en quidams, puis nous sommes restés. C'est seulement par la suite que l'on s'est demandé si cela servait à quelque chose que l'on s'engage en tant qu'artistes. Nous n'avions eu auparavant aucune volonté de prendre la parole publiquement et même on s'en méfiait beaucoup, on avait peur d'être schématiques, de verser dans la caricature. Après, ce qui est intéressant, c'est que la société a besoin de ça, de signes envoyés par l'artiste, l'intellectuel. On porte un regard sur le monde qui complète celui du politique mais qui ne s'y substitue pas. C'est rassurant pour une société de savoir que certaines personnes restent vigilantes, en éveil.

Mais est-ce que l'art, en tant que représentation du monde, a nécessairement une dimension politique ?

L'art, oui. Le spectacle, le divertissement, non. L'existence même de l'œuvre d'art, le temps qu'on passe à la regarder, à la considérer, éveille en soi un autre rapport au monde. C'est bien le drame de tous ceux à qui l'on n'offre que TF1. Evidemment, cela obscurcit l'esprit. Quand on se retrouve devant une toile de Michel Ange, on ressent un trouble qui permet de se sentir vivant. La notion du politique et la notion de l'art, c'est avant tout une notion du vivant. C'est avoir la sensation qu'on est ici, maintenant, et pas ailleurs. C'est avoir conscience de soi dans le monde. Et c'est aussi pour ça que le problème du statut des intermittents n'est pas seulement un

problème d'emploi. Mais ça revient à demander aux artistes de produire de plus en plus de formes consommables et de moins en moins de travail de recherche, d'expérimentation, etc., et cela touche l'ensemble du paysage artistique.

Est-ce que votre expérience à Saint-Denis était pour vous un acte politique ?

L'expérience de Saint-Denis était éphémère. Nous avons voulu entrer dans l'institution pour la changer de l'intérieur. Très rapidement, nous nous sommes aperçus que cela n'était pas possible, que l'on ne change rien de l'intérieur. Que nous pouvions simplement – si on le faisait un peu violemment – provoquer, à un moment, un déclic pouvant faire bouger les choses. Cela résume toute notre histoire à Saint-Denis. Nous nous sommes fait beaucoup d'ennemis quand nous avons posé un manifeste assez polémique, qui s'inscrivait contre une certaine manière d'aller chercher le public par rapport à d'autres théâtres. Nous avons posé les choses le plus concrètement possible, comme la place à 50 francs, payée par tout le monde, y compris les professionnels et les journalistes. Et nous nous sommes fait des inimitiés gigantesques. Nous voulions avancer dans cette direction tout en sachant dès le départ que ça allait nous péter à la figure. C'est d'ailleurs ce qui nous est arrivé, sous un prétexte financier. C'était notre talon d'Achille. On sait bien que sur trois saisons, ça se lisse, mais c'était de bonne guerre. Le problème est venu du ministère de la Culture de l'époque qui avait accepté le projet, pour nous dire par la suite qu'il n'y avait pas assez d'argent pour en réaliser

une partie. Pour nous, ce n'était pas le problème. A Saint-Denis, ce n'est pas du luxe de rajouter trois millions pour un centre dramatique sans réels moyens. Et par la suite, il y a eu des répercussions politiques notamment avec Braouezec.

Concrètement, comment avez-vous organisé votre action à Saint-Denis ?

J'ai toujours eu du mal à faire des compromis, des concessions. Une conviction, c'est tellement fragile que quand on le peut – et le fait d'être artiste permet de se payer ce luxe – il faut essayer de poser les problèmes de manière un peu brutale. L'expérience de Saint-Denis a eu un fort écho au-delà du théâtre, au-delà de cette politique tarifaire qui, très concrètement, en était l'un des piliers. Cela permettait aux habitants de Saint-Denis d'avoir une plus belle idée de ce qu'était ce bâtiment dans leur ville. Nous avons fait énormément de porte-à-porte, comme le font les politiques, pour vendre ce théâtre et ce projet. Nous disions « il y a un théâtre dans votre ville, peut-être vous n'y viendrez jamais, mais voilà ce que l'on y fait et pourquoi. » Le théâtre, c'est le premier endroit qui est fermé sous les dictatures. Et les gens ont commencé à s'approcher du théâtre… Le dimanche, les activités étaient gratuites, permettant à tous ceux qui n'y avaient jamais mis les pieds de venir. C'était du concret. Nous avons copié, sur ce territoire, ce qu'avait fait la politique de la ville dans les quartiers difficiles.

En fait, lorsque nous sommes arrivés à Nanterre, nous nous sommes dit que le théâtre était une espèce de forteresse posée au milieu de rien. Ce qui nous obsédait, c'était

l'idée que les banlieues allaient péter… une idée qui circulait à l'époque. Nous nous demandions : « si ça explose, est-ce que les mômes vont venir au théâtre et s'y installer ou est-ce qu'ils vont le détruire ? ». Notre réflexion est partie de là. Nous voulions que ce soit un lieu que les habitants reconnaissent immédiatement. Du coup, au moment du mouvement des enseignants, que nous avons soutenus et accompagnés, le théâtre est devenu leur quartier général.

Diriez-vous qu'il existe encore des affinités particulières entre la gauche et les milieux artistiques ?

Disons que c'est en tout cas difficile pour nous d'être de droite. Selon moi, à droite, on n'est jamais très loin d'une forme de xénophobie. Elle peut être larvée chez l'électeur de droite et s'exprimer tout d'un coup. En tout cas, il n'y a pas de raison que les artistes basculent plus vers la droite que le reste de la société. En plus, les artistes ont une espèce de plaisir à regarder en avant, à construire, à inventer, à imaginer, à être souvent à la proue. Le plaisir de faire des spectacles, ce n'est pas pour soi, mais pour une rencontre avec le public. C'est de là que vient, me semble-t-il, notre regard aigu sur le monde, sur les gens, qui rejoint l'idée d'une vie meilleure, du progrès social. Il y a là quelque chose de naturel. Mais il ne faut pas généraliser ; localement, on peut se retrouver face à des élus de droite formidablement engagés sur la culture et des élus de gauche qui ne le sont pas du tout.

Y a-t-il une politique culturelle de gauche et une politique culturelle de droite ?

Oui, on le voit aujourd'hui. Le principal clivage porte sur la question du service public. Le mécénat est la réponse de la droite, parce que le service public, c'est pour eux inutile, cher et que cela ne rentre pas dans leur cadre idéologique. Pour eux, la force patrimoniale est importante et ils préfèrent valoriser de « gros » opéras tout en méprisant la création contemporaine. Cela dit, si on est hon-

nête, la gauche n'a pas été toujours convaincue du contraire. Mais elle a eu la chance d'avoir toujours quelques grandes figures qui l'a tirée vers le haut. Même si je ne suis pas sûr que la politique de Jack Lang ait toujours été la politique de tout le Parti socialiste. On l'a bien vu par la suite avec ses successeurs – je ne parle pas des moyens, mais juste des discours, des visions. C'est aussi bête que ça : la culture de gauche, c'est les jeunes créateurs, la création contemporaine.

Est-ce que finalement la gauche a tenu toutes ses promesses en matière culturelle ?

Moi, quand je vote, je ne pense pas à la politique du ministère de la Culture, mais plutôt à l'éducation et au social. Ce qui était formidable, dans les années Mitterrand-Lang, c'est qu'il y a eu tout d'un coup une reconnaissance de la culture, qui est devenue quelque chose de central. Après, si les artistes n'ont plus – ou moins – voté socialiste, ce n'est pas parce qu'ils étaient déçus de la politique de Tasca ou de Trautmann, mais plutôt parce qu'ils avaient entendu que les socialistes eux-mêmes ne se voulaient plus « socialistes ». Et peut-être que si certains artistes vont voir un peu plus à l'extrême gauche, c'est qu'ils cherchent en fait à retrouver l'esprit de Jaurès ou de 1936 – comme n'importe quelle personne de gauche déçue par le PS ou le PC…

Comment la gauche pourrait-elle alors répondre à ces attentes dans le domaine de l'art, de la culture ?

Il y a en tout cas un bilan à faire des années Lang, et un vrai débat à mener sur la place de la culture dans la société. Je ne suis pas sûr que ce travail ait été fait par les partis de gauche.

J'entends très peu d'analyses pertinentes sur la question des intermittents de la part des politiques de gauche. Il se trouve que j'ai participé à des commissions « culture » au PS et au PC… et la réflexion ne volait pas très haut. Alors qu'à mon avis, c'est un sujet important, lié bien évidemment à l'éducation. Je trouvais d'ailleurs

que c'était une excellente idée d'associer le ministère de l'Education et celui de la Culture.

Ce n'est pas à moi de définir la politique culturelle qu'il faudrait dans les années à venir. Mais la droite avance de manière subtile. Puisqu'elle a décidé que la culture n'était pas une priorité, elle travaille à ce que le ministère de la Culture disparaisse et redevienne un secrétariat d'Etat. C'est à la gauche d'en réaffirmer l'importance. C'est pour cette raison que je n'ai pas trouvé farfelu que la culture passe de 1 % à 2 % du budget de l'Etat. Pas seulement pour avoir plus de moyens pour faire des spectacles, mais simplement pour les diffuser parce qu'on sait bien que la culture fait reculer les extrémismes et l'intolérance… ce sont de moyens de médiation dont les artistes ont besoin.

Propos recueillis par **Adrien Taquet**

Entretien avec ISABELLE SORENTE

Comment êtes-vous devenue écrivaine ? Est-ce que vous avez toujours voulu écrire ?

J'ai d'abord fait des études scientifiques, puis l'Ecole Polytechnique et j'ai intégré l'ENAC, l'école de l'aviation civile. J'en suis sortie pour entrer à la direction générale de l'Aviation civile. En même temps, j'écrivais. L'écriture a très vite pris de plus en plus de place dans ma vie. Avant même les premières publications. C'est ma manière à moi de réfléchir et de « différer », de prendre du recul. J'écris des romans et des pièces de théâtre. Mais j'écris aussi dans un journal que l'on a fondé en 2001 avec quatre amis. Il s'appelle *Blast* et la rédaction est surtout composée d'écrivains. Ecrire dans l'urgence sur des sujets qui me troublent, c'est une manière d'être un peu plus réactive.

Parlons de votre socialisation politique. Quel est votre premier souvenir politique ?

Il y a d'abord eu, au collège et au lycée, la découverte du Sida, et après la sensibilisation au racisme avec « Touche pas à mon pote ». Mais ma première vraie émotion, c'est quand j'ai eu 18 ans et que j'ai reçu ma carte d'électeur. J'ai trouvé ça super. Je ne me souviens plus de mon premier vote, parce que j'ai voté dès que j'ai pu, de manière très instinctive. En revanche, je sais que je me suis toujours située à gauche.

On parlait politique chez vous ?

Je ne parlais pas beaucoup de politique avec mes parents. Ils n'étaient d'ailleurs pas du même bord : l'un était de gauche, l'autre de droite. Comme ce clivage n'a jamais été sacralisé, je me suis tou-

jours sentie du côté de la réflexion. Disons que mon environnement familial n'était pas passionné par cela, alors qu'il l'était par l'art. En même temps, tout cela n'était pas neutre. Dans une quête artistique sincère, il y a quelque chose se rapportant à la réflexion, au besoin de remettre en cause les choses, et donc à une certaine philosophie politique.

Est-ce que votre formation à Polytechnique a aussi été une formation politique ? Ne serait-ce que par imprégnation de la notion d'intérêt général ou de nation ?

Cela a surtout orienté ma réflexion vers la question économique. Je me rappelle d'un cours, peu de temps après mon intégration en 1990, sur les « chevaliers de la guerre économique ». Ça m'avait donné un vrai fou rire à l'époque. Aujourd'hui, ce postulat de la réussite économique, du résultat immédiat comme critère universel me fait vraiment réfléchir. Même intuitivement, on voit bien que tous ces modèles mathématiques ne peuvent être valides que s'ils intègrent une perspective à long terme. Le pire, c'est qu'on sait que c'est erroné : des économistes comme Steiglitz, qui, heureusement, sont aujourd'hui largement reconnus, l'ont prouvé.

Vous rappelez-vous de votre première révolte ?

J'en ai eu tellement ! Je crois que ma première grosse révolte, je l'ai eue en tant que femme. Tous les êtres humains sont pluriels et se transforment : il y a une espèce de magie de l'esprit humain qui demande à s'ouvrir et à sortir du jeu de lego social, qui fait que selon

notre âge, notre sexe, notre situation familiale, etc. on rentre dans telle ou telle case. Or, la Femme et le féminin, tels qu'on les voit dans les journaux, n'existent pas. C'est une forme de propagande, qui ne correspond pas du tout à une réalité de l'esprit ni du corps humain, mais qui est surtout destinée à susciter de la consommation. Le phénomène atteint aussi les hommes, d'ailleurs.

Quand j'avais 17 ou 18 ans, je ne le voyais pas mais je sentais simplement quelque chose qui clochait, qu'on privait les femmes, subrepticement, de certaines libertés. Quand on vous dit : « Si tu pilotes, tu ne vas jamais trouver de garçon, ce n'est pas féminin », vous vous dites que c'est quand même étrange qu'on vous explique ce qui est féminin ou pas. A cet âge là, j'ai souffert d'entendre dire que les filles qui faisaient des études se condamnaient au célibat. Je ressentais une violence dans le discours très décalé de la réalité que je vivais. Ça m'a rendue furieuse. Plus tard, c'est la réalité elle-même qui m'a choquée. Récemment, j'ai fait un reportage dans *Blast* sur les conditions de tournage de certains films pornographiques où les filles sont carrément torturées. Je me suis rendue compte que ça ne choquait personne ou presque, au motif que ces filles sont payées – très peu, d'ailleurs. C'est là que l'on mesure aussi à quel point les présupposés économiques remplacent les critères éthiques aujourd'hui, même chez des gens plutôt éclairés et intellectuels.

Est-ce encore sur ces enjeux – la place de la femme dans la société, la société de consommation – que vous vous battez aujourd'hui ?

En fait, ce qui me motive, c'est plutôt un combat contre une pensée archaïque qui réduit l'humain à quelque chose d'abstrait, sans prendre en compte sa dimension physique, celle du corps. Cette pensée nous réduit à une raison froide qui nie notre multiplicité. On sait bien qu'on a tous les âges tous les jours, par exemple. Tout le monde devrait voir en tout le monde le nouveau-né. Idem pour la multiplicité sexuelle. Ça a l'air d'être une réflexion ontologique assez gra-

tuite, mais ça a beaucoup de répercussions sur la vie quotidienne. On n'a pas entendu beaucoup de choses sur la femme multiple. Sur l'homme multiple non plus d'ailleurs. Alors que les hommes aussi ont leurs journaux féminins. C'est toujours la même propagande, qui réduit les personnes à des panoplies. Que ce soit le cadre qui achète son costume cravate, prend ses vacances ici ou là et cherche un plan de carrière de tel ou tel type, ou que ce soit la femme qui revêt son déguisement de ménagère à telle heure ou telle heure. En plus, c'est écrit en petit-nègre : « Super le rose cette année » ! C'est vraiment le vocabulaire qu'on employait quand on était bébé, quand on recevait le petit catalogue de Noël… Le drame, c'est qu'à force de lire ça, l'esprit rétrécit. Et on sait bien que le langage, c'est aussi la pensée. Voilà, c'est contre cette pensée et ce discours appauvris que je veux essayer de lutter.

Est-ce que, pour mener ce combat, vous vous retrouvez dans certaines structures militantes, dans certains mouvements féministes par exemple ?

Non, je ne me suis jamais engagée auprès des féministes, mais je les remercie. Elles ont été et sont toujours indispensables. Quant à moi, mon féminisme aujourd'hui va au-delà du combat pour la reconnaissance d'un sexe, il vise vraiment la pluralité des êtres. Sinon, j'ai pu m'engager ponctuellement dans du bénévolat. J'ai par exemple donné des cours à des adolescents en difficulté quand j'étais lycéenne. Mais je n'ai jamais été engagée dans des structures militantes même si j'ai beaucoup d'amis qui y sont. C'est surtout par manque de temps : je dors très peu, je travaille beaucoup et je n'ai plus de temps disponible pour ça. On voudrait vivre plusieurs vies, avoir plusieurs amours à la fois, plusieurs engagements à la fois, mais malheureusement, le temps nous manque.

Vous dites que vous avez des amis qui militent. Vous avez l'impression d'appartenir à une génération politique ?

Non, parce que le critère de l'âge n'est pas pertinent. Beaucoup de gens refusent de se laisser enfermer dans cette catégorie. J'ai des amis de tous âges qui militent, des écolos qui vont dans les arbres, des activistes qui bossent à *Blast*... Je connais aussi des « anti-pub », par exemple, et ce qu'ils font me réjouit énormément. On a l'impression que la laideur et la bêtise sont très présentes dans la rue, dans la Cité, et que les gens en ont marre. Mais ceux-là en ont marre avec humour. Enfin, l'esprit résiste et il en faut du courage, pour résister…

Vous considérez « Blast » comme un véritable engagement ?

Oui, parce que cela réunit des gens de toutes les générations, des écrivains mais aussi des journalistes. Le rédacteur en chef est Frédéric Joignot qui occupait les mêmes fonctions à *Actuel*. On a aussi des gens qui travaillent aux *Inrockuptibles* ou dans des journaux spécialisés : ils peuvent écrire chez nous, sous des pseudos, ce qu'ils n'écriraient pas ailleurs.

C'est un engagement parce que l'on est indépendant, et libre. Du coup, on peut faire quelque chose de beau. On a autant de gens qui sont de droite ou de gauche mais on essaie toujours de vaincre la pensée paresseuse, de retourner nos propres opinions. Par exemple, on avait des gens qui, sur l'écologie, avaient des thèses contraires à celles qui sont en vogue actuellement ; ils critiquaient autant le catastrophisme que la cécité que l'on peut avoir sur ces sujets-là.

On a aussi conçu cette revue comme un engagement contre un monde de tiédeur, d'oppression mitigée, qui nous contraint dans nos opinions comme dans nos corps. Une femme qui accepte la contrainte physique d'un régime pendant 20 ans n'est pas forcément la mieux placée pour se révolter politiquement. De la même façon, quand des gens passent leur vie à 20 degrés – 20 degrés dans la voiture, 20 degrés au bureau, 20 degrés chez soi – je suis persuadée qu'il y a des processus de réflexion, de remise en cause, qui ne peuvent plus se faire. Ne plus se servir de ses jambes, c'est aussi inquiétant intellectuellement. L'aventurier, l'artiste, c'est aussi celui qui part, celui qui marche. On sait bien qu'il y a des idées qui viennent en marchant ; si on ne marche plus, quelque chose de la pensée se perd !

Vous vous engagez donc par l'écriture.

En fait, je pense que tout acte de création est politique ; sinon ce n'est pas de la création, ce n'est que du divertissement sans grand intérêt. Inversement, la politique doit être créative aussi… Par exemple, sur les panneaux publicitaires, il y a des espaces politiques potentiels (j'utilise le mot « politique » au sens large). Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux, par exemple, que ces espaces soient occupés par une belle photo d'artiste ? Ça donnerait plus à réfléchir que la laideur omniprésente des affiches commerciales. On pourrait même imaginer une sorte de taxe sur le fait qu'un espace potentiellement politique soit occupé par quelque chose de commercial. De même, quand on voit Berlusconi en Italie, est-ce qu'après la question de la

séparation de l'Eglise et de l'Etat, on ne pourrait pas se poser celle de la séparation des médias et de l'Etat ? Après tout, cela a un impact sur chacun d'entre nous : on naît dans le monde dans lequel on vit, on ne naît pas à l'unité, isolés les uns des autres. On parle beaucoup d'individualisme aujourd'hui mais finalement, combien y a-t-il de véritables individus, de personnalités complètes ? Peut-être n'y en a-t-il jamais eu aussi peu ? De fait, plus on se replie sur notre petit moi, moins on est dans la réalité. On est les autres, on est la cité dans laquelle on vit.

Y a-t-il du politique dans votre œuvre ? Je pense notamment aux thèmes croisés de la métamorphose et de la multiplicité qui peuvent se prêter à une lecture politique…

Oui, le thème de la métamorphose est lié à la cité, dans sa dimension urbaine comme dans sa dimension politique. C'est le mode de vie urbain qui implique ce rapport à la multiplicité : vous vous levez un matin dans un quartier, vous finissez la soirée dans un autre, vous avez appelé et vu plein de gens différents... Vous avez expérimenté une forme de pluralité. Et c'est aussi pour cela que c'est dans la ville qu'est née la notion de liberté individuelle : vous n'êtes plus, comme dans un village, sous le regard constant de vingt personnes, toujours les mêmes. Ces thèmes de la métamorphose et de la multiplicité ne sont donc pas étrangers à la vie d'autrui, à la vie collective.

Les hommes politiques sont-ils alors les acteurs indépassables du changement politique ?

Je ne sais pas, mais il est clair que les hommes politiques font un travail difficile parce qu'ils ont très peu de marge de manœuvre, et toutes sortes de contraintes à prendre en compte. C'est terrible, parce qu'ils doivent intégrer le principe de responsabilité en même temps qu'ils travaillent sur du très long terme. Les hommes politiques doivent agir comme s'ils pensaient eux-mêmes vivre cinq cents ans… En même temps, ils ne doivent pas être seuls à agir. Le

rôle des intellectuels, des artistes (même si je n'aime pas ce mot) et finalement de tout être participant à la vie de la Cité, c'est aussi de descendre dans la rue quand quelque chose les choque. Moi, je participe par l'écriture mais c'est à chacun de trouver son mode d'expression.

Mais le Politique n'est-il pas alors condamné à un rôle d'accompagnement, ou de gestion des affaires courantes ?

Non, il a encore un vrai pouvoir de transformation. On le voit bien dans l'Histoire : il n'y a pas eu de grandes actions politiques, de conquêtes sociales, sans que les gens se mobilisent pour les obtenir. Si les politiques peuvent changer le monde, c'est justement parce qu'ils sont à l'écoute de ce monde. Ils agissent en conscience, ou pas, mais il ne faut pas non plus les accuser de ne rien faire, quand on n'est soi-même pas capable de se mobiliser. Chaque citoyen est responsable de ce qui se passe. En revanche, il est aussi évident qu'il est de la responsabilité des politiques de faire en sorte que le niveau de conscience politique et social des gens soit plus élevé.

Le regain de la protestation spontanée, des mouvements sociaux, est-ce le signe pour vous de la dévalorisation de modes de participation plus conventionnels comme le vote ?

C'est bien mon impression, hélas. Elle est confirmée par l'exemple italien que j'ai subi pendant des années. Je suis d'origine italienne. Mais je crois que c'est une dévalorisation qui a des racines plus profondes. Le long règne de la raison, qui prime toujours sur le corps, a conduit à une forme de relativisme qui consiste à dire que tout est toujours à prendre au second degré. A ce compte-là, rien n'est sérieux, même la contestation ; même la révolution, finalement qu'est-ce que c'est drôle ! Et puis en ce moment, c'est peut-être aussi la marque d'une paresse intellectuelle qui consiste à faire montre d'une ironie facile, à adopter une posture qui est souvent télévisuelle. Cela cadre bien dans les trois minutes d'attention requises ; sauf que c'est aussi

une posture dangereuse, parce qu'elle endort les esprits. Ça revient à faire fi de la conscience politique, de la conscience éthique : tout devient banal. Et le banal c'est le degré zéro de l'esprit. Le Président des Etats-Unis a des relations sexuelles avec sa stagiaire, un autre va bombarder un pays. Tout ça est mis au même niveau, c'est banal ! On l'a trop entendu. Vous apprenez que 90 % des gros poissons sont en train de disparaître, c'est banal. Mais la vraie difficulté, après, c'est de retrouver de vraies valeurs, qu'elles soient éthiques ou même économiques, puisque certaines personnes ne s'intéressent qu'à cela.

La banalisation serait donc une des causes essentielles de la dépolitisation ?

Bien sûr. Dire que la droite et la gauche, c'est la même chose, cela participe de ce phénomène. Et la télévision relaie bien ce discours. Il ne s'agit pas d'accuser qui que ce soit à la télévision, c'est un système qui dépasse toute volonté individuelle. Mais on voit bien que les valeurs essentielles de la démocratie sont perdues et dévoyées. Par exemple, le vote, belle chose à laquelle on a droit, pour lequel on a fait des révolutions, etc. : aujourd'hui on vote pour la Star Ac', pour « sauver » quelqu'un dont, *a priori*, personne n'a rien à faire. Pareil pour le confessionnal qui avait, fut un temps, un sens métaphysique et qui est devenu un produit télé. Ce n'est pas anodin qu'il y ait deux sens au mot voter, ce n'est pas anodin qu'on puisse voir des politiciens mélangés à des potiches. Je pense vraiment que c'est un poison pour la démocratie. Et j'ai trouvé par exemple très bien que Raffarin, lorsqu'il était Premier ministre, refuse que les membres de son gouvernement participent à une émission de variétés. Il a montré

qu'il refusait une certaine dégradation des valeurs démocratiques, leur transformation en produit de divertissement.

L'affaiblissement du clivage droite-gauche, du moins dans sa représentation médiatique, doit-il alors être mis en cause ? Pensez-vous que ce clivage garde encore un sens ?

Il y a une différence fondamentale entre la gauche et la droite. Et si la gauche m'intéresse plus comme posture, c'est parce que je me dis que l'intérêt de vivre, c'est de déployer son humanité autant que faire se peut. Il y a une perspective universelle et humaniste dans la gauche que je ne retrouve pas dans la droite. Et puis autant chercher des postures qui remettent les choses en question. Celle qui consiste à tenir compte des critères sociaux m'intéresse plus que l'attitude qui consiste à conserver les richesses là où elles sont. La fluctuation, la circulation m'ont toujours plus passionnée que l'immobilisme. Il y a donc une différence philosophique de fond qui n'est peut-être plus assez perçue, et qui est en effet brouillée par les affaires de corruption, la médiatisation réductrice et spectaculaire... Pourtant, cette différence subsiste. Cela ne dispense pas d'ailleurs d'une vraie réflexion par rapport au capitalisme. C'est quand même le système qui a le plus d'entropie : il a peut-être en lui ses propres solutions, y compris éthiques, qu'il suffit d'activer. Et ça aussi, la paresse intellectuelle ambiante et le politiquement correct font que vous ne le lirez jamais dans la presse de gauche bien-pensante. Et c'est quand même bien triste de ne pas lire ça plus souvent, parce que tout citoyen a droit au changement, on est fait pour ça.

Et la culture ? Est-ce fondamentalement une valeur de gauche ?

Oui, la culture et la création sont dans la fluctuation. En même temps, est-il strictement impossible d'être de droite et dans le mouvement ? Il ne faut pas omettre toutes les pensées riches qu'il peut y avoir un peu partout. Mais il ne faut pas non plus tomber dans le cliché selon lequel, aujourd'hui, tous les intellectuels, les grands penseurs,

seraient de droite. D'abord, ce n'est pas vrai ; ensuite ce n'est pas parce que quelque chose a échoué dans une pensée généreuse qu'il faut retirer ses billes et prendre un virage à 180°. On progresse petit à petit : le contraire du contraire de A n'est pas forcément le retour à la même position. On peut être idéaliste, très engagé, et réaliste. Dire qu'il faut passer par pertes et profits Mai 68, par exemple, c'est une forme de renoncement qui ne mène à rien, alors que Mai 68 a permis des évolutions dont on est bien content de profiter aujourd'hui. Une pensée qui est uniquement bipolaire n'est pas intéressante. La réalité, ce n'est pas pile ou face.

Depuis un certain nombre d'années, on reproche à la gauche de s'être éloignée des préoccupations des artistes et de ce milieu. Etes-vous d'accord avec ce constat ?

J'ai plutôt l'impression que c'est, hélas, la gauche qui a oublié ce qu'elle devait être, à savoir une pensée du mouvement et de la fluctuation. C'est plus ça qui est en cause que son rapport particulier aux artistes. Mais il faut vraiment écouter ce que disent les gens, et partir de cette base pour travailler. J'ai un sentiment d'affolement quand je vois à quel point le gouvernement Raffarin n'a écouté ni les chercheurs ni les intermittents. Que la droite veuille réglementer et médicaliser strictement par la loi une démarche comme celle de la fin de vie, qui relève quand même essentiellement du questionnement philosophique individuel, c'est encore un signal inquiétant.

Est-ce que les mouvements alternatifs, l'extrême-gauche ont alors réussi, auprès des artistes et des intellectuels, là où les partis de gouvernement ont échoué ?

Franchement, je ne sais pas. Je crois que chez les artistes, les chercheurs, chez plein de gens, il y a un besoin, dans une époque très déstabilisante, de retrouver une identité. Et cette identité, ce serait peut-être celle d'une humanité généreuse et épanouie dans le don. Tout le monde en a besoin, c'est comme ça qu'on fonctionne. Dès qu'il y a un projet généreux, ça mobilise. Les gens trouvent ces projets où ils peuvent. D'où des engagements d'extrême-gauche, j'imagine… Les altermondialistes ont le mérite d'avoir réintroduit un critère d'éthique dans l'économie, et d'avoir montré que sans lui, les équations économiques ne tiennent pas la route.

Quelles seraient les grandes mesures que la gauche devrait adopter pour répondre à ces attentes ?

Je pense qu'un travail sur notre environnement urbain est indispensable. Il faudrait quand même réfléchir sur cette « disneyfication » des villes. Qu'on aille à Paris ou en province, on retrouve partout le même schéma, et là encore, ce n'est pas très stimulant… Il y a un centre historique, puis des galeries marchandes, une banlieue chic, et enfin une grande banlieue où se retrouvent tous ceux qui n'ont pas les moyens d'être ailleurs. On chasse les gens pour ne pas perturber l'espace réservé au shopping. Ce n'est pas innocent : Bataille disait que la rue était le dernier espace « voyou ». Et dans un bouquin qui s'appelle *Mutations*[1], l'architecte Rem Koolhaas pose bien l'équation, avec ses photographies de villes : « Politics = shopping ». En fait, vous pouvez décliner cette équation à l'infini. Notre société est en train de devenir une immense galerie marchande avec escalator. Tout est fait pour le shopping ; la galette des rois, la Saint-Valentin ou encore le mariage deviennent des produits de consom-

1- R. Koolhaas, *Mutations*, Actar, 2000.

mation. Pas étonnant que de moins en moins de gens croient au mariage en tant qu'institution. Le problème, c'est que ça touche les institutions politiques aussi : si tout est shopping, alors voter égal shopping. Autant dire qu'on s'est bien éloigné de la cité grecque.

Y a-t-il une issue ?

Je ne sais pas. Je ne suis pas militante, je suis activiste au quotidien. Mais je sais qu'on cherche une société où on puisse se déployer en tant qu'être humain, où l'on puisse actualiser le maximum de nos potentialités. Si l'on interrogeait les gens dans le quartier, je ne pense pas qu'ils répondraient que ce qui les motive, fondamentalement, c'est d'acheter une grosse voiture. Ce dont on a besoin, c'est surtout d'être dans une vie de connaissance, une vie riche, une vie de don. Disons que je crois en une conscience collective plus développée. On ne le dit pas assez : la plupart des choses peuvent être comprises par la plupart des gens parce qu'on est tous faits pareils, avec, à l'origine, la même capacité à apprendre.

Propos recueillis par **Adrien Taquet**

Introduction :
La politique au prisme des jeunes artistes en 2004-2005. 7

Entretien avec Benjamin Biolay 33

Entretien avec Marie Darrieussecq 47

Entretien avec Nora Gubisch 67

Entretien avec Hamé (La Rumeur) 75

Entretien avec Luz 91

Entretien avec Stanislas Nordey 111

Entretien avec Isabelle Sorente 129

Parution en octobre

Le jour où la France a dit non

Comprendre le référendum du 29 mai 2005

55 % des Français ont rejeté la Constitution européenne. La campagne, passionnée, a brouillé les clivages politiques. Les Français, pourtant souvent désemparés par un traité complexe et un débat confus, se sont mobilisés fortement.

Que veut dire ce « non » ? Quelle est la part du contexte – c'est-à-dire du rejet du Gouvernement, voire plus généralement des politiques ? Quelle est la part du texte – c'est-à-dire de la Constitution, voire plus largement de l'Europe ? Pourquoi les jeunes ont-ils, pour la première fois, voté « non » ? Pourquoi les actifs ont-ils, si massivement, voté « non » ? Peut-on défendre l'idée qu'il s'agit d'un « vote de gauche » ? Peut-on soutenir la thèse qu'il s'agit d'un geste « pro-européen » ? Et quelles sont les conséquences de ce vote à la fois pour la France – et notamment pour le parti socialiste – et pour l'Union européenne ?

Ce sont les questions auxquelles la Fondation Jean-Jaurès a voulu répondre en faisant appel aux meilleurs spécialistes : Alain Bergounioux, Jean-Christophe Cambadélis, Bruno Cautrès, Hervé Le Bras, Gérard Le Gall, Alain Mergier, Jean Pisani-Ferry, Vincent Tiberj. Il faut comprendre ce jour où la France a dit non. Nous n'en avons pas fini avec le 29 mai 2005.

Abonnement pour 10 numéros :
80 euros (40 euros chômeurs et étudiants)

La Fondation Jean-Jaurès est une fondation politique.

La Fondation Jean-Jaurès a été créée en 1992.

La Fondation Jean-Jaurès, reconnue d'utilité publique le 21 février 1992, a pour buts, selon ses statuts,
" de favoriser l'étude du mouvement ouvrier et du socialisme international, de promouvoir les idéaux démocratiques et humanistes par le débat d'idées et la recherche, de mener des actions de coopération économique et culturelle concourant à l'essor du pluralisme et de la démocratie dans le monde ".

La Fondation Jean-Jaurès
est présidée par Pierre Mauroy.

Collection Fondation Jean-Jaurès/PLON
Directeur de la publication : Gilles Finchelstein
Rédacteur en chef : Laurent Cohen

Maquette : Antonio Bellavita
Impression : Inckôo-75017 Paris.
N° ISNN : 1294 - 6133

Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris
Téléphone : 01 40 23 24 00
Télécopie : 01 40 23 24 01
e-mail : fondation@jean-jaures.org
web : www.jean-jaures.org